



Revue de presse
Réseau des journalistes africains
Spécialisés sur le développement durable
et le changement climatique
Juin 2023

1





Références : WHO, UNEP, WWF, UNESCO, AFD, AFDB, COP 28, FAO, AGONU, OCDE, UE, SNU, CITES, OMM, UN-Habitat, ODD, UNDRR, CCNUCC, FMI, UNHCR, UPOV, UICN, COP 26, COP 15, FEM, REDD+, CBD, Convention de Rio, BID, DFC, COP 27, Accord de Paris.

Table des matières

Rabah Karali (Algérie) ; filière agrivoltaïque en Algérie : quelles perspectives pour les années à venir ? L'Actuel, mai/juin 2023.	5
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; African Governments Urged To Support Tobacco Farmers To Switch To Alternative Crops ; Pan african visions, June 2023.	7
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe Govt Urged To Tighten Laws Regulating Use Of Plastic ; Pan african visions, June 2023.....	10
Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 1 Juin 2023.....	11
Boris Ngounou (Cameroun) ; Zimbabwe-Zambie : un accord pour la conservation des bassins du Zambèze-Mana ; Afrik 21, 1 ^{er} juin 2023.	12
Eric Ojo (Nigeria) ; US Govt Reaffirms Commitment To AfDB-supported Climate Adaptation Benefit Mechanism ; African Examiner, June 2nd, 2023.....	14
Boris Ngounou (Cameroun) ; Kenya : les communautés excellent dans la conservation de la faune du Maasai Mara ; Afrik 21, 2 juin 2023.	17
Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 2 Juin 2023.....	18
Joseph Abuje (Nigeria) ; INC Chair to prepare zero draft of international agreement on plastic pollution as Paris negotiations end ; June 4, 2023.....	19
Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; How hunt for medicines threatens Burundi wildlife; TRT Afrika, 4 June 2023.....	21
Janvier Gbedo (Bénin) ; Journée mondiale de l'environnement: Message du Sg de l'Onu, António Guterres ; Le Matin Libre, 5 juin 2023.	24
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : 5 juin, des voix s'élèvent contre la pêche illicite et non réglementée ; Afrik 21, 5 juin 2023.	25
Denise Kyalwahi (RDC) ; Monde : le rôle du journaliste dans la lutte contre le réchauffement climatique et la sauvegarde de l'environnement (conférence de presse) ; Naturel CD, 5 juin 2023.	27
Janvier Gbedo (Bénin) ; Du 3 au 10 juin 2023: Le SNU au Bénin en croisade contre la pollution plastique ; Le Matin libre, 5 juin 2023.	36
Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 5 Juin 2023.....	38





Cheikh Thiam (Sénégal) ; À la découverte de l'AMP du Gandoul : les merveilles d'une île ; Enquête +, 6 juin 2023.	38
Boris Ngounou (Cameroun) ; Libéria : l'UE accorde 16,5 millions de dollars pour la protection de la biodiversité ; Afrik 21, 6 juin 2023.	42
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Journée mondiale de l'environnement: Haro sur les déchets plastiques ; Afrique durable, 6 juin 2023.....	44
Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 6 Juin 2023.....	45
Hadeer Al-Hadary (Egypte) ; Omar Bodour ouvre à Al-Ain Al-Akhbariya le livre des secrets de l'Organisation météorologique mondiale. Les météorologues chargés de surveiller le climat mondial mettent en garde contre la fonte des glaces ; Al-Aïn, 7 juin 2023.	46
Eric Ojo (Nigeria) ; UN Habitat Harps On Sustainable Urban Development ; African examiner, June 7th, 2023.	52
Cécile Goudou (Bénin) ; « Recyclage des déchets : l'expérience de Gbobêto » ; Emission « l'environnement notre défi », 8 juin 2023.	54
Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 8 Juin 2023.....	54
Robert Tachie Menson (Ghana) ; Pamu-Berekum Forest Reserve shows signs of regaining lost vegetation ; Ghana News Agency, June 11, 2022.....	55
Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 12 Juin 2023.	56
Temwa Mhone (Kenya) ; Tree farming vital to environmental conservation ; The Nation, 12 June 2023.	57
Marthe Akissi (Côte d'Ivoire) ; Invité du jour avec le Professeur Bernard Yapo Sous-directeur du laboratoire central de l'environnement du CIAPOL, à propos de la pollution au mercure en Côte d'Ivoire ; Radio Côte d'Ivoire, 13 juin 2023.	58
Hadeer Al-Hadary (Egypte) ; Un responsable de la "FAO" révèle à "Al-Ain News" les dégâts du climat sur l'alimentation mondiale. Thaer Yassin : Les dégâts annuels causés par les ravageurs des plantes représentent entre 30 et 40 % de la production agricole mondiale ; Al-Aïn, 13 juin 2023.	59
Cheikh Thiam (Sénégal) ; Climat, érosion côtière, déforestation, désertification, dégradation des terres... Alioune Ndoye détaille sa feuille de route des cinq prochaines années ; Enquête +, 14 juin 2023.	69
Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 15 Juin 2023.	73
Temwa Mhone (Kenya) ; farmers reap fruits of green mindsets ; The Nation, 15 June 2023.	74
Fulbert Adjimehossou (Bénin) ; flore du Bénin : les bryophytes, un mystère à percer ; La Nation, 16 juin 2023.....	75





Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 16 Juin 2023.	77
Edem Dadzie (Togo) ; Réchauffement climatique : Investir dans la transition équitable dans les pays en développement ; Le Papyrus, 17 juin 2023.....	78
Naïma Cherii (Maroc) ; Nouveau scandale : Vol du cèdre de la forêt de Tikajouine devant la justice ; Le Reporter Express, 19 juin 2023.....	80
Fulbert Adjimehossou (Bénin) ; Fin des travaux de protection de la côte : Grand-popo retrouve la quiétude; La Nation, 19 juin 2023.	83
Victor Gbonegun (Nigeria) ; Experts seek role for private sector in infrastructure projects ; The Guardian, 19 June 2023.	86
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : les négociations pré-COP28, non prometteuses pour le continent ; Afrik 21, 20 juin 2023.	88
Edem Dadzie (Togo) ; Les réfugiés africains ont moins d'options qui s'offrent à eux et moins d'accompagnement ! Le Papyrus, 20 juin 2023.	90
Edem Dadzie (Togo) ; Agriculture : Un marché semencier africain calqué sur le schéma occidental est-il viable ? Le Papyrus, 20 juin 2023.....	92
Patrick Kahondwa (RDC) ; Subventionner le traitement de l'infertilité en Afrique ; Scivdev, 20 juin 2023.....	94
Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 21 Juin 2023.	97
Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : les chefs traditionnels disent non à la viande de pangolin ; Afrik 21, 21 juin 2023.....	97
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : 15 acteurs mondiaux s'engagent à financer le capital naturel ; Afrik 21, 27 juin 2023.	100
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique centrale : quel financement pour les forêts du bassin du Congo ? Afrik 21, 22 juin 2023.	102
Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 23 Juin 2023.	106
Denise Kyalwahi (RDC) ; Lenteur dans les négociations de Bonn sur le climat et perte de l'optimisme ; Natural CD, 24 juin 2023.	107
Haika Kimaro (Tanzanie) ; 'How sea cucumber farming is changing our lives' ; The Citizen, June 24, 2023.....	110
Albert Oppong-Ansah (Ghana) ; Stopping coastal erosion : a widow's contribution ; Ghana News Agency, June 26, 2023.....	114
Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 26 Juin 2023.	117
Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 30 Juin 2023.	118



Rabah Karali (Algérie) ; filière agrivoltaïque en Algérie : quelles perspectives pour les années à venir ? L'Actuel, mai/juin 2023.

Retard. L'agrivoltaïsme répond à un double enjeu : celui de la transition énergétique, désormais bien connu de tous, mais aussi celui de la protection de l'agriculture, soumise à un climat de plus en plus instable et extrême du fait du réchauffement climatique.



5

L'agrivoltaïsme en Algérie a de beaux jours devant lui. Grâce aux énormes potentialités énergétiques dont recèle notre pays, notamment les énergies solaire, éolienne, hydraulique, la biomasse et la géothermie qui sont inépuisables, abondantes localement et peu polluantes, néanmoins, il va de soi que la filière agrivoltaïque est

encore très mal voire non exploitée. Pourtant, le gisement solaire en Algérie est le plus important au niveau mondial, surtout dans le Grand Sud. On note des moyennes annuelles d'ensoleillement variant entre 2.600 h/an dans le Nord à 3.500 h/an dans le Sud ; un potentiel énergétique éolien qui convient parfaitement pour le pompage de l'eau, particulièrement sur les Hauts-Plateaux et les régions sahariennes.

D'une pierre deux coups !

L'une des missions de l'agriculture est de produire des aliments et d'assurer la sécurité alimentaire, cependant, à l'instar d'autres secteurs économiques, elle doit participer à la réduction des gaz à effet de serre dans l'atmosphère afin de réduire les effets du réchauffement climatique par l'utilisation, bien évidemment, des énergies nouvelles. De nos jours, il existe des structures photovoltaïques qui rendent un



service direct à une production agricole d'où l'émergence d'un concept innovant, à savoir l'agrivoltaïsme. Le principe ? Tirer parti des surfaces agricoles en y installant des panneaux solaires fixes ou orientables. Les objectifs ? Utiliser cette électricité pour les cultures et les animaux et, dans un second temps, produire de l'électricité. Ce modèle émergent séduit de plus en plus d'agriculteurs partout dans le monde, de par sa réponse prometteuse aux enjeux agricoles, énergétiques et climatiques.

L'agrivoltaïsme répond à un double enjeu : celui de la transition énergétique, désormais bien connu de tous, mais aussi celui de la protection de l'agriculture, soumise à un climat de plus en plus instable et extrême du fait du réchauffement climatique. Les panneaux, dans ce cas, peuvent jouer un rôle de protection via l'ombrage, et de régulation climatique, dont l'agriculture a de plus en plus besoin. En Algérie, il peut être présenté comme un nouveau pilier de la stratégie solaire du pays. Toutefois, l'agrivoltaïsme reste une filière naissante au stade d'expérimentation qui demande à être rapidement encadrée.

Etat des lieux

A vrai dire, la question pertinente que l'on peut se poser à propos de l'état des lieux de la filière agrivoltaïsme est celle de savoir s'il existe à l'heure actuelle une véritable activité dans ce domaine au niveau des exploitations agricoles ? La réponse est que les pouvoirs publics sont beaucoup plus préoccupés par la concrétisation du programme du Gouvernement relatif au raccordement de 50.000 exploitations agricoles à l'électricité avant la fin de l'année 2023 que celui de l'élaboration d'une stratégie nationale sur l'introduction effective des énergies renouvelables dans l'agriculture en

Algérie, dont le modèle de l'agrivoltaïsme, entre autres. Certes, depuis des années, le thème du renouvelable dans l'agriculture est ressassé à la faveur de l'organisation des séminaires et des colloques, mais sans lendemain dans la mise en oeuvre des recommandations.

Quelques projets qui ont fait l'objet de collaboration à titre expérimental ont vu le jour, à l'exemple de l'UDES/CDER et IRRAGRIS/Anabib de Bordj Bou-Arréridj. Un pivot d'irrigation des terres agricoles par énergie solaire photovoltaïque. C'est un projet découlant d'une collaboration entre l'Unité de développement des équipements solaires relevant du Centre de développement des énergies renouvelables l'UDES/CDER et IRRAGRIS/Anabib de Bordj Bou-Arréridj. Le système ainsi alimenté pourra faire fonctionner un pivot avec 2 travées (environ 100 m de long) irriguant une superficie de 4 ha. L'objectif du projet est de pouvoir réaliser un système devant irriguer une superficie de 30 ha (standard). Par contre, une entreprise privée versée dans la production de l'électroménager a réussi à mettre au point un pivot d'irrigation alimenté par l'énergie solaire. Assurément, il ne s'agit pas des pivots de grande puissance capables d'irriguer plusieurs centaines voire milliers d'hectares.

L'engin actuellement commercialisé est plus modeste et ne permet l'irrigation que d'une parcelle ne dépassant pas un hectare, donc sans grande efficacité pour les besoins dans les régions agricoles du Sud où les exploitations à grandes surfaces sont très présentes sur le terrain. Quoique l'engin en question est le préféré des petits agriculteurs locaux, car il leur a permis de se lancer dans l'irrigation avec un modeste capital. Du coup, c'est ce

pivot artisanal construit localement à des milliers d'exemplaires qui a permis à la wilaya d'El-Oued de devenir une grande région productrice de pomme de terre.

Des perspectives prometteuses

La filière agrivoltaïque algérienne demeure essentiellement statique, voire en voie d'apprentissage. Se trouvant actuellement à l'état embryonnaire, les programmes de recherche dans ce domaine sont ambitieux, sans dépasser vraisemblablement le stade de la simple innovation et entre en phase de développement.

Le développement d'installations photovoltaïques sur foncier agricole est incontestablement la principale entrave au développement de la filière agrivoltaïque. Aussi, il est essentiel de construire une vision de l'agrivoltaïsme en tant que filière à part entière et de dépasser le stade du simple outil innovant. Pour ce faire, il est nécessaire de multiplier les capacités de financement des projets agrivoltaïques et l'accompagnement de l'ensemble des parties prenantes tout au long de la chaîne de valeur passant par les entreprises de fabrication et d'installation des kits solaires, des agriculteurs, des start-up, des technologues, etc.

Enfin, les moyens humains et matériels sont à portée de main, notamment dans les secteurs de la recherche (actuellement, nous avons plus de 2.500 experts dans les spécialités du renouvelable) alors que sur un autre volet, l'Algérie ambitionne d'atteindre un million de porteurs de projets (start-up) en 2023 ■

A. A.



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; African Governments Urged To Support Tobacco Farmers To Switch To Alternative Crops ; Pan african visions, June 2023.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2023/06/african-governments-urged-to-support-tobacco-farmers-to-switch-to-alternative-crops/>



7

African governments have been urged to support tobacco farmers to switch to alternative crops by ending tobacco growing subsidies and using the savings for crop substitution programmes to improve food security and nutrition. Shifting from tobacco to nutritious food crops has the potential to feed millions of families and improve the livelihoods of farming communities in Africa, WHO Regional Director for Africa, dr Matshidiso Moeti said in her message to mark the World No Tobacco Day commemorations on 31 May,2023.



According to Moeti, the tobacco epidemic is one of the biggest public health challenges the world has ever faced, killing more than eight million people around the world every year. While the number of people using tobacco products is decreasing in other parts of the world, it is rising in the Africa Region. For example, the number of tobacco users in the WHO African Region increased from an estimated 64 million adult users in 2000 to 73 million in 2018. This is partly due to the increased production of tobacco products as well as aggressive marketing by the tobacco industry. She said the 31st of May 2023, the World Health Organization, a day after the end of the 76th World Health Assembly, joined the rest of the international community to commemorate World No Tobacco Day. The day provides an opportunity to highlight the dangers associated with tobacco use and exposure to tobacco smoke. It is also an occasion to renew our advocacy for effective policies to halt the tobacco epidemic and its impact on individuals, societies, and nations. This year's theme is "Grow Food, Not Tobacco". This theme aims to raise awareness about alternative crop production and marketing opportunities for tobacco farmers and encourage them to grow sustainable, nutritious crops. The theme also seeks to expose the tobacco industry's efforts to interfere with attempts to substitute tobacco growing with sustainable crops, thereby worsening the global food crisis. It calls on all of us to explore how food and agricultural policies make adequate nutritious food and healthy diets available while reducing tobacco production. According to her, tobacco growing and production exacerbates nutrition and food insecurity. She said that tobacco farming destroys the ecosystems, depletes soils of fertility, contaminates water bodies and pollutes the environment.

'Any profits to be gained from tobacco as a cash crop may not offset the damage done to sustainable food production in low- and middle-income countries,' Moeti said.

Nearly 828 million people are reported to be facing hunger globally. Of these, 278 million (20%) are in Africa. In addition, 57.9% of people in Africa suffer from moderate to severe food insecurity. This jeopardizes the region's attainment of SDG 2 which aims to end hunger, achieve food security and improved nutrition, and promote sustainable agriculture. The intensification of the major drivers behind recent food insecurity and malnutrition trends, such as conflict, climate extremes, and economic shocks, further compounds this situation. Therefore, our concerted actions are essential, so everyone has enough food.

Moeti said that there is a grave challenge in food and nutrition security imposed by the increasing tobacco farming in the Africa Region.

She said that available data shows that while the area under tobacco cultivation decreased by 15.7% globally, in Africa it increased by 3.4% from 2012 to 2018. During this period, tobacco leaf production globally reduced by 13.9%; however, it increased by 10.6% in Africa. In recent years, tobacco cultivation has shifted to Africa because of a regulatory environment that is more favourable to the tobacco industry, as well as increasing demand for tobacco.

WHO is working with Member States and other partners to assist farmers in shifting from tobacco growing to alternative crops. In the last two years, an initiative in Kenya has assisted over 2000





tobacco farmers to turn to alternative crops. This has resulted in improved food and nutrition security, increased income for farmers, healthier farming activities as well as environmental rehabilitation. The expansion of this initiative to Uganda and Zambia has started, and should be encouraged for all tobacco-growing countries in Africa.

Moeti said that such initiatives will also combat desertification and environmental degradation, raise awareness in tobacco farming communities about the benefits of moving away from tobacco and growing sustainable crops and exposing the tobacco industry's efforts to obstruct sustainable livelihoods work in the Africa Region.

She also appealed to tobacco-growing countries in the Africa Region to step up the implementation of Articles 17 and 18 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control (WHO FCTC) by enacting legislation, developing, and implementing suitable policies and strategies, and enabling market conditions for tobacco farmers to shift to growing food crops that would provide them and their families with a better life while enhancing the protection of the environment and the health of people.

"By doing this, we will be growing food, which our populations need, not tobacco," Moeti said.





Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe Govt Urged To Tighten Laws Regulating Use Of Plastic ; Pan african visions, June 2023.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2023/06/zimbabwe-govt-urged-to-tighten-laws-regulating-use-of-plastic/>



10

ActionAid Zimbabwe (AAZ) has joined the rest of the world in commemorating World Environment Day (WED) running under the theme “Solutions to Plastic Pollution” with Zimbabwe’s celebrations dubbed #BeatPlasticPollutionZim, bringing attention to issues of plastic pollution and exploring alternatives to reduce plastic use to aid the fight against climate change.

Observed annually on 5 June, WED is dedicated to spreading environmental awareness and promoting environmental protection. Zimbabwe, like the rest of the world, is struggling with the effects of severe plastic pollution worsened by subpar refuse collection services, a lack of strong regulatory policy, and a private sector with little interest in transitioning to a low-carbon economy or a circular economy. According to United Nations Environment Program (UNEP), a circular economy requires responsible behaviour that encourages the 9 Rs: reduce, reuse, recycle, recover, redesign, remanufacture, refurbish, repair, and refuse.

AAZ acknowledges the efforts made by the Government of Zimbabwe (GoZ) in banning polystyrene food containers as well as introducing a policy that discourages the use of single-use





plastic bags. These policies alone, without commensurate awareness programs, will not yield the intended results. AAZ, therefore, urges the GoZ to enact tighter legislation and awareness programs aimed at eliminating plastic and boosting the use of biodegradable alternatives. Zimbabwe could learn from other African countries like Kenya and Rwanda that have successfully reduced the use and dependency on plastic by 80-90% through the enactment of laws that prohibit single-use plastic bags.

AAZ notes that efforts to limit plastic use and promote biodegradable alternatives concurrently address combating pollution and contributing considerably to worldwide efforts to cut carbon emissions.

According to the report by WWF Australia (2021), the more plastic we make the more fossil fuel we need, and the more we exacerbate climate change. Moreover, the United Nations Environment Program (UNEP) in its 2021 report titled, "NEGLECTED: Environmental Justice Impacts of Marine Litter and Plastic Pollution" notes that plastic pollution disproportionately affects marginalized communities and communities near plastic production and Waste sites constituting an environmental injustice. It is crucial to bear in mind that plastic pollution is not only harmful to the environment but is also disastrous to human health with women being more severely affected than men. Because of their biological makeup, women are more susceptible to diseases such as cancer and hypothyroidism, which are all linked to chemicals present in plastics. AAZ urged the Government of Zimbabwe to tighten the legislation to reduce plastic use and complete ban on single-use plastic bags, increase awareness programs that promote the use of biodegradable alternatives and reusable carrier bags, invest more in the service delivery of refuse collection to ensure improved plastic management and limit its environmental impact and to push the corporate and industrial sectors to adopt and implement the UNEP circularity approach.

11



Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 1 Juin 2023.

Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=WWzClx7Vgjo>



Boris Ngounou (Cameroun) ; Zimbabwe-Zambie : un accord pour la conservation des bassins du Zambèze-Mana ; Afrik 21, 1^{er} juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/zimbabwe-zambie-un-accord-pour-la-conservation-des-bassins-du-zambeze-mana/>



12

Le Zimbabwe et la Zambie s'engagent à renforcer la protection du patrimoine naturel des bassins inférieurs du Zambèze-Mana. Cet engagement est l'objet d'un protocole d'accord signé par les deux pays d'Afrique australe, le 26 mai 2023 à Harare la capitale du Zimbabwe. L'accord établit officiellement les bassins inférieurs du Zambèze-Mana, comme zone de conservation transfrontalière (ZCT).

C'est désormais officiel. Les bassins inférieurs du Zambèze-Mana, acquièrent le statut de zone de conservation transfrontalière (ZCT). C'est le fruit du protocole d'accord signé le 26 mai 2023 par le ministre zimbabwéen de l'Environnement, du Climat, du Tourisme et de l'Industrie hôtelière, Ngobizitha Mangaliso Ndlovu, et le ministre zambien du Tourisme, Rodney M. Sikumba. Outre l'officialisation du statut de ZCT, la signature de ce protocole d'accord traduit la volonté des deux pays d'Afrique australe, à favoriser une gestion concertée et durable des ressources communes. « Cette initiative crée de nouvelles opportunités pour nos gouvernements, les communautés locales et les parties prenantes, pour faire avancer les programmes de





développement durable et assurer un partage équitable des avantages tangibles entre tous les participants.», explique le ministre Ngobizitha Mangaliso Ndlovu. Pour le ministre Rodney M. Sikumba, la ZCT est un avantage à la fois pour les communautés et la nature. « Cet acte favorisera inévitablement la paix et la stabilité, garantira l'utilisation durable des ressources naturelles, assurera le développement économique et améliorera la protection de l'environnement. » explique-t-il.

Un facteur pour les projets de développement durable de l'AFD en Afrique australe

Bien que leur statut de ZCT soit conféré par le Zimbabwe et la Zambie, les bassins inférieurs du Zambèze-Mana sont également partagés par le Botswana et la Namibie. Réparti sur 18 515 km², la ZCT englobe des territoires de conservation vitaux, notamment le parc national du bas Zambèze en Zambie et le site du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), le parc national de Mana Pools au Zimbabwe, ainsi qu'une mosaïque de zones de gestion du gibier et de safaris, de terres communales et de conservatoires. Au rang des projets qui tireront profit du cadre légal conféré aux bassins inférieurs du Zambèze-Mana, le projet Pro-Nature de l'Agence française de développement (AFD) en Afrique Australe, dont la composante pêche durable a été lancée le 20 avril 2022 à Lusaka en Zambie. Cette composante vient parachever un projet régional de 11,6 millions d'euros, qui a débuté en 2019, et qui vise la restauration et la conservation d'un million d'hectares d'habitats riches en biodiversité et l'amélioration des conditions de vie de 30 000 personnes dans trois ZCT critiques d'Afrique australe (au Botswana, en Zambie et au Zimbabwe).



Eric Ojo (Nigeria) ; US Govt Reaffirms Commitment To AfDB-supported Climate Adaptation Benefit Mechanism ; African Examiner, June 2nd, 2023.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/us-govt-reaffirms-commitment-to-afdb-supported-climate-adaptation-benefit-mechanism/>



14

(AFRICAN EXAMINER) – The American Government has reaffirmed its resolve and commitment to support the climate Adaptation Benefit Mechanism, which is driven by the African Development Bank (AfDB).

Under the Adaptation Benefit Mechanism, development partners, consumers, funds and philanthropists will sign purchase agreements for Certified Adaptation Benefits. Project developers will use these as collateral to raise private sector debt, equity and in-kind contributions. Adaptation Benefit Mechanism projects will also incorporate an approved methodology defining the expected adaptation benefits and enabling certification of outcomes that lead to the achievement of desired impacts.

The programme was launched in a pilot phase in 2019, and two pilot projects are under development: one for climate resilient cocoa in Côte d'Ivoire, and another for rapid deployment dams to counter flooding in Lagos, Nigeria.



United States Treasury Deputy Assistant Secretary, Margaret Kuhlow gave the assurance while speaking at one of the panel discussions, hosted by the AfDB during its 2023 Annual Meetings in Sharm El Sheik, Egypt.

The panel of experts highlighted Africa's urgent need to implement measures to drive climate adaptation, while also stressing a number of obstacles, including the difficulty of measuring and monetizing adaptation efforts.

Speakers included representatives of the AfDB, development partners, and development beneficiaries. It was stressed that innovative approaches and solutions will be critical to scale up adaptation efforts across the African continent.

This, according to the panelists, includes the Adaptation Benefit Mechanism and the Africa Adaptation Acceleration Programme. The latter is a joint initiative between the AfDB and the Global Center on Adaptation.

Kuhlow said the Biden administration had equally committed to support the Adaptation Benefit Mechanism in its 2023/2024 budget.

She added that President Biden's administration had launched the President's Emergency Plan for Adaptation and Resilience (PREPARE), adding that its goal was to extend assistance to 500 million of the world's most vulnerable people.

She further explained that people usually think of energy when they hear the word "climate," but that in many parts of the world, according to her, climate means water: too much or too little.

The Treasury Deputy Assistant Secretary also disclosed that the United States was committed to the adaptation agenda, with its efforts in Africa channeled through the AfDB via the African Development Fund.

Opening the discussion, the AfDB's Vice President for Power, Energy, Climate and Green Growth, Kevin Kariuki, said climate investments favored climate mitigation over adaptation, but that this was not to Africa's benefit.

"Many adaptation projects are small-scale and context specific. The micro, small and medium enterprises that would implement these projects are unable to access the international private funds because they lack collateral or expertise to apply", he added.

Kariuki also observed that climate adaptation projects typically yield little cash flow, although they deliver hard-to-monetize public goods.

"The donor community has been seeking adaptation metrics to drive efficiency and enhance support, but alas, the metrics for adaptation do not exist today", he further explained.

In his remarks, AfDB Manager, Gareth Phillips pointed out that the bank has a number of live adaptation initiatives which are ready to receive contributions, adding that the AfDB was working to raise as much as \$50 million in funding to capitalize a new fund, tentatively named the "African Adaptation Benefit Fund", which is expected to be launched at the next global climate summit (COP28) this November.





He said the funds will be used to purchase Certified Adaptation Benefits to kick-start the Adaptation Benefit Mechanism and will also provide technical assistance and support the operation of the Mechanism's Executive Committee and establishment of a secretariat. Similarly, the Global Center on Adaptation's Acting Regional Director for Africa, Charles Nhemachena said the Africa Adaptation Acceleration Programme is working to mobilize \$25 billion over five years to accelerate and scale climate adaptation action across the African continent. Nhemachena also disclosed that over the last two years, the programme had influenced more than \$5 billion worth of downstream investments that had been supported through the upstream facility. One example is the AfDB's Banjul port project in The Gambia, for which the upstream facility had provided climate risk testing.

Development partners and beneficiaries of the AfDB's initiatives to drive climate adaptation took part in a second panel discussion. They included Daouda Ndiaye, Manager for Climate and Environment at the Islamic Development Bank and a member of the Adaptation Benefit Mechanism's Executive Committee; Phil Stevens, Alternate United Kingdom Governor of the AfDB's Board; Adama Kone, AfDB Executive Director for Côte d'Ivoire.

Stevens said the new Climate Action Window of the African Development Fund—the Bank's concessional lending arm—had created an opportunity for private investors to channel funds for climate adaptation.

Notably, during the AfDB's Annual Meetings, the United Kingdom announced the launch of two projects under its "Room to Run" guarantee program, a \$2 billion guarantee provided to the bank. The guarantee will allow the bank to provide an additional \$2 billion of climate finance to Africa by 2027, with a 50-50 split between climate adaptation and mitigation.

Meanwhile, the AfDB is a pioneer among global multilateral development banks in terms of the share of its climate financing that goes to climate adaptation. Its climate adaptation funding increased from 49 percent in 2018 to 55 percent in 2019 and 63 percent in 2020.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Kenya : les communautés excellent dans la conservation de la faune du Maasai Mara ; Afrik 21, 2 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/kenya-les-communautés-excellent-dans-la-conservation-de-la-faune-du-maasai-mara/>



17

Un récent recensement de la faune sauvage effectué dans l'écosystème du Maasai Mara au sud-ouest du Kenya, démontre l'efficacité des communautés locales en matière de conservation. Les résultats de ce recensement indiquent que 83,7% des espèces sauvages dénombrées dans la région vivent dans des réserves communautaires, contre seulement 16,2% dans les aires protégées de la réserve nationale du Maasai Mara et du triangle de Mara.

Au Kenya, les communautés sont au centre des politiques de gestion et de conservation de la faune sauvage. Le ministère kenyan de la Faune, du Tourisme et du Patrimoine est d'ailleurs sur le point de lancer la Stratégie nationale de coexistence homme-faune qui abordera les questions d'indemnisation et fournira des mesures d'atténuation élaborées pour faire face aux conflits homme-faune.

C'est que dans ce pays d'Afrique de l'Est, les communautés locales sont essentielles dans la conservation de la faune sauvage. Cette tendance a été démontrée par les résultats d'un recensement de la faune sauvage, réalisé dans l'écosystème du Maasai Mara au sud-ouest du





Kenya, en 2021. Le report d'étude élaboré par le Wildlife Research and Training Institute avec le soutien de la branche kenyane du Fonds mondial pour la nature (WWF), indiquent que 83,7% des espèces sauvages dénombrées dans la région vivent dans des réserves communautaires, contre seulement 16,2% dans les aires protégées de la réserve nationale du Maasai Mara et du triangle de Mara.

« Le plus important est l'engagement des communautés à comprendre et à apprécier comment la croissance du nombre d'animaux sauvages peut se traduire par la prospérité et l'amélioration des moyens de subsistance. La conservation en tant qu'utilisation des terres doit être significative et bénéfique pour les gens pour qu'elle soit durable », explique Samson Lenjir, le coordinateur du programme national pour les éléphants, chez WWF-Kenya.

Les activités humaines, un facteur gênant malgré tout

Les résultats du recensement rendus publics le 3 mai 2023 présentent les espèces sauvages les plus abondantes de l'écosystème du Maasai Mara. Il s'agit des gnous (37 281), les zèbres communs (32 358), les buffles (11 604), les impalas (10 610) et les gazelles de Thompson (8 278). Au moins 2 595 éléphants vivent dans l'écosystème de Mara, une légère augmentation par rapport aux 2 493 individus enregistrés en 2017.

Toutefois, le rapport d'étude note que les activités humaines continuent d'augmenter la pression sur l'écosystème du Maasai Mara. La combustion de charbon de bois et l'abattage d'arbres détruisant les habitats fauniques et d'importantes zones forestières. Les clôtures en terre dans cette région se multiplient et fragmentent le paysage, tout en empêchant les migrations de la faune sauvage.

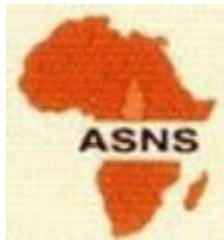
18



Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 2 Juin 2023.

Pour voir la vidéo : <https://planeteterreterretv.bj/video/jt-19h45-du-02-juin-2023/>





AFRICASCIENCE
NEWS

Joseph Abuje (Nigeria) ; INC Chair to prepare zero draft of international agreement on plastic pollution as Paris negotiations end ; June 4, 2023.

To access the article : <http://africasciencenews.org/2023/06/04/inc-chair-to-prepare-zero-draft-of-international-agreement-on-plastic-pollution-as-paris-negotiations-end/>



19

The second session of the Intergovernmental Negotiating Committee to develop an international legally binding instrument on plastic pollution, including in the marine environment (INC-2), concluded today in the French capital with a mandate for the INC Chair, with the support of the Secretariat, to prepare a zero draft of the agreement ahead of the next session, due to take place in Nairobi, Kenya, in November.



More than 1,700 participants in Paris – over 700 Member State delegates from 169 Member States and over 900 observers from NGOs – attended the session, hosted by France at the headquarters of the UN Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) in Paris. The second session follows INC-1, which was held in Punta del Este, Uruguay, in November 2022. “I am encouraged by progress at INC-2 and the mandate to prepare a zero draft of the international legally binding instrument on plastic pollution,” said Inger Andersen, Executive Director of the UN Environment Programme (UNEP). “I look forward to INC-3 in Nairobi and urge Member States to maintain this momentum. The world is calling for an agreement that is broad, innovative, inclusive, and transparent, one that leans on science and learns from stakeholders, and one that ensures support for developing nations.”

“Plastic has been the default option in design for too long. It is time to redesign products to use less plastic, particularly unnecessary and problematic plastics, to redesign product packaging and shipping to use less plastic, to redesign systems and products for reuse and recyclability, and to redesign the broader system for justice,” she added. “The INC has the power to deliver this transformation, bringing major opportunities for everyone.”

On the first day of the session, Member States elected Georgia, Estonia, Sweden, and the US to the Bureau. Following discussions on voting rights, they also agreed on an interpretive paragraph for the Draft Rules of Procedure that apply on a provisional basis to the work of the INC. Officially closing the session, the Chair of the INC, H.E. Mr. Gustavo Adolfo Meza-Cuadra Velasquez, thanked the Government of France and UNESCO for hosting the session, as well as the Member States, observers, co-facilitators, and support staff of the discussions.

“Moving forward, I would like to thank you for your trust for the development of the zero draft, with the support of the Secretariat,” he said. “I will do the utmost to ensure that this document reflects faithfully our discussions, as well as the contributions and views of Member States. I take this crucial step to meet our tight deadline with great responsibility.”

Quoting French writer Victor Hugo, the INC Chair added, “It is sad to think that nature speaks, and human beings do not listen. When we listen to nature and we act, we can make progress.”

In its decision, the INC requested the Secretariat to invite submissions from observers by 15 August and Members by 15 September on elements not discussed at INC-2, such as the principles and scope of the instrument, and any potential areas for intercessional work compiled by the cofacilitators of the two contact groups, to inform the work of INC-3.

“My appeal to you at the beginning of this session was that you make Paris count. You have done so, by providing us with a mandate for a zero draft and intercessional work,” said Jyoti Mathur-Filipp, Executive Secretary of the INC Secretariat. “The momentum you have built up here in Paris will guide our work in the inter-sessional period and at our future sessions. I look forward to continuing our important work together and to welcoming you all to Nairobi for our third session in November.”



Ferdinand Mbonihankuye (Burundi) ; How hunt for medicines threatens Burundi wildlife; TRT Afrika, 4 June 2023.

To access the article : <https://www.trtafrika.com/insight/how-hunt-for-medicines-threatens-burundi-wildlife-13467998>

About 90% of Burundi population relies on traditional medicines sourced from animals' parts and plants to meet health care needs.



21

Hunters kill animals for their parts which they sell to traditional healers. Photo: Reuters

The use of wild animal parts and plants in traditional medicine is common in Burundi but the implications on wildlife and biodiversity are now raising concerns.

Burundi is among countries with the highest rates of traditional medicine use in the world.





According to the World Health Organisation, WHO, around 80% of people in Africa rely on traditional forms of medicine to meet their health care needs.

"In countries for which more detailed data are available, the percentage of the population that uses traditional medicine ranges from 90% in Burundi and Ethiopia, to 80% in Burkina Faso, the Democratic Republic of Congo and South Africa; 70% in Benin, Cote d'Ivoire, Ghana, Mali and Rwanda and 60% in Tanzania and Uganda," the WHO says.

But there are concerns in Burundi where some people resort to illegal hunting of wild animals as well as deforestation in search of traditional medicines.

Hunters kill the animals in order to obtain their skins and organs, which traditional medicine practitioners buy especially in provinces located near forests and national parks.

Animals disappear

The animals' parts are sold in the open at local markets for the highly valued traditional medicines in the country.

The authorities often say some of the hunters burn down forests destroying the animals' natural habitats and that they kill the wild animals including tigers, pumas, pythons, giraffes, hyenas and antelopes for medical purposes. This is threatening wildlife in the country.

Traditional medicine practitioners in Burundi believe that the organs of these animals, which they use in the preparation of traditional medicines are potent in curing various deadly diseases and also works against poisons.

But even those involved agree that the populations of animals and plant species used for traditional medicines are dwindling.

"Some of these herbs and certain animals have disappeared from Burundi's forests," Ntakanan Irimana, a traditional medicine practitioner told TRT Afrika.

Aloys Ntakananirimana from the commune of Muruta in Kayanza province says they sometimes travel into forests in border areas before they could get some species of plants and animals.

Tradition vs authorisation

"A number of animal species are now rare, and certain birds are nowhere to be found in Burundi, notably the eagle and the ibis," Another traditional medicine practitioner told TRT Afrika.

In Burundi, hunting is considered a tradition and many ordinary Burundians do not see it as harmful even in the context of dwindling populations of wild animals. This is also supported by the popularity of traditional medicines in the country.

"We kill the animal whose skin is a medicine. We pull up the grass that is useful to us", says a traditional healer in Kayanza province, who doesn't want to be named.

Although there are laws governing wildlife, hunting and biodiversity protection in Burundi, they are rarely upheld.

Abel Nteziryayo, who is responsible for protecting the Kibira nature reserve, pointed out "all traditional practitioners need authorisation" before they can enter Burundi's nature reserves.





But he decried that illegal hunters regularly encroach into these vast forests and animal reserves sometimes escaping detection by the reserves guards who are not enough to cover the entire forests.

This situation leaves the wild animals and trees vulnerable to exploitation by the hunters. Some of the hunters set parts of the forests on fire in attempts to kill the animals, which sometimes flee into nearby communities where they are not safe either.

Authorities act

Experts say the animals need protected areas to be able to reproduce and threatened plants need to be nurtured and protected with reforestation being one of the key measures that could be taken.

But the authorities have stepped up awareness campaign to discourage the practice. They have also been taking punitive measures against erring hunters.

For example, in September last year, at least six people were arrested on suspicion of illegally killing a chimpanzee in the village of Mpfunda near the Kibira Nature Reserve in Kayanza province. The suspects were caught while sharing the meat of the animal they had just allegedly killed. The head of the Kibira Nature Reserve protection services, Abel Nteziryayo told TRT Afrika that the people had broken environmental protection laws because chimpanzee is part of endangered species.

"If traditional healers need the skins of certain species of animals, they have to request authorisation from the ministry in charge of the environment", he says.

While the authorities make efforts to enforce environmental regulations, experts say there is the need for finding more ways of boosting the wild animals' populations and restoring lost forests. However, they also point out that without viable alternatives to traditional medicines or their sources, the situation could remain difficult.



Matin Libre

Janvier Gbedo (Bénin) ; Journée mondiale de l'environnement: Message du Sg de l'Onu, António Guterres ; Le Matin Libre, 5 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://matinlibre.com/2023/06/02/journee-mondiale-de-lenvironnement-message-du-sg-de-lonu-antonio-guterres/>



24

La Journée mondiale de l'environnement est célébrée annuellement chaque 5 juin. A l'occasion de l'édition 2023 de cette célébration, voici le message de António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Cette Journée mondiale de l'environnement est un appel à combattre la pollution plastique. Chaque année, l'humanité produit plus de 400 millions de tonnes de plastique, dont un tiers n'est utilisé qu'une seule fois. Chaque jour, l'équivalent de plus de 2 000 camions à ordures remplis de plastique est déversé dans nos océans, dans nos rivières et dans nos lacs. Les conséquences sont catastrophiques. Les micro plastiques se retrouvent dans la nourriture que nous mangeons, dans l'eau que nous buvons et dans l'air que nous respirons. Le plastique est fabriqué à partir de combustibles fossiles. Ainsi, plus nous produisons de plastique, plus nous brûlons de combustibles fossiles et plus nous aggravons la crise climatique.

Toutefois, nous avons des solutions. L'an dernier, la communauté internationale a entamé des négociations en vue de parvenir à un accord juridiquement contraignant destiné à mettre fin à la pollution plastique. Il s'agit là d'un premier pas de bon augure, mais il faut que tout le monde se

mobilise. Dans son dernier rapport, le Programme des Nations Unies pour l'environnement indique que nous pouvons réduire la pollution plastique de 80% d'ici à 2040 si nous axons dès maintenant nos efforts sur la réutilisation, le recyclage, la réorientation et la diversification des produits. Nous devons travailler de concert –États, entreprises et consommateurs– pour nous défaire de notre dépendance au plastique, promouvoir le zéro déchet et mettre sur pied une économie véritablement circulaire. Ensemble, bâtissons un avenir plus propre, plus sain et plus durable pour l'humanité tout entière.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : 5 juin, des voix s'élèvent contre la pêche illícite et non réglementée ; Afrik 21, 5 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-5-juin-des-voix-selevent-contre-la-peche-illícite-et-non-reglementee/>

25



À côté de la Journée mondiale de l'environnement (JME), la communauté internationale célèbre également ce 5 juin 2023, la 6e édition de la Journée internationale de lutte contre la pêche



illicite, non déclarée et non réglementée (INN). De nombreux acteurs, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Environmental Justice Foundation (EJF), et l'Organisation africaine pour la conservation des mammifères marins (AMMCO), attirent les attentions sur les conséquences de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

L'Assemblée générale des Nations unies a déclaré le 5 juin Journée internationale de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). C'était lors de sa soixante-douzième session en novembre 2017. La date du 5 juin (qui est également celle retenue pour la célébration de la Journée mondiale de l'environnement, JME), fait référence au jour où l'accord sur les mesures du ressort de l'État du port est officiellement entré en vigueur en tant que traité international, qui est le premier instrument international juridiquement contraignant spécifiquement consacré à la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Le but de cette journée est d'attirer l'attention sur les menaces que font peser les activités de pêche INN sur l'utilisation durable des ressources halieutiques et souligner les efforts en cours pour lutter contre ces activités.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la pêche INN serait responsable de la prise annuelle de 11 à 26 millions de tonnes de poisson, privant ainsi l'économie mondiale de 10 à 23 milliards de dollars. Pour pallier ce problème et rétablir les stocks de poissons disponibles, l'objectif 14 du Programme de développement durable (ODD), adopté en 2015 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), encourage la communauté internationale à conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.

AMMCO et l'EJF montent au créneau

Pour passer des paroles aux actes, l'Environmental Justice Foundation (EJF) organise du 7 au 10 juin 2023 à Kribi, ville côtière située dans la région du sud au Cameroun, un atelier de sensibilisation des journalistes sur les conséquences de la pêche INN. « Cette formation de journaliste contribuera à la transparence de la pêche au Cameroun. Elle soutiendra la stratégie nationale de développement 2020-2030 dans le secteur de la pêche en donnant aux journalistes les outils dont ils ont besoin pour diffuser des informations pertinentes. », explique Steve Trent, directeur général et fondateur d'EJF.

Cette activité est associée « Street Whale 2023 » animé par l'Organisation africaine pour la conservation des mammifères marins (AMMCO). « Le Street Whale 2023, qui est à sa troisième édition, est un événement qui combine l'Art et la Science pour éveiller les consciences sur la nécessité de protéger nos océans dont la biodiversité est en proie aux multiples pressions anthropiques. Parmi ces pressions, la pêche INN est la plus impactante, pourtant très peu de nos citoyens et même autorités sont conscients de l'ampleur de ce fléau. C'est pourquoi la formation des journalistes sur la pêche INN vient à point nommé, car ces derniers seront désormais outillés pour éclairer nos décideurs ainsi que le public camerounais, non seulement sur l'impact de la



pêche INN, mais aussi sur les mesures à prendre pour la transparence et la gestion durable de cette ressource. », explique Aristide Kamla, le président d'AMMCO.



Denise Kyalwahi (RDC) ; Monde : le rôle du journaliste dans la lutte contre le réchauffement climatique et la sauvegarde de l'environnement (conférence de presse) ; Naturel CD, 5 juin 2023.

27

Pour accéder à l'article : <http://naturelcd.net/2023/06/05/monde-le-role-du-journaliste-dans-la-lutte-contre-le-rechauffement-climatique-et-la-sauvegarde-de-lenvironnement-conference-de-presse/>



**République Démocratique du Congo/Nord-Kivu/Goma, conférence de presse (Lundi 6 Juin)
Thème : rôle du journaliste dans la lutte contre le réchauffement climatique et la sauvegarde de l'environnement**





Intervenant : John TSONGO, Journaliste environnementaliste Africain, membre du réseau des Journalistes africains pour le développement durable (Africa 21), membre de l'équipe de rédaction de Naturelcd.net, cofondateur de la Radio Panafricaine, collaborateur de plusieurs medias dans la région des grands lacs Africains et lauréat 2020 du prix Liz Hughes de Radios Rurales Internationale (RRI), une ONG Canadienne.

Confrères, consœurs, shalom ! La journée d'aujourd'hui est une occasion de remise en question... Une remise en question autour de la responsabilité de l'homme dans le réchauffement climatique, l'extinction des espèces et la dégradation très prononcée de l'environnement...

Si tout le monde est responsable à 80 %, le journaliste en serait peut-être pour plus ou moins 90 voire 200%.

Car, tenez :

Aujourd'hui dans le monde, plus de 5000 Milliards de débris de toutes tailles se trouvent sur les eaux des mers, des océans, des lacs, des rivières et des fleuves, selon les scientifiques regroupés au sein de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), qui assurent tout de même que ces chiffres ne sont que marginaux.

Alors qu'en 2019, le monde n'avait produit qu'autour de 460 millions de tonnes de matières plastiques rapporte toujours la NOAA, cela équivalait au double de la production de l'an 2000 et ces statistiques pourraient tripler d'ici à 2060, si une politique holistique visant à endiguer ce phénomène ne sera pas mise en place, alerte pour sa part l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Pour l'heure, les États-Unis sont plus grands producteurs des déchets plastiques, avec 21 % de la production mondiale, suivis de la Chine 19 %, de 28 % des pays développés membres de l'OCDE, 5 % de l'Inde et 27 % des autres pays de la planète.

La pollution plastique écrivent les Journaux Le Monde et Lacroix, demeure encore un fléau qui échappe au contrôle des citoyens du monde, dans un contexte où 50 % des déchets sont stockés dans des décharges contrôlées ; 19 % sont incinérés ; et 9 % seulement subissent le recyclage.

Dans cette logique, les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et une partie du Burundi, sont privées de 26,3 MW d'électricité, tout simplement parce que les déchets plastiques accumulés au niveau de la centrale, de la Ruzizi I et II, ont entraîné la panne des alternateurs qui produisent du courant.

« L'impact est énorme, nous avons un déficit de 6,3 mégawatts (MW) sur un total de 30 MW que nous devons produire, pas seulement pour la province du Sud-Kivu, mais aussi pour la province voisine du Nord-Kivu et le Burundi », constate Liévin Chizungu, cité par l'AFP. A cela s'ajoute la panne d'alternateur de la centrale de Ruzizi II, à environ 25 kilomètres au sud de Bukavu, provoquée elle aussi par des déchets, ce qui entraîne un déficit de 20 MW sur le réseau de distribution, indique le responsable de la Snel.





En outre, il n'y a pas que les eaux qui sont menacées... Même la biodiversité subit une terrible menace. Une étude menée dans 57 pays par 141 chercheurs, indique que « Les 3 000 espèces connues sont fortement affectées par les conditions climatiques », selon la revue britannique espace des sciences. Or, chaque hectare de terre compte entre 1000 et 1500 kg de la masse vivante, rien que dans son sol. Cela signifie : dans 100 g de sol, il y a 5% de matière organique dans laquelle vivent 5% d'organismes vivants dont 70 % de microorganismes, 20% de vers et 10% d'autres petits êtres.

Les données relayées par le site Empreinte Biodiversité.org, mentionnent que :

- 60% des services écosystémiques mondiaux sont dégradés ;
- 20% des récifs de corail de la planète ont disparu et plus de 20% sont dégradés ;
- 35% des forêts de mangrove ont disparu ;
- Le prélèvement d'eau dans les fleuves, rivières et lacs a doublé depuis 1960 ;
- 25% de la superficie terrestre est exploitée et érodée par les cultures ou l'élevage ;
- La moitié des espèces végétales et animales connues aujourd'hui pourraient avoir disparu d'ici à la fin du siècle ;
- Le coût de l'érosion de la biodiversité est de 7% du PIB mondial ;
- le secteur résidentiel/tertiaire, en raison de l'utilisation de solvants à usage domestique (peintures, colles, etc.) : 46 % ;
- l'industrie manufacturière essentiellement du fait de l'utilisation de peintures : 36 % ;
- le transport routier : 8 %.
- En RDC par exemple, 500 000 hectares des forêts sont perdus, chaque année.

Au Nord-Kivu, plus de 17 000 hectares sont menacés par les populations riveraines, à cela s'ajoute les 868,6 km² déboisés par le M23 ; destruction de la niche écologique des chimpanzés par le M23 dans la zone considérée comme un véritable biotope pour les primates dans la partie orientale de la RDC toujours dans un des secteurs du parc, est aussi perçu comme un grand danger que décrit et déplore Kinshasa. Et son gouvernement en voit un déséquilibre écosystémique, dont est responsable le tandem M23/RDF dans le complexe des Virunga. Pire encore, « les groupes armés, en particulier le M23, ont été accusés d'exploitation forestière illégale dans le complexe des Virunga, et cette exploitation a transformé les forêts du complexe en savanes arbustives ». Le M23 coupable même du trafic du bois, en contrepartie de la destruction du parc...

Dans la section qui illustre les faits d'écocide du M23/RDF sur le complexe des Virunga, le livre blanc poursuit sa liste en évoquant :

Le trafic du bois, « qui a également alimenté les menaces à la sécurité provenant des groupes criminels organisés et des organisations extrémistes violentes parmi lesquels le M23 ». Ce qui est aussi désolant note Kinshasa, c'est que « ces groupes armés sont déjà en lien avec les réseaux de trafiquants basés en Tanzanie, liés à l'Ahlu-Sunnah Wa-Jama et à d'autres groupes militants au





Mozambique ». Et ce trafic permet à cette bande, de « gagner autour de 2 millions de dollars environ par mois, grâce à l'exploitation forestière illégale ».

Le site Futura-sciences.com qui focalise son attention sur l'évolution des gaz dans l'atmosphère, mentionne pour sa part, citant le protocole de Kyoto, que les gaz à base de la pollution notamment: le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O), le hydrofluorocarbones (HFC), le perfluorocarbones (PFC) et l'hexafluorure de soufre (SF₆); ont suffisamment brouillé l'atmosphère, si bien que leur proportion dans les airs a suffisamment pris des dimensions qui inquiètent.

Le CO₂ étant le principal gaz à effet de serre et responsable pour la grande partie du réchauffement climatique, est estimé à 414,7 ppm (particules par million) selon les chiffres parus en 2021. Ces chiffres augurent une augmentation, évaluée à plus ou moins 2,3 ppm, plus que cela n'a été le cas en 2020.

Futura-sciences.com ajoute que cela n'a pas été le cas à l'ère préindustrielle, où les émissions ne se quantifiaient qu'aux abords de 280 ppm il y a plus de 6 millénaires, l'atmosphère s'est vue accueillir autour de 1,5 milliards de tonnes, de CO₂.

Allez-y donc comprendre que l'enjeu est de taille.

Mais qui en parle ?

Dans le cadre de nos recherches vertes, nous avons réalisé une préenquête sur la façon dont les radios et les journalistes traitent des questions liées à l'environnement, le constat est vraiment opaque.

Notre échantillon a porté sur 17 radios prises aléatoirement au Nord-Kivu. Et là, nous avons cherché à vérifier le nombre d'émissions que ces radios accordent à la thématique environnement, le temps que lesdites radios consacrent à la matière et les spots est, soit insignifiant pour les uns, soit inexistant pour les autres.

Commentaires :

Quant aux émissions :

- La plupart des radios ouvrent à 5 heures 30 et ferment à 21 heure 30, soit 16 heures d'activités ;
- 16 heures d'activités équivalent à 960 minutes ;
- Et avec un pareil programme, une semaine équivaut à 6 720 minutes ;
- Or, d'après les données telles que présentées dans ce tableau de la pré-enquête, la première radio environnementale de la province, a 360 minutes, soit 2520 Minutes, l'équivalent de 37,5% du programme journalier ;
- 23,5 % soit 4 des 17 radios concernées n'ont aucune émission sur l'environnement ;
- 23,5 % soit 4 des 17 radios concernées ont au moins une émission de 30 minutes sur l'environnement ;





- 23,5 % soit 4 des 17 radios concernées ont au moins une émission de 60 minutes sur l'environnement ;
- 11,8 % soit 2 des 17 radios concernées, ont une émission de 45 minutes ;
- 0 % consacre 50 % de son temps sur le programme de l'environnement ;
- 5,9 % soit une des radios concernées 1,63 % du temps de son programme à deux émissions environnementales ;
- 5,9 % soit une des radios concernées 6 émissions pour 360 Minutes à l'environnement ;

Quant aux spots :

Seuls deux radios, soit 5,9 % diffusent des spots sur l'environnement.

Ainsi donc, le besoin d'intégrer les émissions dans nos programmes radiophoniques, est réel et incontestable.

Mais que doit faire le Journaliste ?

Le rôle du journaliste est grand. Parce qu'il est déjà connu de tous que l'espèce humaine ne sera pas épargnée quand la planète sera écroulée. Et il est temps d'agir. Agir dans le sens d'accompagner les populations à s'adapter à certains effets du changement climatique, à participer à l'atténuation des effets du changement, à comprendre les enjeux du bouleversement mondial qui touche tout, sans exception aucune.

Le journalisme joue un rôle important dans la perception des questions environnementales par le public. Une couverture climatique de meilleure qualité peut être liée à une plus grande sensibilisation du grand public. « Bien que la plupart des dirigeants soient réticents à mettre en œuvre des mesures fortes, la plupart des Africains acceptent désormais le changement climatique comme une réalité ».

A l'heure qu'il est, le journaliste doit être en contact permanent avec les scientifiques et chercheurs sur l'environnement et le climat, pour dire à la population ce qui évolue. Quitte à la population grâce aux informations obtenues du journaliste, de marier les mécanismes d'adaptation aux effets du changement climatique d'un côté et participer à l'atténuation des risques liés à la dégradation du climat, de l'autre.

Le journaliste est donc un pont entre les experts et la population. Il joue le rôle de diluer l'information, de la scientificité à la compréhension ordinaire. Il doit donc adapter l'information au degré de perception et de compréhension de la population. C'est donc un convertisseur. Le journaliste doit accompagner les grands colloques mondiaux, internationaux, nationaux, régionaux, et locaux sur le climat et l'environnement, enfin de faire part aux populations de l'évolution des enjeux globaux sur le climat.

Mais qu'est-ce qui bloque ?

D'un côté, le journaliste n'a pas joué son rôle. En matière du climat et de l'environnement, l'on n'a vraiment pas senti l'implication du journaliste, si bien que la population est restée dans





l'ignorance. Peu de journalistes sont ceux qui osent se documenter sur l'environnement et nombreux n'en savent rien, ou presque. Pourtant, la vitesse de dégradation climatique ne s'est pas arrêtée.

Les éboulements continuent, les inondations continuent également, la glace polaire continue de fondre, l'air ne fait que saturer, les chaleurs augmentent au risque d'asphyxier le monde, les incendies des forêts se déclenchent, le déboisement poursuit son cours normal, et les plus vulnérables en meurent, les moyens attrapent des maladies, les résistants développent des pathologies latentes et cela s'observe tant chez les êtres humains, animaux que végétaux. Il y a moins de coupage dans le monde environnemental, moins de publicités, alors que les médias et journalistes locaux ne vivent que de cela. Au niveau des ministères, des coordinations des efforts de lutte contre le réchauffement climatique, au niveau des divisions de l'environnement, que ce soit localement qu'au niveau des instances supérieures, il n'existe pas de plans de communication environnementale, qui incluraient normalement le renforcement des capacités des journalistes à la matière, la production d'émissions et des journaux synchronisés pour attirer l'attention des communautés sur l'avancement des enjeux de l'heure en matières du climat. Pourtant, la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement, est une question d'une lutte multidimensionnelle, sectorielle et générationnelle. Voilà qui justifie même aujourd'hui, la naissance d'une nouvelle discipline dite éducation environnementale. Une approche qui met l'accent sur la capacitation des enfants, des jeunes, des adultes, des vieux, autour de tout ce concerne l'environnement, le climat, les relations entre l'environnement et la santé, ... Pour mettre chacun dans la peau de la lutte. Et en l'approche de l'éducation environnementale, tout le monde a un rôle à jouer. Et là, la place cruciale du journaliste s'invite encore car c'est lui qui doit dresser la population selon et suivant les nouvelles orientations à suivre.

Mais attention !

Le journaliste environnemental doit faire le terrain, il doit faire les choses avec précision, il ne doit rien inventer et doit proposer des solutions dans tout papier qu'il produit. Le journalisme environnemental est donc en d'autres termes aussi un journalisme de solution.

Aujourd'hui, il est donc temps d'agir, de fédérer les forces : populations, journalistes, scientifiques, autorités à tous les niveaux,... tous doivent parler un même narratif, regarder dans une même direction, pour sauver la planète.

Des efforts pour compenser la pollution...

Depuis l'expansion de l'ère industrielle, les experts environnementaux, scientifiques, les Etats et les autres ont tenté de mettre en place un système de compensation-commercialisation du carbone. L'idée était justement de sommer les pollueurs à payer une certaine somme d'argent pouvant être activée pour restaurer les écosystèmes endommagés par la pollution. C'est de là qu'est né l'adage pollueur-payeur, impliquant le marché du carbone, le quota,... qui tournent alors autour d'établir des valeurs d'équivalences entre les gaz polluants et la somme à déboursier pour





restaurer l'écosystème lésé par la pollution. Et il est stipulé qu'au bout d'une année, « les installations industrielles doivent restituer le nombre de quotas équivalant à leurs émissions de CO2 effectivement réalisées ».

La mesure préconise tout de même, qu'il faille établir des prévisions d'émissions, de CO2. Et dans la mesure où une industrie émet davantage de CO2 que prévu, la mesure définit que cette dernière peut « acheter des quotas supplémentaires à des entreprises qui n'ont pas utilisé tous les leurs, selon le principe pollueur-payeur », principe peaufiné dans les officines des créateurs de ce marché.

En revanche, les entreprises qui émettent moins de CO2 que prévu, « peuvent revendre les quotas qu'elles détiennent en excédent ». Car les quotas n'ont pas de toutes les façons pas, de date de péremption.

Les années sont alors vite passées, que la phase pilote du dispositif européen des quotas gratuits n'a finalement démarré qu'il y a vingt ans, soit en 2003 et la n'est intervenue quoi que de façon timide qu'en 2005, « pour atteindre un régime de croisière en 2008 ».

« Les excédents cumulés de quotas gratuits ne se sont stabilisés qu'en 2013, et encore, à très haut niveau, pour l'équivalent de 1,3 milliard de tonnes de CO2 par an. Et c'est seulement en 2017 que les émissions de CO2, tous secteurs confondus, ont commencé à s'infléchir significativement » écrit le Monde.

Quand la mise œuvre commence, l'on observe à un timide avancement, notamment en termes de poursuite des transactions. Et à l'époque, lesdites transactions ne sont que d'ordre d'un million de tonnes de CO2.

Depuis un certain temps en outre, le marché a prospéré jusqu'à atteindre près de 18 000 installations et les industriels. L'enjeu prenant corps, il s'est étendu jusqu'aux banques, les fonds d'investissement, les brokers... D'ailleurs, une douzaine de sociétés de trading, effectuent aujourd'hui des échanges qui sont d'ordre de « 20 à 30 millions de tonnes de CO2 chaque jour, en anticipant les variations futures du prix du carbone ».

L'allure où cela se dessine, suscite des réactions, y compris des grandes figures de la recherche scientifique dans le monde du climat. C'est par exemple, le directeur de SendeCO2, une société de trading installée à Barcelone. Ismaël Romeo commente je cite « Le marché est devenu très intéressant pour les investisseurs. Le prix du carbone était initialement de 7 euros la tonne, il est passé, en août 2008, à 24 euros, et, maintenant, il tourne autour de 100 euros. Certains prédisent qu'il atteindra 150 euros en 2030 et, en attendant, plus de 80 % des transactions relèvent de la spéculation et non plus de problématiques environnementales », fin de citation.

A qui profite alors le crédit carbone ?

En 2021, près de 11 milliards de tonnes de CO2 ont été échangées sur le marché, pour une valeur de 683 milliards d'euros, s'il faut avoir foi aux données de Refinitiv, une société d'analyse financière britannique.





Des sommes colossales générées par le crédit carbone, mais la pollution n'a pas cessé, les émissions des gaz à effet de serre n'ont pas stoppé, la tendance va plutôt à l'envers, comme décrit ci-haut. Les Etats qui payent régulièrement les quotas ne suivent visiblement pas la chaîne des dépenses de leurs moyens, et ceux qui perçoivent lesdits moyens n'ont visiblement ni politique, ni vision, ni volonté de gérer les ressources à leur présence de façon à renverser la courbe de la pollution et du réchauffement climatique.

L'Afrique, faible pollueuse mais qui subit les revers du réchauffement climatique, n'a pas vu ses projets verts être financés, n'a pas vu ses jeunes volontaires défenseurs du climat et de l'environnement bénéficier d'une motivation, alors que si le monde existe aujourd'hui, c'est à cause des forêts Africaines.

« Le système est assez ésotérique. A tous les niveaux, y compris à la Commission européenne, personne n'a de vision globale et unanime. C'est une boîte noire. Seuls les directeurs financiers ou les directeurs industriels des entreprises concernées savent exactement ce qui est fait avec ces quotas »... Ces propos qu'un collectif des journalistes Européens qui ont travaillé sur ce sujet attribue un dirigeant d'une société de trading de quotas de CO2, viennent corroborer nos inquiétudes autour de la gestion des revenus issus des quotas ... Et le collectif des journalistes qualifie ce système, d'une véritable boîte noire.

Il semble alors, que ceux qui gèrent les fonds alloués au développement des programmes d'adaptation et/ou d'atténuation des effets du changement climatique, ne le font qu'à bomber leurs poches, sans en mesurer le risque pour une planète en pleine perdition.

Cette inquiétude est aussi celle de Madame Ana Isabel Martinez Garcia. Spécialiste du secteur de l'acier au cabinet de conseil et d'expertise comptable Syndex, Ana Isabel regrette qu'« Au moment où l'on essaie de sauver la planète, certains s'en mettent plein les poches »... « C'est indécent », se désole-t-elle. Les entreprises, poursuit-elle encore, « ont dévoyé le concept des quotas gratuits pour faire du profit, cela pose une question éthique ». Souligne la spécialiste. Si cette complaisance continue de caractériser les Etats mondiaux dans la gestion des enjeux du réchauffement climatique et la dégradation très accélérée de l'environnement, ils risquent d'être surpris par un spectacle aux effets irrésolvables. Il est déplorable qu'aujourd'hui, après autant de colloques, des conférences, des COP sur le climat, des solutions drastiques peinent toujours à être appliquées... Pourtant elles existent et elles sont connues de tous.

Coup de regard sur la pollution plastique...

Cette fois-ci, « la communauté internationale a décidé de rêver grand », s'exclame le Monde, rapportant le contenu de la réunion qui regroupe du lundi 29 mai au Vendredi 3 Juin à Paris, les représentants de 175 pays et parties prenantes (ONG, industries, etc.) pour tenter de s'accorder « sur les bases d'un futur traité international sur le plastique », dans l'objectif de mettre fin à la pollution plastique d'ici à 2040.

Mais comment y parviendra-t-on ?





La nostalgie du sommet de Rio de 1992, s'invite. Car c'est même à cette date que remonte l'histoire que nous abordons. Oui, car c'est à cette époque que l'idée d'une taxe carbone est évoquée pour la première fois, une taxe qui devrait être imposée « toutes les industries des pays développés, pour rendre l'économie plus soucieuse de l'environnement ».

Les choses ne sont pas allées comme on pouvait s'y attendre à l'initial, car l'idée a été on dirait étouffée par défaut d'unanimité de la France et d'autres pays des Etats membres. Ce ne fut alors qu'en 1997, quand le protocole de Kyoto remet ce sujet sur la table, que les choses commencent à augurer un espoir de réussir.

En ce temps en effet, le vice-président des Etats-Unis de l'époque, Monsieur Al Gore, « juge l'idée intéressante, mais craint que cette approche ne soit pas approuvée par le Congrès américain. Il faut donc imaginer un dispositif plus compatible avec le modèle capitaliste, en vue d'un éventuel rapprochement des marchés transatlantiques dans le futur » pense-t-il.

C'est alors de cette appropriation de l'idée par le vice-président Américain, qu'apparait sur le continent Européen, le concept « marché européen du carbone », qui va vite s'accompagner de sa mise en œuvre.

Le marché du carbone veut alors voir les industriels « acheter et vendre des quotas pour réguler leurs émissions de CO2 ». Et la note de matérialisation porte alors l'empreinte de l'union Européenne (UE), chose qui jamais n'avait existé jusqu'alors et le directeur du programme Europe à l'Institut de l'économie pour le climat, Thomas Pellerin-Carlin commente que ce fut donc « une première dans l'histoire de l'humanité ». La donne est alors née avec une série de paradigmes, dont le quota (qui désigne une tonne de CO2).

Voilà, mesdames, messieurs, chers amis de la presse, un aperçu sur l'évolution du climat mondial et ce que nous devons faire en tant qu'éclaireur de la population. Si la planète signe sa descente en enfer aujourd'hui, nous y sommes aussi pour quelque chose... Mais pourquoi ne devons-nous pas nous y pencher pour déclinier notre responsabilité dans la ruine du monde ?



Matin Libre

Janvier Gbedo (Bénin) ; Du 3 au 10 juin 2023: Le SNU au Bénin en croisade contre la pollution plastique ; Le Matin libre, 5 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://matinlibre.com/2023/06/02/du-03-au-10-juin-2023-le-snu-au-benin-en-croisade-contre-la-pollution-plastique/>



Le Système des Nations Unies au Bénin et ses partenaires organisent une série d'activités dans le cadre de la Journée mondiale de l'environnement célébrée le 5 juin de chaque année. A la faveur d'une conférence de presse animée vendredi 2 juin 2023 à la salle de conférence de l'Unicef, le Coordonnateur résident qui avait à ses côtés les Chefs d'agence du SNU et des acteurs de la société civile, a dévoilé l'agenda des activités à mener pour cette cinquantième édition de la journée.

Le thème choisi pour ce cinquantenaire de la Journée mondiale de l'environnement est « Solutions à la pollution plastique ». Dans cette droite ligne, le Système des Nations Unies au Bénin et ses partenaires ont prévu deux activités essentiellement. En effet, du 3 au 10 juin 2023, il y aura une campagne digitale sur les réseaux sociaux tout au long de la semaine afin de relayer et de sensibiliser sur les diverses solutions pour combattre la pollution plastique. Ensuite, tôt dans la



matinée du samedi 10 juin, ce sera une campagne de sensibilisation et d'engagement communautaire au quartier Zongo dans le 5ème arrondissement de Cotonou. Cette deuxième campagne consistera à faire des séances de sensibilisation et de nettoyage des rues et ruelles dudit quartier, à les débarrasser de sachets plastiques avec la participation active de la communauté. « Cette journée mondiale de l'environnement est une occasion pour le Système des Nations Unies au Bénin de rappeler à toutes et à tous les effets des sachets plastiques à travers des actions de sensibilisation en partenariat avec plusieurs acteurs et partenaires », a fait savoir le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, Salavator Niyonzima. Parlant justement des effets des sachets plastiques, il alerte : « le plastique constitue une menace sérieuse pour la santé de la population et de la planète. Il alimente la triple crise planétaire des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution... Environ 98% des produits en plastique sont fabriqués à partir de combustible fossiles vierge, et les plastiques sont à l'origine de plus de 3% des émissions de gaz à effet de serre. La pollution plastique devient un risque sanitaire planétaire ». Face à cette menace, le Bénin a interdit l'usage des plastiques depuis 2017 en soutenant le passage à des emballages réutilisables avec la prise de la loi N° 2017-39 du 26 décembre 2017 portant interdiction de la production de l'importation, de l'exploitation, de la commercialisation, de la détention, de distribution et de l'utilisation de sachets en plastique non biodégradable. Une action politique salubre sauf que dans la réalité cette loi n'est pas encore appliquée sur le terrain. Le plastique fait encore partie du quotidien de la population, fait remarquer M. Niyonzima. « Il est possible de mettre fin à la pollution plastique. Mais pour y arriver, nous devons agir ensemble sur le cycle de vie du plastique, apprendre à réduire son utilisation, à le réutiliser, le réinventer et repenser notre rapport au plastique pour le bien de générations futures », a exhorté le Coordonnateur résident du SNU au Bénin. Tout en saluant l'engagement du gouvernement qui accompagne cette célébration, il a invité les Béninoises et Béninois, particulièrement la population de Zongo à sortir massivement et à participer activement à la campagne. Quant au choix de Zongo, le Coordonnateur résident a expliqué qu'au-delà du fait que beaucoup d'activités économiques s'exercent dans ce quartier, il abrite la plupart des Agences du SNU au Bénin. Le Système des Nations Unies a donc voulu donner le bon exemple en balayant d'abord chez lui.

37





Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 5 Juin 2023.

Pour voir la vidéo : <https://planeteterreterretv.bj/video/it-19h45-du-05-juin-2023/>



38

Cheikh Thiam (Sénégal) ; À la découverte de l'AMP du Gandoul : les merveilles d'une île ; Enquête +, 6 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.enqueteplus.com/content/la-d%C3%A9couverte-de-l%E2%80%99amp-du-gandoul-les-merveilles-d%E2%80%99une-%C3%AEle>



L'Aire marine protégée (AMP) de Gandoul est un site méconnu du commun des Sénégalais. Elle regorge de nombreuses richesses et potentialités.



Créée le 21 Mars 2014 par décret 2014-416, l'Aire marine protégée (AMP) du Gandoul couvre une superficie de 15 732 ha, dans la Commune de Djirnda, région de Fatick, département de Foundiougne, l'arrondissement de Niodior. De nature insulaire, elle se compose de quatorze îles dont dix sont habitées. C'est un espace parcellisé sous l'effet du passage du bras de mer le Saloum et de ses nombreuses ramifications ou bolongs. Elle est limitée à l'Est, par la commune de Djirnda, à l'Ouest, par la commune de Dionewar, au Nord par la commune de Fimela et au Sud, par la commune de Bassoul. Elle est administrée par différents organes de gouvernance que sont le Comité d'Orientation (prise de décisions), le Comité Scientifique et Technique (appui conseil) et le Comité de Gestion (mise en œuvre des activités de gestion de l'AMP). Une entité administrative de l'État appuie le Comité de Gestion de l'AMP.

Cette AMP a pour objectif de contribuer à la gestion durable des ressources halieutiques, promouvoir une gestion communautaire des ressources naturelles et améliorer les retombées socio-économiques au profit des populations. Dans les zones submergées par les marées, la mangrove domine le paysage avec 6 espèces répertoriées (*Rhizophora racemosa*, *Rhizophora mangle*, *Rhizophora harrisonii*, *Avicennia germinans*, *Laguncularia racemosa*, *Conocarpus erectus*). On y retrouve aussi des espèces tolérantes au sel (*Tamarix senegalensis*, *Cyperus maritimus*). Sur le plateau continental, la flore est composée essentiellement d'espèces arbustives à arborées : le "sidem" (*Ziziphus mauritiana*), le "beer" (*Sclerocarya birrea*), le "guy" ou baobab (*Adansonia digitata*), le "dakhar" (*Tamarindus indicus*), le "ratt" (*Combretum glutinosum*), le "nebnab" (*Acacia nilotica*), le "ngeejaan" (*Anogeissus lelocarpus*) ... Des espèces exotiques telles que le "khottbutel" (*Eucalyptus camaldulensis*), le "nebeday" (*Moringa olifera*), le "nebnab bu toubab" (*Prosopis juliflora*), le "neem" (*Azadirachta indica*) y sont observées.

La faune est très diversifiée (faune terrestre et aquatique, avifaune sédentaire et migratrice). Cette diversité est notamment liée à l'existence de zones humides abritant des forêts de mangrove, ainsi que d'ilots de reproduction pour les oiseaux.

En outre, les différents bolongs de l'AMP abritent des espèces de faune remarquables tels que le Lamantin (*Trichechus senegalensis*) intégralement protégé au niveau national et inscrit dans l'annexe I de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacé d'extinction (CITES), le Dauphin à bosse (*Souza teuszi*), le Dauphin commun (*Delphinus delphis*) et les crocodiles.

On note aussi la présence d'autres espèces telles que: le chacal doré (*Canis aureus*), le singe vert (*Cercopithecus aethiops*), l'hyène tachetée (*Crocuta crocuta*), le serval (*Felis serval*), la mangouste sp, le python sp., le varan du Nil (*Varanus niloticus*).

Une belle diversité de poissons

Au niveau de l'AMP de Gandoul, il y a une grande diversité d'espèces de poissons tels que : l'Ethmalose (*Ethmalosa fimbriata*), le barracuda (*Sphyraena barracuda*), le mullet (*Mugil sp.*), le capitaine (*Polydactylus quadrifilis*), poica en Sérère ou lagn-lagn en wolof, le thiékem (*Galeoides decadactylus*), la Carangue crevalle ou saaka (*Caranx hippos*), les carpes (noires, rouges et grises),

le brochet ou sedde (*Sphyraena guachancho*), le ngouka (*Pseudotolithus brachignathus*), le kong (*Arius heudolitii*), le ngoth (*Pomatomus saltator*), la raie ou toumboulane (*Dasyatis marguarita*), le thiof (*Epinephelus sp.*)...

Les mollusques exploités dans les parties estuariennes de l'AMP sont les huîtres (*Crassostrea gasar*), les cymbium ou yeet (*Cymbium sp.*), les Touffa (*Murex sp.*, *Thais sp.*), les seiches (*Sepia officinalis*) et les arches ou pagne, (*Arca senilis*)...

Pour les crustacés, il y a les crevettes *Penaeus notialis*, *Penaeus kerathurus*, les crabes (*Callinectes sp.*, *Cardiosoma armatum* et *Ucatangeri* ou crabe violoniste...).

Les mammifères marins et reptiles qui vivent dans l'AMP

Trois espèces de dauphin vivent dans l'AMP. Le *Sousa teuszii*, *Delphinus delphus*, *Delphinus capensis* y sont signalées. Il en est de même du lamantin (*Trichechus senegalensis*) dans le bolong de Soum.

Les reptiles sont représentés par les tortues marines et le crocodile

En outre, l'avifaune est essentiellement constituée d'espèces inféodées aux zones humides dont la plupart appartiennent au groupe des limicoles notamment les barges (*Limosa sp.*), les bécasseaux (*Calidris sp.*), les sternes (*Sterna sp.*), les chevaliers (*Tringa sp.*), les mouettes (*Larus sp.*), le Tournepiere à collier (*Arenaria interpes*), l'Échasse blanche (*Himantopus himantopus*), les oedicnèmes (*Burhinus sp.*), l'Huître pie (*Haematopus ostralegus*), les pluviers et les gravelots (*Charadrius sp.*), les vanneaux (*Vanellus sp.*), les courlis (*Numenius sp.*), etc.

Mais, en plus des limicoles, on trouve dans la zone d'autres oiseaux d'eau comme les pélicans (*Pelicanus sp.*), les aigrettes (*Aigretta sp.*), les martins pêcheurs (*Ceryle sp.*), les cormorans (*Phalacrocorax sp.*), les hérons (*Ardeola sp.*), les flamants (*Phoenicopterus sp.*), les spatules (*Platalea sp.*)...

À côté des oiseaux d'eau, on rencontre dans la zone le francolin (*Francolinus sp.*), la pintade (*Numida sp.*), la tourterelle (*Streptopelia sp.*), les pigeons (*Columba sp.*), les merles (*Lamprotornis sp.*), les rapaces diurnes (vautour, milan, etc.) et nocturnes (duc, effraie, hibou...).

Classé patrimoine historique et culturel

L'AMP de Gandoul est classé patrimoine historique et culturel par l'UNESCO. L'accès dans ces bolongs est formellement réglementé en fonction des jours de la semaine. Il existe des Interdits particuliers dans certains bolongs où le bruit, la lumière et certaines couleurs y étaient prohibées. C'est le cas notamment de Laga, où il est interdit de porter des habits de couleur rouge ou de Mbolongaas près de Diamniadio ou le wolof est prohibé. Dans le bolong de Saaxoor, il était défendu de prononcer le mot "sipax".

Gandlane, Mbalbatou, Ngangthior, l'Thiourakh, Mbolmboll, Naimsiro, etc., sont des lieux de culte dans la Commune. Certains d'entre eux (lieu d'escale de Cheikhou Oumar Foutiyou Tall à Maya) font l'objet de vénération et accueillent annuellement des pèlerins qui viennent de différents horizons.





La cueillette malacologique, essentiellement pratiquée par les femmes, tend progressivement à se moderniser avec l'utilisation de techniques de cueillette améliorées, le tamis à maillage réglementaire pour les arches, la préservation des racines de palétuviers lors de la cueillette des huitres, la confection et l'usage d'équipements sécuritaires, etc.

La pêche à la crevette est pratiquée principalement dans les estuaires. Elle est effectuée pendant la nuit avec différents types de filets. Toutefois, la réglementation limite la maille des filets à 14 mm. On distingue différents types de pêches à la crevette: la pêche au filet canal ou filet fixe (moudiass) avec des mailles de 14 mm de côté: la pêche au filet dérivant (félé félel) pratiquée à proximité des berges, la pêche au filet ramasseur (killi) ou (laawkhous) qui est une pêche à pied, elle prédomine dans l'estuaire du Saloum.

Site touristique

La Commune de Djirnda regorge d'importantes potentialités touristiques. En effet, en plus de son riche patrimoine culturel et historique, elle abrite un réseau de bolongs et de vasières avec une avifaune riche et variée, favorable au développement du tourisme de vision et de la pêche sportive.

Le village de Fambine propose deux circuits écotouristiques: un circuit pédestre permettant l'observation d'amas coquilliers, la visite de vasières (site abritant diverses espèces d'oiseaux), la visite du village, la découverte des valeurs traditionnelles et des activités socio- économiques des femmes (transformation des produits halieutiques, activités artisanales, exploitation de produits forestiers non ligneux...) et un circuit fluvial pour la découverte de l'écosystème de mangrove, de certaines espèces de poissons, de crabes, d'oiseaux d'eau, d'activités de pêche à la ligne.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Libéria : l'UE accorde 16,5 millions de dollars pour la protection de la biodiversité ; Afrik 21, 6 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/liberia-lue-accorde-165-millions-de-dollars-pour-la-protection-de-la-biodiversite/>



42

L'Union européenne (UE) apporte un soutien nouveau à la protection de la biodiversité libérienne. Le 5 juin 2023, en pleine célébration de la 50e édition de la Journée mondiale de l'environnement, l'UE a conclu un accord de financement de 16,5 millions de dollars, avec le gouvernement du Liberia. Les fonds sont destinés au financement des activités de reboisement et de foresterie durable.

Nouvelle appui de l'Union européenne (UE) dans le secteur de la biodiversité au Liberia. Le chef de la délégation de l'UE au Liberia et le ministre libérien des Finances et de la Planification du développement, ont signé le lundi 5 juin 2023 à Monrovia la capitale du Liberia, quatre nouveaux programmes de soutien de la l'UE, pour un montant total de 88 millions de dollars américains. L'un de ces quatre programmes de financement porte sur la foresterie et la conservation pour un développement économique durable, avec un montant d'environ 16,5 millions de dollars. Il s'agira précisément de favoriseront la création d'emplois et la génération de revenus grâce à l'utilisation durable et à la conservation des ressources naturelles. Et ce titre, l'agroforesterie, la plantation de





bois de chauffage, les pépinières polyvalentes et la formalisation des scieurs à chaîne sont les activités ciblées. Ce programme sera mis en œuvre par la Forestry Development Authority du Liberia, avec le concours de divers partenaires, tels que les organisations forestières communautaires.

Lutter contre l'exploitation forestière illégale

Le Liberia est le pays le plus boisé d'Afrique de l'Ouest, avec des forêts tropicales couvrant environ deux tiers du territoire national. Il abrite des éléphants de forêt, des hippopotames pygmées et des chimpanzés occidentaux, tous menacés d'extinction. Depuis 2000, la déforestation a fait disparaître quelque 22% de la couverture forestière du pays, en grande partie à cause de l'exploitation forestière illégale.

Une enquête internationale indépendante révèle 39 cas précis d'opérations illégales ces trois dernières années. Elle a été instruite en 2018 à la suite de plusieurs plaintes déposées par des communautés locales. Les investigations ont permis de découvrir d'un trafic de bois tropical évalué à trois millions d'euros, dans le comté de Grand Bassa, au sud de la capitale, Monrovia. En début février 2023, la Banque mondiale et l'UE, qui financent la protection de la biodiversité, ont haussé le ton contre cette tendance persistante de l'Agence forestière libérienne à ignorer le trafic illégal du bois, voire davantage. L'ambassadeur de l'UE, Laurent Delahousse, a dénoncé « une attitude désinvolte sinon de déni », de la part du Liberia.



Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Journée mondiale de l'environnement: Haro sur les déchets plastiques ; Afrique durable, 6 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://afridorable.net/journee-mondiale-de-lenvironnement-haro-sur-les-dechets-plastiques/>



Ce 5 juin 2023, la communauté mondiale a commémoré la journée mondiale de l'environnement sous le thème « Solutions à la pollution plastique ». Les désastres environnementaux causés par les déchets plastiques est au cœur des réflexions.

Il est évident que l'environnement joue un rôle irremplaçable dans notre vie. En effet, il est notre source de nourriture et d'eau potable. L'air est notre source d'oxygène. Le climat permet notre survie. Et la biodiversité est un réservoir potentiel de médicaments. L'économie de toutes les sociétés en dépend. Malheureusement, les activités de l'homme sont devenues sources de dégradation à grande échelle de cet environnement. Cette dégradation est matérialisée par la pollution des ressources en eau, de l'air, la disparition de la biodiversité, la surpêche, la destruction des habitats et déclin des espèces marines, l'essor des espèces exotiques envahissantes, bruit sous-marin, acidification des océans, eutrophisation, etc. L'un des grands problèmes environnementaux de notre siècle est la pollution plastique. L'une des conséquences qui assaillent l'humanité est la crise climatique mondialisée.

La pollution plastique, un grand problème mondial

Selon les Nations-Unies, plus de 430 millions de tonnes de plastique sont produites chaque année dans le monde, la moitié est conçue pour être utilisée une seule fois et moins de 10 % du total sont recyclés.





On estime que 19 à 23 millions de tonnes de plastique finissent dans les lacs, les fleuves et les océans chaque année.

Les microplastiques, de minuscules particules de plastique mesurant jusqu'à 5 mm de diamètre, se retrouvent dans la nourriture, l'eau et l'air. On estime que chaque personne sur la planète consomme plus de 50 000 particules de plastique par an, et bien plus encore si l'on tient compte de l'inhalation des particules qui se trouvent dans l'air.

Le plastique à usage unique jeté ou brûlé nuit à la santé humaine et à la biodiversité et pollue tous les écosystèmes, du sommet des montagnes au fond des océans.

Pour changer la donne, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) -instigateur de cette journée- indique qu'en s'appuyant sur la science et les solutions disponibles pour s'attaquer au problème, les gouvernements, les entreprises et les autres parties prenantes doivent intensifier et accélérer les mesures pour faire face à cette crise. Il appartient donc à chaque Etat, à chaque individu, collectivement comme individuellement à agir pour mettre fin à la dégradation de l'environnement notamment à la pollution plastique.



45

Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 6 Juin 2023.

Pour voir la vidéo : <https://planeteterreterretv.bj/video/jt-19h45-du-06-juin-2023/>



Hadeer Al-Hadary (Egypte) ; Omar Bodour ouvre à Al-Ain Al-Akhbariya le livre des secrets de l'Organisation météorologique mondiale. Les météorologues chargés de surveiller le climat mondial mettent en garde contre la fonte des glaces ; Al-Aïn, 7 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://al-ain.com/article/world-organization-administrator-meteorological>



تم تحديثه الأربعاء 04:32 2023/6/7 م بتوقيت أبوظبي

في الوقت الذي تسعى فيه دول العالم لاتخاذ إجراءات لممكنة لمنع زيادة درجة الأرض لـ 1.5 درجة مئوية، أطلقت المنظمة العالمية للأرصاد الجوية، تحذيراً من أن غازات الاحتباس الحراري من المرجح أن تتسبب في ارتفاع درجات الحرارة العالمية، لتصل إلى مستويات قياسية.

التحذير الذي أطلقتته المنظمة في 17 مايو/أيار الماضي، قال إنه من المحتمل أن يتجاوز المتوسط السنوي لدرجات الحرارة العالمية بالقرب من سطح الأرض "بشكل مؤقت" مستويات ما قبل العصر الصناعي بمقدار 1.5 درجة مئوية، في عام واحد على الأقل في الفترة ما بين 2023-2027.

ومن المحتمل أن تكون إحدى هذه السنوات هي الأكثر حرّاً في التاريخ. "العين الإخبارية" حاورت الدكتورة عمر بدور المسؤول عن مراقبة المناخ العالمي بالمنظمة العالمية للأرصاد الجوية، حول النتائج الأخيرة لتقرير المنظمة، وتوقعات تأثير تغير المناخ على العالم في المستقبل، والقضايا التي يجب أن تكون لها الأولوية في مفاوضات كوب 28.

وإلى نص الحوار:

ما هي أهم نتائج تقرير منظمة الأرصاد العالمية الأخير؟

في أبريل/نيسان الماضي، أصدرت المنظمة العالمية للأرصاد الجوية تقريرها عن حالة المناخ في سنة 2022، وتطرق إلى بيانات محدثة تشير إلى الكثير من القياسات في المنظومة المناخية، وأبرزها تركيز غازات الاحتباس الحراري مثل ثاني أكسيد الكربون،

والميثان وأكسيد النيتروز، والتي وجدنا أنها شكلت قياسات جديدة في الغلاف الجوي، كما سجلنا أن السنوات الثماني الماضية من 2015 وحتى 2022 كانت الأشد احترارا منذ بداية القياسات في عام 1950، أي منذ 60 عاماً.

ووجدنا أن سنة 2022 كانت السنة الأشد حرارة من بين هذه السنوات الثماني، كما سجلنا ارتفاع منسوب سطح البحر، وسجلنا زيادة ظواهر الطقس المتطرفة مثل الجفاف والفيضانات وموجات الحرارة الشديدة تقريبا في كل دول العالم.

منذ أيام أعلنت المنظمة عن برنامج لمراقبة غازات الاحتباس الحراري، ما الهدف منه؟

وافق المؤتمر العالمي للأرصاء الجوية الأخير على برنامج جديد لمراقبة غازات الاحتباس الحراري في الفضاء بالتعاون مع عدد من الشركاء، والهدف منه قياس نسبة تركيز هذه الغازات في الغلاف الجوي بشكل دقيق باستخدام الأقمار الصناعية والتكنولوجيا.

والهدف من المبادرة المساعدة في تحقيق "الحياد الكربوني" عن طريق تحقيق التوازن بين حجم الانبعاثات الناتجة عن الأنشطة الزراعية والصناعية والفلاحية، وبين الانبعاثات التي تمتصها المحيطات والغابات، وهاتان المعادلتان هما اللتان تحددان تركيز غازات الاحتباس الحراري في الفضاء.

التقارير الأخيرة للمنظمة حذرت من ذوبان الأنهار الجليدية بشكل غير مسبق، ما هي المخاطر التي قد تنتج عن ذلك؟

يتم تسجيل ذوبان الأنهار الجليدية منذ التسعينيات، وفي عام 2022 ما زالت المشكلة تتفاقم، فعلى الصعيد العالمي، سجلنا انحسار حجم الأنهار الجليدية بشكل كبير، على سبيل المثال، في جبال الألب في سويسرا فقط تم تسجيل ذوبان أكثر من 6% من حجم الأنهار الجليدية منذ عام 2021 حتى عام 2022.

وإذا رجعنا إلى الماضي فسنجد أنه على مدار العشرين سنة الماضية، فقدت الأنهار الجليدية في الألب ثلث حجمها تقريباً خلال تلك الفترة القصيرة، وإذا استمرت هذه الأزمة في المستقبل، يمكن على مدار ثلاثين أو أربعين سنة أن تنقلص إلى الصفر، وبدأنا نرى هذا بالفعل في بعض المناطق الاستوائية في أفريقيا، على سبيل المثال من المتوقع أن تنقلص الأنهار الأخيرة التي تبقت في جبال كلمنجارو إلى الصفر خلال السنوات الأربع أو الخمس القادمة .

وللأسف هذه الظاهرة تشكل خطورة بالغة فيما يتعلق بمصادر المياه، فمصادر المياه في كثير من المناطق في أوروبا تتشكّل من خلال ذوبان الجليد في فصل الصيف، وفي الوقت نفسه، تعد الأنهار الجليدية جزءاً مهماً من المنظومة الأيكولوجية، وبالتالي انحسارها الشديد يهدد هذا النظام ويمثل خطورة على الأزهار والحشرات والطيور وبقية الكائنات الحية.

وما هي الإجراءات التي يمكن الإسراع باتخاذها لمواجهة ذلك؟

بالنسبة لبعض المناطق مثل جبال الأطلس في شمال أفريقيا أو الجبال الألبية، ربما لم يعد هناك ما نفعله بعد فقدان كل الموارد الجليدية عبر السنوات الماضية، وكان ما يمكن فعله هو تحديد المخاطر والاستعداد لها فقط. للأسف حين تحدث التغيرات المناخية تبقى آثارها لمئات السنوات، ولا يمكن أبدأ العودة للوراء. الحل يبدأ بمعالجة السبب الرئيسي بالتخفيف من إنتاج غازات الدفيئة، وتحديد هذه الغازات بشكل دقيق بحيث يتم العمل على الوصول إلى الحياد الكربوني خلال السنوات الخمس والعشرين المقبلة، لتتناسب حصة الانبعاثات مع الحصة التي يتم امتصاصها، وبدون ذلك لا يمكن أن نفعّل أي شيء.

أعلنت الأمم المتحدة في كوب 27 عن مبادرة لتغطية الجميع بنظم الإنذار المبكر؟ ما هي المستجدات المتعلقة بذلك؟

هذه مبادرة مهمة لمواجهة المخاطر الناتجة عن ظواهر الطقس المتطرفة، مثل الجفاف وارتفاع الحرارة والفيضانات، ومنظمة الأرصاد الجوية تشكل عنصراً أساسياً في هذه المبادرة.

مؤتمر الأرصاد الجوية الذي انعقد هذا الأسبوع أصدر قراراً بتفعيل هذه المبادرة بداية من هذه السنة وحتى نهاية عام 2028 لتعميم الإنذارات المبكرة في كل العالم، وتم اعتماد مخطط لتفعيل هذه الآليات، وتم اختيار 30 دولة لبدء تنفيذ المبادرة فيها كأولوية، وهي من الدول الأكثر تعرضاً لمخاطر تغير المناخ القصوى.

من خلال هذه النظم، ستحصل الحكومات والأشخاص على الوقت لاتخاذ القرار المناسب، والاستعداد المسبق للكوارث الناتجة عن الفيضانات أو الحرارة أو الجفاف، وتعطي مراكز الإنذار المبكر التابعة للمنظمة إنذاراً قبل حدوث الكارثة بـ 24 ساعة لتتخذ الحكومات ما يلزم لحماية مواطنيها.

في رأيك، ما هي القضايا التي يجب أن تكون لها الأولوية في مفاوضات كوب 28 ؟

يجب الإسراع في تحديد انبعاثات غازات الدفيئة، وتطبيق اتفاقية باريس لعام 2015، وتكثيف إجراءات التكيف مع التغيرات المناخية ومنها تطبيق ودعم أنظمة الإنذار المبكر التي ستشكل عنصراً أساسياً في المفاوضات، خاصة بدعم الدول الأكثر تعرضاً لمخاطر التغيرات المناخية في أفريقيا وآسيا، والتي تعاني أكبر الخسائر الاقتصادية والبشرية.



ما هو توقعك لوضع التمويل المناخي في ظل التحديات العالمية الراهنة؟

قضية التمويل المناخي قضية مهمة، ولكن هناك كثير من القضايا في العالم التي تستنزف ملايين الدولارات ومنها حرب أوكرانيا، لكن إذا كانت الحرب تستنزف الأموال على مدار سنة أو سنوات، فإن التغيرات المناخية تؤثر على الأرض كلها لمئات الملايين من السنوات وتهدد حياة الجميع، لذا قد يستحوذ التمويل على النصيب الأكبر من مباحثات كوب 28.



Eric Ojo (Nigeria) ; UN Habitat Harps On Sustainable Urban Development ; African examiner, June 7th, 2023.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/un-habitat-harps-on-sustainable-urban-development/>



52

(AFRICAN EXAMINER) – The United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat) has reiterated the need for the UN Member States to support and work towards promoting sustainable urban development for the common good of humanity.



UN-Habitat is the UN's entity responsible for sustainable urbanization. It has programmes in over 90 countries that support policymakers and communities to create socially and environmentally sustainable cities and towns.

The UN agency also promotes transformative change in cities through knowledge, policy advice, technical assistance, and collaborative action.

UN-Habitat also harped on the need to strengthen effective multilateralism to create more livable, sustainable, and resilient cities to emerge stronger after crises.

This was contained in a statement to announce the UN-Habitat Assembly holding in Nairobi, Kenya. The event which is scheduled for 5 to 9 June, is hosted by the government of Kenya in collaboration with UN-Habitat.

The theme of the session is, "A sustainable urban future through inclusive and effective multilateralism: achieving the Sustainable Development Goals (SDGs) in times of global crises".

The Assembly is the global authority on urban trends and policies. It convenes once in four years. 193 UN Member States cast their votes, while participants also include non-Member States, other UN bodies and specialized agencies, as well as intergovernmental organizations, civil society, private sector, academia and research institutions, women, youth and children, and grassroots organizations.

The five-day programme includes a high-level dialogue of the heads of state, thematic debates, and dialogues focusing on universal access to affordable housing, urban climate action, urban crises recovery, localization of the SDGs, and prosperity and local finance.

According to the statement, more than 80 Ministers and Vice Ministers, plan to attend the second session of the UN Habitat Assembly. Almost 5,000 delegates from around the world are representing member states and stakeholders at the Assembly.

More than 80 Ministers and Vice Ministers, plan to attend the second session of the UN Habitat Assembly. Almost 5,000 delegates from around the world are representing member states and stakeholders at the Assembly.

The President of Kenya, William Ruto, will open the Assembly. The First Lady of Kenya, Rachel Ruto, will host the inaugural First Ladies Roundtable on women and their role in placemaking in cities on 6 June 2023.

In addition, more than 30 side events will showcase innovative approaches and transformative actions linked to the five key areas highlighted in the report of the Executive Director on the special theme of the second UN Habitat Assembly.

"At the Urban Expo, more than 50 exhibitors will showcase urban projects, best practices, and cutting-edge solutions to tackle the challenges of housing, transport, energy, and climate change. The expo includes a special highlight showcasing 45 years of sustainable urbanization in Kenya", the statement added.

Executive Director of UN-Habitat, Maimunah Mohd Sharif said issues relating to building better and sustainable cities should be prioritized and handled from a holistic perspective.





“We must flip the script about cities. Cities are not only the source of problems. They can create and scale solutions. If planned, built, and managed well, they are the most sustainable form of human settlement and the answer to the climate emergency. Local action and effective and inclusive multilateralism are indispensable for global progress”, she stressed.

During the event, the UN Member States will cast their votes with a number of resolutions expected to be tabled to guide regional, national, and local governments to secure a better urban future for all.

The areas to be covered include, international guidelines on people-centered smart cities, accelerating the transformation of informal settlements and slums by 2030, World Clean-up Day, biodiverse and resilient cities, localization of the SDGs, and adequate housing for all

The five-day session will conclude with a Ministerial Declaration upon reaching an agreement.



54

**Cécile Goudou (Bénin) ; « Recyclage des déchets : l’expérience de Gbobêto » ;
Emission « l’environnement notre défi », 8 juin 2023.**

Pour écouter l’émission : https://soundcloud.com/association-africa-21/emission-lenvironnement-notre-defi-cecile-goudou-08-06-2023?si=2cc2e63a98ca424ba4d75f9e8d8a1610&utm_source=clipboard&utm_medium=text&utm_campaign=social_sharing



**Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal
Télévisé 100% Environnement, 8 Juin 2023.**

Pour voir la vidéo : <https://planeteterreterretv.bj/video/1981/>



Robert Tachie Menson (Ghana) ; Pamu-Berekum Forest Reserve shows signs of regaining lost vegetation ; Ghana News Agency, June 11, 2022.



55

Dormaa-Akwamu (B/R), June 11, GNA – The Pamu-Berekum Forest Reserve at Dormaa- Akwamu, Dormaa East District of Bono Region is showing clear and positive signs of regaining its lost vegetation after suffering years of depletion induced by human factors.

This development comes after the Dormaa District Office of the Forestry Services Division (FSD) with the support of local chiefs and queen mothers and students as part of activities to mark the Green Ghana Day last year planted tree seedlings of various species at the most depleted portions of the forest reserve to reclaim its lost vegetation cover.





The Ghana News Agency (GNA) saw during an inspection visit to the reserve led by Mr Felix Amoah, Assistant District Manager, Forest Services Division (FSD), as part of the observance of this year's Green Ghana Day that barely a year after planting, some of the tree seedlings had grown beyond five feet, showing remarkable signs they would mature faster than anticipated.

Speaking in an interview with the GNA on the sidelines of tree seedlings planting exercise to mark the day in the forest reserve, Mr Amoah said the FSD was yet to start a survival survey to assess the rate at which the 'plants' had survived.

"We don't assess the plants at the first time of planting. It's after a year that we do, at least to replace those that were not able to survive", he explained.

Mr Amoah attributed the failure of some of the plants to grow to prolonged droughts and use of harmful chemicals by the farmers and Fulani herdsman who sometimes led their cattle to graze in the reserve.

He said the Dormaa FSD District targeted planting 250,000 tree seedlings which covered six politically administrative municipalities/districts of Dormaa Central, Dormaa East, Dormaa West, Berekum West, Jaman South and Jaman North.

Mr Amoah said 150,000 out of the 250,000 tree seedlings would be planted on approximately 150 hectares within the district's two forest reserves – Mpameso and Pamu-Berekum.

But he added the focus was the Pamu-Berekum where 130 hectares would be planted with different tree seedlings, saying 80 hectares at a portion of the reserve and another 50 hectares at the Koradaso end of it.

Mr Amoah said the District FSD was engaging farmers to plant ofram, mahogany, kokrodua, emire, acacia and cinderella trees seedlings under modified taungya system (MTS) where those farmers would be rewarded, but he added some personnel of the Youth Employment Agency (YEA) would also be engaged.

56



Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 12 Juin 2023.

Pour voir la vidéo : <https://planeteterreterretv.bj/video/1987/>



Temwa Mhone (Kenya) ; Tree farming vital to environmental conservation ; The Nation, 12 June 2023.

THE NATION
MONDAY, 12 JUNE 2023

Tree farming vital to environmental conservation

TEMWA MHONE
CORRESPONDENT

Ntcheu District Council forestry assistant Aubrey Palani says tree farming is crucial as it complements land restoration efforts and improves the socio-economic status of communities.

Speaking on Thursday during a visit to households involved in tree farming in Kavala Village, Traditional Authority (T/A) Mpando in the district, he said the initiative is nurturing an eco-conscious mindset among the people in the area.

Palani said: "Production of charcoal and [communities'] laxity to reforest have caused rampant deforestation that worsens their vulnerability to effects of climate change.

"Tree farming is



PHOTOGRAPH: TEMWA MHONE

Palani: Tree farming is promoting forest cover

promoting forest cover to flourish in the area as it has opened their eyes to long-term benefits of trees such as wood and timber production for their sustainable socio-economic development. The conserved environment will also strengthen their resilience to climatic shocks."

He said through the council expects to restore

2 500 hectares of degraded land in the district by 2026.

About 73 farmers in the district are engaged in tree farming in the first year of performance-based grants under Malawi Watershed Services Improvement Project funded by the World Bank in partnership with the Malawi Government.

Mwasip technical team member Oswald Mulenga

said they are investing in sustainable environmental conservation efforts to enhance agricultural productivity and livelihoods of targeted communities.

"Trees will offset effects of climate change that hinder their food production efforts. They will get fortunes from selling timber to improve their lives," he said.

One of the farmers, Emily Mkakato commended the project for giving them a sustainable source of income.

"I was given K757 000 to plant and take care of pine trees on my degraded 2.7 hectares. Apart from conserving the land, I am happy as this is long-term wealth for my family," she said.

The project strives to restore Shire River catchments in Ntcheu, Zomba, Machinga, Blantyre, Balaka, Neno and Mangochi districts.■

57



**Marthe Akissi (Côte d'Ivoire) ; Invité du jour avec le Professeur Bernard Yapo
Sous-directeur du laboratoire central de l'environnement du CIAPOL, à propos
de la pollution au mercure en Côte d'Ivoire ; Radio Côte d'Ivoire, 13 juin 2023.**

Pour écouter l'émission : <https://www.rti.info/reportages/2023/6/13/invite-du-jour-avec-professeur-bernad-yapo-sous-directeur-du-laboratoire-central-de-lenvironnement-du-ciapol-marthe-akissi>



Hadeer Al-Hadary (Egypte) ; Un responsable de la "FAO" révèle à "Al-Ain News" les dégâts du climat sur l'alimentation mondiale. Thaer Yassin : Les dégâts annuels causés par les ravageurs des plantes représentent entre 30 et 40 % de la production agricole mondiale ; Al-Aïn, 13 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://al-ain.com/article/faw-climate-change-phytosanitary>



ثائر ياسين، المسؤول الإقليمي لوقاية النبات بـ"الفاو"

تم تحديثه الثلاثاء 03:29 2023/6/13 م بتوقيت أبوظبي

يؤثر تغير المناخ على قطاع الزراعة بأكثر من طريقة، فمن ناحية يتسبب الجفاف أو الفيضانات في تدمير النبات وينعكس بالضرورة على الأمن الغذائي، ومن ناحية أخرى

يساهم في نشر الآفات الضارة التي تهاجم النبات، وتسبب خسائر اقتصادية ضخمة.

"العين الإخبارية" حاورت الدكتور ثائر ياسين، المسؤول الإقليمي لوقاية النبات في الشرق الأدنى وشمال أفريقيا في

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة "الفاو"، وتضمن الحوار نقاطاً عديدة حول أبرز التحديات التي تواجهها الصحة

النباتية في منطقة الشرق الأدنى وشمال أفريقيا في ظل تغير المناخ، والطول المقترحة والإجراءات التي تتخذها "الفاو"

في هذا الصدد.

وإلى نص الحوار:

ما التحديات التي تواجه حماية الصحة النباتية في ظل تغير المناخ؟

60

تغير المناخ يتسبب في تحديات عديدة أمام حماية الصحة النباتية، إذ يسبب ارتفاعاً شديداً في درجات الحرارة في بعض المناطق، ونقصاً في المياه، مما يتطلب زراعة أصناف جديدة، وهذا قد يستقطب أمراضاً وآفات جديدة تصيب النبات.

والتغير المناخي قد يسمح لمرض ثانوي في النباتات أن يتحول إلى مرض أساسي ومنتشر في البلد، لأنني أدخلته بشكل غير مقصود، لذا لدينا تحدّي رئيسي متعلّق بـ"تطوير السلطة النباتية"، بما يتناسب مع احتياجات البلدان بشكل كافٍ، أي السلطة المسؤولة عن منع انتشار هذه الآفات، لأنّ تبادل النباتات بين الدول يجب أن يتم عادة بعد إخضاعها للفحص ومنحها الاعتماد، لتكون خالية من الآفات ومطابقة للمواصفات، وهو ما نسميه "جواز سفر النبات"، أي شهادة تثبت صحته وخلوه من الأمراض للسماح له بالتنقل بين الدول حتى لا ينقل العدوى للبلد الجديد الذي يذهب إليه.



وما هي الحلول المقترحة للحفاظ على الصحة النباتية في ظل تغير المناخ؟

يجب إقرار نظام اعتماد النبات الخالي من الآفات والأمراض، لأننا بذلك نحافظ على صحة النبات وتكون مناعته أقوى، وإنتاجيته أكبر، ومقاوما للتغير المناخي.

هذا النظام تعمل به دول العالم منذ أكثر من 35 سنة وبدأ يدخل مؤخراً في منطقتنا، لذا تقوم "الفاو" بجهود كبيرة لإقراره والاستعداد بالحلول قبل أن تنتقل الآفات وتحدث المشكلة، ونجحت بالفعل في بعض الدول مثل تونس والمغرب، لكن بقية الدول ما زالت تواجه صعوبات كبيرة في إقراره بسبب النظم التشريعية، وبالتالي هي غير قادرة على التعامل بشهادات الصحة النباتية.

وتكوين هذا النظام يحتاج تقريباً إلى ست سنوات في كل دولة حسب أنواع النباتات، ليتم عمل بنك وراثي لكل أصناف النبات الموجودة في البلد نفسها، واختيار الأصناف الأكثر ملاءمة للبيئة ثم إكثارها ووضعها ضمن النباتات الموثقة أو السليمة صحياً.

ونحن في " الفاو " وجهنا دعوة إلى كل البلدان من أجل لقاء عالمي مقبل في إيطاليا، لمناقشة إنشاء سلطة شهادات الصحة النباتية، والتي ستعتني بالنباتات الأولية وتنقلها إلى مناطق الإكثار ثم تمر بعدد من المراحل حتى تصل في النهاية إلى الحقول. وللأسف لن نستطيع مواجهة تغير المناخ بدون شهادات اعتماد الصحة النباتية التي تمنع انتقال الآفات العابرة بين الدول.

هل تستطيع أنظمة الحجر الزراعي في المنطقة التعامل مع النباتات المصابة؟

لدينا تحدّي متعلق بعدم وجود أنظمة فعالة في أماكن الحجر الزراعي التي تفحص النباتات الواردة إلى البلد، فمثلاً تقول التشريعات على الورق في كثير من الأحيان إنه من الممنوع أن يدخل النبات المصاب بهذه الآفة، ولكن لا توجد أجهزة أو تقنيات كافية لفحص النباتات، وهذا واجهناه في آفة خطيرة هدّدت مصر والعديد من البلدان الأخرى وهي

"إكسيليا فاست ديوزا *Xylella fastidiosa*" ، والتي تدمر الزراعات إذا أصابتها.

وفي هذا الصدد، كان للفاو مشروع ناجح في سبع دول منها مصر، استخدمت فيه أجهزة حديثة تستطيع من خلال فحص قطعة من النبات معرفة إذا كان سليماً أم مصاباً، وتحدّد نوع الآفة المصاب بها، وحققت نجاحاً في مصر عندما كشفت بعض الأجهزة عن بعض النباتات التي كانت تحمل المرض ومنعتها من دخول البلد كي لا تسبب أي أضرار. أيضاً قد لا تتوفر التقنيات اللازمة في مختبرات فحص النبات، وغالباً لا يسهل فحص النبات الذي لا تظهر عليه الأعراض دون هذه التقنيات، لذا نحن بحاجة إلى جهود كبيرة لتوثيق النباتات والتأكد من فحصها وسلامتها.

كم يبلغ حجم الضرر الذي تسببه هذه الآفات للنبات؟

تقدر الإحصائيات الضرر السنوي لهذه الآفات بنسبة تتراوح بين 30 و40% من الإنتاج العالمي للزراعة، وبالتالي فلا يكفي للتعامل مع أزمة تغير المناخ أن نبحث فقط عن توفير

المياه وعن مصادر للطاقة البديلة فقط، بل أن نهتم أيضاً بالنبات الذي أنفقنا عليه الكثير من الأموال لإنتاجه، وألا نتركه غداءاً للآفات الضارة.

وأثبتت الأبحاث أن كل دولار نقوم بإنفاقه على وقاية النبات، يؤمّر لنا في النهاية 100 دولار، لذا يعتمد الأمر على كيفية توجيه الدول لمواردها المالية، ورؤيتها المستقبلية لحماية زراعتها.

على سبيل المثال "سوسة النخيل الحمراء" ضررها في المملكة العربية السعودية 404 ملايين دولار سنوياً، والضرر الذي سببته بكتيريا "إكسيللا فاست ديوزا" في أوروبا يقدر حالياً بـ 20 مليار دولار سنوياً، وهذه البكتيريا كانت موجودة في نباتات القهوة في أمريكا الجنوبية ثم انتقلت إلى أوروبا بعد زراعتها في جنوب إيطاليا، وانتقلت إلى نبات الزيتون عن طريق حشرة، ونتج عنها كارثة سموها "سرطان الزيتون".

أيضاً انتقلت "دودة الحشد الخريفية" من أمريكا الجنوبية إلى أفريقيا، ويقدر الضرر السنوي حالياً بـ 9.1 مليار دولار في أفريقيا سنوياً، وهذه الأرقام الضخمة تجعلنا نعي

أهمية محاولة منع هذه الآفات، وبضرورة وجود دراسات اقتصادية واجتماعية لإثبات هذه الأضرار، وفهم العلاقة بينها وبين تغير المناخ، ومعرفة كيف يمكن التعامل معها. ومن المهم البحث في البنك الوطني للأصناف داخل كل بلد، لمعرفة السلالات التي تستطيع مقاومة التغير المناخي، وملاءمة ظروف البيئة ومقاومة الأمراض، ومن ثم إكثارها.

وفي لبنان، رأينا مرض "الذبول الفطري" أو "الفيوزاريومي"، الذي كاد يقضي على زراعة الموز في لبنان والأردن، والذي انتشر بسبب أن مزارعا استورد نبتة من دولة أخرى تحتوي على هذه الآفة ولم يتم فحصها، وحين زرعها نشر المرض، وللأسف جراثيم هذا المرض يمكنها أن تبقى في التربة لمدة تصل إلى 40 سنة.

نحن لا نقوم بتحويل الموضوع، لكن نتطلع إلى تكثيف إجراءات الحماية، ولدينا مؤتمر كبير قادم في إيطاليا لوزراء الزراعة لمناقشة الكارثة البيئية التي تسببت فيها بكتيريا "إكسيليل فاست ديوزا"، والتي بسببها رأينا أكثر من 200 كيلومتر من أشجار الزيتون الميتة في أوروبا فيما سموه لاحقاً "مقبرة الزيتون".

هذا المشهد لو رآه بعض الناس لشرعوا في البكاء، لذا نحاول أن نصل لصناع القرار ليدركوا حجم الخسائر الاقتصادية الناتجة عن هذه الآفات، وأن يتم التركيز على بناء القدرات والاستعداد المسبق، لأنه إذا دخلت الآفات إلى البلد فستكون كل الإجراءات متأخرة جداً.

لا مفر من حماية صحة النبات، ومن العثور على طريقة للتنسيق بين أنظمة اعتماد النباتات، بحيث يكون لكل نبات جواز سفر يساعد على تسهيل نظام التجارة وتبادل الأصناف المقاومة للتغير المناخي.



كيف يتقاطع تأثير الأسمدة المفرطة مع تغير المناخ على الزراعة؟

عندما تكون لدينا ظروف مناخية جديدة، يضطر المزارعون إلى مساعدة هذا النبات الهش والضعيف الذي لا تتوفر له الظروف المناخية المثلى، ويستخدمون مبيدات أكثر ضد الآفات، وأسمدة أكثر، وفي النهاية ينتج محصول به بقايا مبيدات مسرطنة يستهلكها الإنسان، إضافة إلى غياب النظام الرقابي الذي يحل ويؤكد خلو هذه النباتات من المبيدات.. أيضاً بسبب تغير المناخ قد تظهر آفات بمناطق لم يكن من المعتاد أن تظهر بها من قبل.

على الجانب الآخر، يصبح النبات الذي تتم تغذيته بالكثير من الأسمدة هشاً ومعرضاً للأمراض، ولو تم تحويله إلى علف، ستأكله الحيوانات ويتركز بكثافة في لحومها ومن ثم ينتقل للإنسان بشكل مركز، لذا ظهرت الكثير من الأمراض التي لم تكن موجودة من قبل.

نجحنا في " الفاو " في لبنان بتقليل استخدام الأسمدة لنبات البطاطا بنسبة 61% ، وتقليل المبيدات بنسبة 54% ، كما نعمل على توعية المزارعين لإيجاد حلول طبيعية وغير سامة وغير ضارة بالبيئة.

الحلول المستدامة موجودة، لكنها تحتاج إلى جهود أكثر للسماح بسهولة تسجيلها، مع توعية المزارعين، لذلك نستخدم "مدارس المزارعين الحقلية" ليقنع الفلاحون بعضهم بهذه المستجدات.

هل الإجراءات كافية في بلدان المنطقة لحماية البيئة من آثار المبيدات؟

ما زلنا بعيدين جدا عن الهدف، وفي الفاو أجرينا دراسة عن استخدام المبيدات عالية السمية في العام الماضي، وكانت الأرقام مخيفة، لذا نحتاج إلى جهود قطرية وإقليمية لإنشاء استراتيجية إقليمية للإدارة المستدامة للمبيدات.

وللأسف بعض شركات المبيدات الضخمة التي يتم منعها من تصدير بعض المبيدات إلى بعض الدول، تلجأ إلى تصدير هذه الأنواع الممنوعة إلى بلدان أخرى لا توجد بها قوانين تمنع استيراد هذه المواد، وتبيعها بثمن رخيص حتى لا تضطر إلى إعدامها وتخسر أموالاً ضخمة.

ما هي التحديات التي تواجه أساليب الزراعة الذكية مناخياً في منطقتنا؟

الزراعة الذكية مناخياً ما زالت في طور الدراسة في منطقتنا، لذا من المهم تركيز الجهود على الأبحاث القابلة للتطبيق والتي بإمكانها تحقيق نتيجة على أرض الواقع، كما نحتاج إلى دراسات اقتصادية كافية.

على سبيل المثال، البذور المقاومة للجفاف موجودة، لكنّها تحتاج إلى ترويح وتطبيق، وأيضاً طرق الري الحديثة الموفرة للمياه نتحدث عنها دائماً، ولكن الواقع منفصل

والأغلبية تروي بالطرق التقليدية.

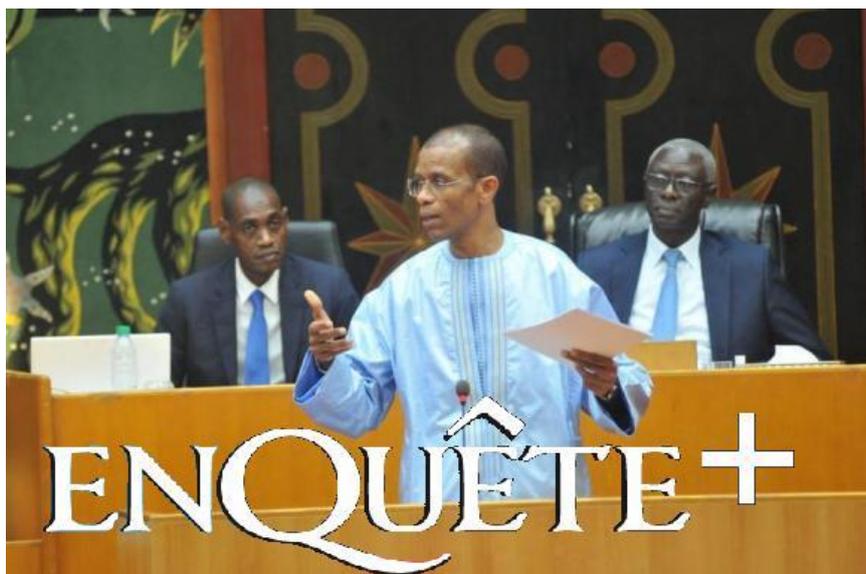
كما أننا نواجه الآن مشكلة "تفتت الحيازات الزراعية" والتي تعني بالضرورة تجزئة الإنتاج الزراعي، والفلاح إذا كانت لديه مساحة صغيرة لن يقوم بإنشاء شبكة مخصصة للري بالتنقيط على سبيل المثال، لذا يجب تحديث السياسات الزراعية في البلدان، لأن هذا هو سر النجاح الحقيقي، وتصميم الزراعات وتنفيذها بناء على احتياجات السوق واحتياجات المستقبل، وتوجيه البحوث العلمية لتلبي حاجات البلدان، وتبحث في الأصناف الجديدة، التي بإمكانها مقاومة الآفات والتغير المناخي، وتعثر على حلول مناخية ذكية مستدامة، كما يجب ضخ التمويل في المنطقة البحثية التي توفر الحلول التي تحتاج إليها كل بلد.



ENQUÊTE+

Cheikh Thiam (Sénégal) ; Climat, érosion côtière, déforestation, désertification, dégradation des terres... Alioune Ndoye détaille sa feuille de route des cinq prochaines années ; Enquête +, 14 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.enquetepius.com/content/climat-%C3%A9rosion-c%C3%B4ti%C3%A8re-d%C3%A9forestation-d%C3%A9sertification-d%C3%A9gradation-des-terres%E2%80%A6-alioune-ndoye>



69

Le ministre de l'Environnement, du Développement durable et de la transmission écologique était, hier, devant le Haut conseil des collectivités territoriales qui a ouvert sa deuxième session. Alioune Ndoye a détaillé la feuille de route du ministère des cinq prochaines années, avec un accent mis sur les ressources naturelles et la gouvernance des territoires.

"Ressources naturelles et gouvernance des territoires" a été le thème de la 2e Session ordinaire du Haut conseil des collectivités territoriales. Un thème largement abordé, hier, par le ministre de l'Environnement, du Développement durable et de la Transmission écologique qui a insisté sur les défis majeurs à relever : améliorer la gouvernance du secteur, la réduction du phénomène de dégradation des ressources naturelles et d'érosion de la biodiversité, celle de la détérioration de la qualité du cadre de vie, relever le niveau de la résilience des écosystèmes et des populations aux



effets néfastes du changement climatique, assurer une bonne transition écologique et asseoir les bases du développement durable.

Dans ce cadre, a-t-il indiqué, les priorités pour les cinq prochaines années sont déclinées dans la Lettre de politique du secteur de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique 2022-2026. Des orientations stratégiques qui reposent sur les lignes d'action qui entendent inverser la tendance à la dégradation des ressources naturelles, améliorer la conservation de la biodiversité, la gestion des aires protégées et des zones humides, promouvoir un développement résilient faiblement émissif, dans un environnement sain, améliorer la gouvernance du secteur en donnant la priorité au développement axé sur les résultats.

"C'est là, globalement, un aperçu sur l'état de mise en œuvre de la politique environnementale et les perspectives sur les cinq prochaines années. Pour rester dans le cadre défini par cette session, je formule ces quelques recommandations en matière de veille environnementale, à savoir : assurer une disponibilité continue de l'information environnementale pour en anticiper les tendances évolutives et les implications socioéconomiques, afin de proposer des actions de résilience pour un développement durable au Sénégal ; faciliter la détection des phénomènes émergents qui influent sur l'état de l'environnement et des ressources naturelles, avec la mise en place d'un mécanisme structuré et dynamique d'échanges d'informations, de production et d'analyse de données ; appuyer et orienter les politiques et actions de développement en assurant la production et la diffusion d'informations environnementales pertinentes en lien avec les facteurs sociaux", a lancé le ministre aux conseillers.

D'autant que, souligne Alioune Ndoye, les menaces proviennent de tous les domaines et persistent surtout avec les perspectives de l'exploitation minière (notamment l'or et du zircon) ainsi que l'exploitation pétrolière et gazière. Étant donné que la dynamique de l'expansion du développement amorcée à travers le PSE a induit une bonne relance des activités économiques soutenues par l'agriculture, les infrastructures, l'industrie et l'énergie, secteurs très émissifs de carbone.

"C'est pourquoi l'option de s'inscrire dans la trajectoire du développement durable au moyen de la mise en adéquation des besoins socioéconomiques et la protection de la nature, a été prise. Les changements globaux attendus étant, entre autres, le renforcement de la sécurité environnementale et de la protection sociale. Dans ce cadre, la politique actuelle du secteur de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique a défini de grandes orientations, avec comme finalité assurer une gestion rationnelle des ressources naturelles et du cadre de vie, dans une perspective d'émergence économique et sociale, à travers une trajectoire de développement durable", dit-il.

Les principaux défis à engager

Selon le ministre, les principaux défis à engager sont de trois ordres : défis persistants qui concernent la déforestation, la désertification, la dégradation des terres et d'autres habitats naturels, la perte de diversité biologique, la détérioration de la qualité du cadre de vie, les défis





émergents ou ré-émergents relatifs à la fréquence et l'intensité des phénomènes naturels extrêmes (vents forts, houles, inondations, sécheresses), la criminalité environnementale transfrontalière (trafics d'espèces et produits de faune, de flore et d'autres produits dangereux), la propagation de maladies zoonotiques, les nouvelles formes de pollution, l'insécurité et les défis de la transition écologique dont les opportunités devront être saisies pour mettre en œuvre, approfondir et affiner les synergies entre secteurs d'une part, et, d'autre part, renforcer la veille environnementale et climatique.

Aujourd'hui, la mise en œuvre de la politique environnementale, poursuit Alioune Ndoye, a donné d'importants résultats. Les actions entreprises, notamment de 2016 à nos jours (période couverte par les deux dernières lettres de politique du secteur), se rapportent essentiellement à la protection et l'aménagement des forêts et la restauration des terres dégradées, la préservation de la biodiversité dans les parcs nationaux, réserves et aires marines protégées, l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets néfastes, la lutte contre les pollutions et nuisances.

Dans le domaine de la foresterie, renseigne la tutelle, il y a eu comme effets produits une augmentation de la prise de conscience effective des collectivités territoriales et des populations sur l'importance de l'aménagement forestier avec, à la clé, plusieurs demandes de mise en aménagement de formations communautaires ; l'amélioration de la gouvernance par une gestion participative et inclusive des formations forestières aménagées, sous la supervision des collectivités territoriales ; le renforcement des capacités des élus locaux, des populations et des producteurs locaux ; une meilleure maîtrise de la ressource grâce à la production d'une base de données et la création d'un système d'information forestier, écologique et pastoral, ainsi qu'une cellule cartographie, évaluation des ressources et système d'information ; la domiciliation exclusive de l'exploitation de certains produits contingentés dans les forêts aménagées, la création d'emplois verts et la génération de revenus au profit des communautés, l'accroissement des recettes perçues par les collectivités territoriales, le renforcement de la participation du privé dans le cadre de la responsabilité sociétale d'entreprise.

500 comités de lutte actifs, équipés et accompagnés régulièrement

Au total, informe M. Ndoye, 93 formations forestières ont été aménagées pour une superficie de 1 490 655 ha, avec principalement comme objectif, la production de bois énergie. Neuf nouvelles forêts ont été classées en 2021, dont quatre à Kolda, deux à Matam, trois à Tambacounda. "En matière de restauration du couvert végétal, les activités de reboisement ont été intensifiées. Les unités de production de plants (pépinières en régie, villageoises, individuelles, communautaires, scolaires) se sont de plus en plus diversifiées, montrant ainsi l'engagement de la population pour la protection des forêts, le suivi et la gestion des feux de brousse, surtout par le moyen de la lutte préventive".

"À ce sujet, souligne Alioune Ndoye, il existe près de 500 comités de lutte actifs, équipés et accompagnés régulièrement à travers des sessions de formation et de sensibilisation. À cela





s'ajoutent l'ouverture et l'entretien des pare-feux, ainsi que le traitement de forêts et des axes routiers par les feux précoces. Aussi, les actions de lutte contre le trafic de bois en Casamance ont porté beaucoup de fruits, du fait de la collaboration et du soutien de l'armée, des autres forces de défense et de sécurité, mais également à cause du renforcement des effectifs du service forestier. Concernant la valorisation de la faune sauvage, la collaboration entre le ministère, les collectivités territoriales, les privés, les ONG et divers opérateurs cynégétiques améliore la situation. Des partenariats sont scellés, notamment dans le cadre de l'amodiation et de la création de réserves et de parcs animaliers".

Dans le domaine de la conservation de la biodiversité, renseigne le ministre, le focus sera mis sur les Aires Marines Protégées (AMP).

En abordant la lutte contre les pollutions, nuisances et les effets du changement climatique, il note que les actions à fort impact positif direct sur la société qui ont été entreprises concernent l'élargissement de l'éventail de la participation, notamment grâce à une ouverture plus large vers la société civile, le privé et les collectivités territoriales, le renforcement des activités de reforestation et de lutte contre les pollutions et nuisances, à travers le programme Xéyu Ndaw Ñi, la mobilisation dans le cadre de la finance climatique, de près de 35 millions de dollars américains au profit de projets dans différents secteurs, pour la mise en œuvre de la Contribution déterminée nationale (CDN), la poursuite des actions en matière de protection côtière par le biais de solutions fondées sur la nature, notamment à Saint-Louis, au delta du Saloum et en Basse-Casamance, l'élaboration du Plan national d'adaptation, la mise en œuvre du mécanisme d'adaptation au changement climatique au niveau local (LoCAL) pour canaliser le financement climatique vers les autorités locales, l'élaboration de la stratégie nationale de mobilisation de la finance climatique...

Érosion côtière

La côte sénégalaise, fait remarquer le ministre Alioune Ndoye, est une zone très sensible où les questions d'érosion côtière peuvent parfois atteindre une intensité préoccupante avec des reculs du trait de côte de l'ordre de 2 mètres/an par endroits.

Pour lutter contre ce phénomène, renseigne-t-il, les actions entreprises portent sur des solutions douces de protection qui ont abouti à la mise en place de deux épis maltais à Dionewar, le reboisement d'espèces forestières et de mangrove dans les 12 îles de la Basse-Casamance, la plantation de près d'un million de palétuviers dans le delta du Saloum. Le trait de côte est régulièrement suivi, dit-il.

"Parlant de la qualité de l'air en milieu urbain, Dakar est la seule ville d'Afrique subsaharienne à être équipée d'un réseau de surveillance, avec la création du Centre de gestion de la qualité de l'air (CGQA). Ce centre dispose de cinq stations de mesure de la pollution de type régional de fond à Yoff, de type trafic routier à la Médina et à la cathédrale, de type périurbain aux HLM et de type industriel à Bel-Air. Le CGQA dispose aussi d'une station mobile qu'on peut déployer à certains points stratégiques de la ville. En complément aux stations fixes de référence, 10 microcapteurs sont déployés au niveau des départements de Dakar (boulevard de la République, HLM, Médina,





zone industrielle, Yoff), de Keur Massar et dans les communes de Thiaroye, Rufisque, Diamniadio et Bambilor.

Ce dispositif, couplé aux données des stations et à l'imagerie satellitaire, a permis d'améliorer l'estimation de l'indice de la qualité de l'air (IQA) en comblant les lacunes de données.

Aujourd'hui, l'IQA, régulièrement calculé, est disponible", confie le ministre.

En outre, il fait cas de l'organisation de campagnes de suivi des rejets d'eaux usées industrielles et du milieu récepteur, de l'acquisition d'un laboratoire mobile d'analyse des eaux usées industrielles et des milieux récepteurs. À cela s'ajoutent l'agrément et le suivi des entreprises intervenant dans la collecte et/ou l'élimination des huiles usagées, la mise en œuvre de projets. Il s'agit de la dépollution de la baie de Hann, de la gestion de la santé environnementale et de la pollution dans les communes de Hann et Dalifort, de la gestion des risques chimiques, biologiques radiologiques et nucléaires.

Pour atteindre les objectifs fixés, souligne Alioune Ndoye, il a fallu s'appuyer sur différentes stratégies qui reposent essentiellement sur le renforcement de l'appui au développement durable, l'amélioration de la base de connaissances sur l'environnement et les ressources naturelles, l'information, la communication et l'éducation environnementales, la promotion de l'économie verte.

"Le renforcement de l'appui au développement local durable a entraîné des réformes en matière de décentralisation administrative et politique, dans le but d'encourager la participation des populations et d'impulser un développement local endogène", conclut-il.

73



Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 15 Juin 2023.

Pour voir la vidéo : <https://planeteterreterretv.bj/video/jt-19h45-du-15-juin-2023/>



Temwa Mhone (Kenya) ; farmers reap fruits of green mindsets ; The Nation, 15 June 2023.

Farmers reap fruits of green mindsets

TEMWA MHONE
CORRESPONDENT

If not for fruits, Eneles Lungu of Chisembwere Village, Traditional Authority Kunthembwe in Blantyre, would not have planted trees in her home.

"I didn't want to buy fruits, but to pluck them from my trees," she says.

Lungu and her 41 neighbours now own fruit trees from an initiative to conserve degraded landscapes under the Malawi Watershed Services Improvement Project (Mwasip) implemented by Blantyre District Council with funding from the World Bank in partnership with the Malawi Government.

Locals in Kunthembwe are working together to restore degraded landscapes in Kapichira Catchment of the Shire River, where the country generates 130 megawatts of hydropower.

Charles Mthyoka, the

council's land resources conservation officer, says the emphasis on the benefits of fruit bearing trees accelerated the replenishment of trees in the highly deforested setting.

"From saving money, long-term access to fruits to their health, the people had to see what is in the trees for them while conserving the environment," he says.

The project supported Kajidi Sub-Catchment Management Committee with 7 120 pawpaw, orange, mango and guava trees.

Lungu's homestead has 33 of the 550 trees planted in Chisembwere, one of the 26 village natural resources management committees in the sub-catchment. The 42-year-old mother of two says restoring the green cover has strengthened her household's resilience to climate change, especially hailstorms and soil erosion.

She explains: "Felling trees for charcoal production and slow replanting efforts caused rampant environment



Lungu waters one of her fruit trees

degradation, allowing running rainwater to sweep away our crop fields. Hot weather conditions and prolonged dry spells got worse that our maize could wilt, fuelling hunger."

Lungu was encouraged to

plant 27 trees that replenish soil fertility in her one and a half acres crop field. These are msangu, acacia and gliricidia. The forests also save women and children from walking long distance to fetch firewood.

Mthyoka says the communities now appreciate the importance of conserving the environment to end hunger and poverty.

To enhance agricultural productivity and livelihoods, Lungu and 29 other people were engaged in Chitsanzo Farmers' Field School, a peer-to-peer approach that promotes sustainable agricultural practices.

Their crop yields have been rising since 2020 when they embraced climate-smart farming methods that promote land restoration.

Apart from planting trees, they protect natural forests to regenerate and use manure to boost harvests from a diversity of crops.

The group of 30 farmers also erected stone bunds, swales, check dams, trenches and eyebrow basins on degraded slopes, crop fields and bare spaces to conserve the endangered watershed.

Group vice-chairperson Rodrick Batoni says the water harvesting structures

offset run-offs and dry spells.

"While check dams reclaimed the gullies and eroded spots, the swales, trenches and all others harvest rainwater, thereby, stopping the run offs. They also store moisture long enough for our maize to mature despite experiencing dry spells," he said.

Kunthembwe agriculture extension development officer Moffat Jeremiah says farmers now produce more to beat hunger and poverty.

"While food production in many areas was affected by Cyclone Freddy in March, we had good weather that gave farmers bumper harvests," he said

Mwasip technical team member Oswald Mulenga said the increased adoption of land and watershed management practices by communities, guarantees sustainability of activities that nurture eco-conscious mindset and protect the environment. ■

74

Fulbert Adjimehossou (Bénin) ; flore du Bénin : les bryophytes, un mystère à percer ; La Nation, 16 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://lanation.bj/articles/flore-du-benin-les-bryophytes-un-mystere-a-percer>



Source: Les bryophytes occupent une place particulière dans le monde végétal

Deux décennies après l'élaboration de la flore analytique du Bénin, les bryophytes sont encore très peu connues. C'est un vide que le Bénin cherche à combler en annonçant des travaux dans ce sens.

Petites de taille, le plus souvent de couleur verte et dépourvues de fleurs, les bryophytes constituent encore un mystère à percer au Bénin. En tant que chercheur à l'Herbier national du Bénin et coordinateur de BryBen, Dr Hospice Dassou souligne une carence de littérature taxonomique sur ces espèces qui ne possèdent ni racines ni vaisseaux et qui s'alimentent uniquement par leurs cellules. « Quelques collections ont récemment été réalisées par un doctorant, mais elles sont peu identifiées et ne sont pas intégrées à une base de données. Nous avons donc un besoin urgent d'inventorier et de recenser les occurrences de ce groupe au Bénin afin de les rendre publiques et utiles pour la gestion des ressources naturelles », ajoute Dr Hospice Dassou. Pourtant, les bryophytes, souvent méconnues mais essentielles, occupent une place particulière dans le monde végétal. Elles constituent le deuxième plus grand embranchement végétal au monde avec plus de 20 000 espèces, et elles sont d'une grande utilité. « Les bryophytes possèdent des propriétés médicinales intéressantes. Elles constituent un précieux réservoir de molécules antioxydantes, anticancéreuses et antivirales qui ne sont pas réellement exploitées. Étant donné leur sensibilité à la température, elles sont des ressources peu exploitées pour évaluer les effets du changement climatique sur la biodiversité », déplore le chercheur. Ces dernières décennies, de nombreux efforts ont été faits en matière de recherche sur la flore du Bénin. Le nombre de spécimens à l'herbier national du Bénin est passé d'environ 20 000 spécimens de plantes à 50 000 spécimens. Le nombre d'espèces que compte le Bénin s'établit à 2 807 espèces.

Un vide à combler

On ne sait pas grand-chose sur les bryophytes, vu leurs petites tailles et leurs difficultés d'identification. « Tous les groupes taxonomiques n'avaient pas été pris en compte. L'accent était mis sur les plantes supérieures. Les plantes inférieures étaient occultées. Il y a lieu de combler ce gap », fait savoir Prof. Hounnankpon Yédomonhan, conservateur de l'Herbier national du Bénin. L'absence de données scientifiques sur ces plantes empêche d'explorer tout leur





potentiel en tant que ressources végétales et d'établir une politique de gestion responsable et durable. Mais, les choses pourraient changer d'ici quelques mois. L'identification et la taxonomie des bryophytes sont prévues avant la fin de l'année, avec l'appui de Jrs Biodiversity Foundation. Des enquêtes ethnobotaniques seront réalisées pendant plus d'un an pour recueillir des connaissances traditionnelles sur ces plantes et leurs utilisations locales. Les travaux seront réalisés avec le soutien d'un groupe d'experts bryologues de l'Université de Cape Town en Afrique du Sud et du centre de conservation Kew Madagascar à Madagascar. « Nous allons collecter des données sur les bryophytes et les rendre accessibles au public afin de favoriser l'éducation, la conservation et la gestion durable de ce groupe taxonomique jusque-là négligé », assure Dr Dassou. Les attentes sont grandes autour de la connaissance de ces plantes de petites tailles, dotées de grandes valeurs. Dr Rodrigue Akotègnon, pharmacologue, secrétaire général de la Fédération des associations nationales des acteurs de la médecine traditionnelle du Bénin fait le vœu que des produits puissent être formulés à partir de ces plantes.

77



Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 16 Juin 2023.

Pour voir la vidéo : <https://planeteterreterretv.bj/video/jt-19h45-du-16-juin-2023/>



Le Papyrus

Edem Dadzie (Togo) ; Réchauffement climatique : Investir dans la transition équitable dans les pays en développement ; Le Papyrus, 17 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <http://lepapyrus.tg/rechauffement-climatique-investir-dans-la-transition-equitable-dans-les-pays-en-developpement/>



78

Cette semaine, le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres a de nouveau alerté sur les risques que coure la planète si l'on continue par consommer les énergies fossiles en grande quantité, au lieu de les réduire au niveau mondial.

Le chef de l'Onu a affirmé qu'il était encore possible de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré Celsius, mais que cela nécessiterait une réduction de 45 % des émissions de carbone d'ici à 2030. Toutefois, les politiques actuelles conduisent à une augmentation de la température de 2,8 degrés d'ici la fin du siècle, ce qui « annonce une catastrophe », a souligné M. Guterres.

Il a appelé à une action mondiale immédiate en faveur d'émissions nettes zéro « et cela doit commencer par le cœur de pollution de la crise climatique : l'industrie des combustibles fossiles ». « Regardons les choses en face. Le problème ne se limite pas aux émissions des combustibles





fossiles. Il s'agit des combustibles fossiles, un point c'est tout », a déclaré le secrétaire général de l'Onu.

Les pays doivent progressivement éliminer les combustibles fossiles, « laisser le pétrole, le charbon et le gaz dans le sol, là où ils doivent être, et stimuler massivement les investissements dans les énergies renouvelables », a-t-il ajouté. Pour se faire le chef de l'Onu a évoqué plusieurs instruments, dont le Pacte de solidarité climatique à travers lequel les pays riches aideraient les économies émergentes à réduire leurs émissions.

Une autre proposition de programme d'accélération appelle les gouvernements à éliminer progressivement le charbon d'ici à 2040, à mettre fin au financement international public et privé du charbon et à transférer les subventions accordées aux combustibles fossiles vers les énergies renouvelables.

Antonio Guterres demande aux institutions financières de cesser d'investir dans le charbon, dans la prospection de nouveaux gisements de pétrole et de gaz et dans l'expansion des réserves de pétrole et de gaz, et investir plutôt dans la transition équitable dans les pays en développement.



Naïma Cherii (Maroc) ; Nouveau scandale : Vol du cèdre de la forêt de Tikajouine devant la justice ; Le Reporter Express, 19 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://lereporterexpress.ma/2023/06/19/nouveau-scandale-vol-du-cedre-de-la-foret-de-tikajouine-devant-la-justice/>



80

Décidément, l'abattage clandestin de la cédraie dans les forêts du moyen Atlas à Midelt ne finit pas de faire parler de lui. Il ne se passe pas un jour sans que ce problème ne soit abordé dans cette région, que ce soit au sein des populations riveraines de ces forêts ou encore sur les réseaux sociaux.

Depuis quelques jours, une affaire d'exploitation illégale des ressources forestières défraie la chronique dans la forêt de Tikajouine dans la commune de Sidi Yahya Youssef.



Des sources proches du dossier précisent que des procès-verbaux des Eaux et Forêts auraient été dressés en 2019 et que, un mois seulement avant le départ du garde forestier qui a établi les PV, les dossiers ont été transférés au tribunal de première instance de Midelt.

Dans les détails, ces mêmes sources soulignent que selon ces procès-verbaux, trente cinq personnes du village Tikajiouine sont mis en cause dans cette affaire pour vol de cèdre et abattage illégal de la cédraie unique au monde classée patrimoine universel.

La première audience de cette affaire, actuellement entre les mains de la justice, devait se tenir lundi 5 juin 2023, mais elle a été reportée au 17 juillet pour permettre aux accusés de désigner un avocat, selon les mêmes sources.

Celles-ci tiennent à signaler que la zone forestière de Tikajiouine a été ces dernières années le théâtre de grandes opérations de coupes illicites du cèdre. Ce qui s'est passé dans cette zone forestière n'est «que l'arbre qui cache la forêt», fait constater, de son côté, un associatif de l'environnement.

C'est l'un des points noirs où l'abattage clandestin du cèdre a atteint des sommets au cours de ces dernières années, déplore-t-il. «Une bande de coupeurs de bois s'y activait en toute impunité tout au long de ces dix dernières années», souligne cet associatif.

Celui-ci pointe au passage une tribu, Ait Soukhmane, où, dit-il, vivent des bandes organisées qui s'adonnent à l'abattage illégal du cèdre, en particulier dans la zone forestière de Tikajiouine.

«Beaucoup de gens membres de cette tribu ont déjà été envoyés en prison pour abattage illégal de la cédraie. Ils n'hésitent pas à utiliser des armes à feu pour défendre leur business illicite !», dit encore cet associatif.

Ce militant associatif, qui a requis l'anonymat, s'interroge sur le pourquoi et le comment de la permissivité qui aurait accompagné le colportage des quantités importantes de bois, le cèdre ayant disparu de cette zone en dix ans. D'autant plus que le transport du bois est soumis à une réglementation très stricte, dit cet associatif.

Alors que les services des Eaux et Forêts assurent que «toutes les dispositions ont été prises pour protéger la forêt et que des procès-verbaux sont dressés contre les contrevenants», les populations de Tikajiouine ne décolèrent pas.

«Nous n'avons pas cessé d'envoyer des lettres aux autorités au sujet de l'exploitation illégale dans la forêt de Tikajiouine et ce, depuis 2007 jusqu'à la période qui coïncidait avec la prise de commande par le garde forestier qui a établi les PV contre nous», avancent cette semaine à Le Reporter des habitants de Tikajiouine.

Ces derniers poursuivent que parmi les accusés figurent des acteurs associatifs, lesquels avaient interpellé les autorités et les responsables de l'administration via des courriers au sujet de la destruction de leur forêt par les coupeurs de bois. Plusieurs lettres sont parvenues à la rédaction du Reporter.

«Au lieu de diligenter des commissions d'enquête dans la forêt de Tikajiouine, on nous colle des PV ! C'est là un feuilleton qui n'en finit pas. Les PV n'arrêtent pas de tomber. Il n'y a pas une





famille à Tikajouine qui n'en a pas reçu et dont un ou deux membres ne sont pas recherchés par la police», soutiennent des sources locales.

Par ailleurs, cette affaire a également fait scandale sur les réseaux sociaux. Et pour cause, selon des représentants de la société civile, le flou qui persiste autour de ce dossier et les versions qui se multiplient. Mais la seule certitude à ce stade est que «certaines informations concernant certains accusés seraient erronées sur les PV en question», assurent les mêmes sources.

Dans le village de Tikajouine on ne parle que du garde forestier qui aurait établi un PV contre un ouvrier de construction qui habite à 300 kilomètres de cette zone forestière, écrit le 2 juin sur son compte facebook, Kabir Kacha, SG de l'AMDH-Section de Khenifra.

«Cet ouvrier a reçu, avec un grand étonnement, la convocation de se présenter au tribunal de première instance de Midelt avec 35 autres personnes également accusées de vol de cèdre et d'abattage illégal», poursuit Kabir Kacha.

«Cela nous rappelle l'histoire d'un autre garde forestier qui avait établi un PV à l'encontre d'une personne décédée quatre ans avant l'établissement du PV qui l'accusait de vol de cèdre! Ce garde forestier, qui s'était fait une grande richesse de cette activité, procédait de cette manière pour jeter la responsabilité de la destruction de la forêt sur d'autres personnes», écrit encore le militant associatif sur son compte facebook.

Les populations, dit-il, assurent qu'un audit bien détaillé révélera la vérité sur ceux qui sont devenus riches en s'adonnant à cette activité illégale et ceux qui, eux, ont eu droit à des PV et des accusations ! «C'est pourquoi, les populations de Tikajouine ont contacté l'AMDH de Khénifra qui, avec la section de l'association de Boumia, va les épauler et les soutenir dans cette affaire. Une affaire à suivre.



Fulbert Adjimehossou (Bénin) ; Fin des travaux de protection de la côte : Grand-popo retrouve la quiétude; La Nation, 19 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://lanation.bj/articles/fin-des-travaux-de-protection-de-la-cote-grand-popo-retrouve-la-quietude>



Source: Le ministre du Cadre de vie et des Transports, José Tonato, apprécie les ouvrages réalisés

Autrefois tourmentée par une érosion côtière sévère, Grand-Popo retrouve la tranquillité grâce à la finalisation des travaux de protection de la côte. Le ministre du Cadre de vie et des Transports, José Tonato, s'est rendu, vendredi 16 juin dernier, sur place pour apprécier les impacts.



Si ce n'est pas un épi, c'est un moteur de sable qu'on aperçoit désormais, à Grand-Popo, dans le segment frontalier avec le Togo. Ces structures de protection résistent aux assauts réguliers de l'océan. Abbeyvi Matey, dignitaire religieux, affirme avoir désormais le cœur tranquille et les pieds au sec lorsqu'il longe ce segment, comme c'est le cas, vendredi 16 juin dernier. « Nous avons enfin les ouvrages que nous espérions tant, et nous en sommes soulagés », confie-t-il. En effet, la côte ouest du Bénin, s'étendant de Hillacondji à Agoué, était confrontée à une érosion sévère, avec une vitesse d'érosion d'environ 15 mètres par an. Cette menace entraînerait la disparition progressive d'une bande de terre longue de 23 km le long du littoral, mettant en péril plusieurs localités dont Hillacondji, Agoué, et Grand-Popo, ainsi que des infrastructures telles que des postes de contrôle juxtaposés, des écoles, des centres de santé et des hôtels de grand standing, voire le corridor Abidjan-Lagos. « Il y a trente ans, quand j'étais encore jeune, la mer était à 4 km. Puis des maisons, des étages, des terrains de football ont été engloutis progressivement », rappelle Abbeyvi Matey. Des travaux diligents ont été alors enclenchés dans le cadre du Projet d'Investissement, de Résilience des Zones côtières en Afrique de l'Ouest (Waca ResiP). Lesquels ont été financés conjointement par le Bénin et le Togo, ainsi que par la Banque mondiale, pour un coût estimé à 63,4 millions d'euros. Ces travaux démarrés en mai 2022 pour une durée initiale de 22 mois, révisée à 19 mois, couvrent une emprise de 41 km (23 km au Bénin et 18 km au Togo). « Il était prévu la mise en place de huit épis à partir de la borne frontière Bénin-Togo, ainsi que d'un moteur de sable à partir du dernier épi sur une distance de cinq kilomètres, contre quatre initialement. Le comblement du bras lagunaire nord était également prévu, juste à la borne frontière, sur une distance d'un kilomètre, suivi de la végétalisation de toutes ces zones comblées. Nous sommes à 99 % de taux de réalisation. Ce qui importe, c'est la satisfaction des communautés», explique Eliassou Hamidou Seko, coordonnateur de l'Unité intégrée de gestion de Waca Bénin.





« L'angoisse a disparu »

Au cours de sa visite d'inspection, le ministre José Tonato a effectué un premier arrêt à la borne frontière pour observer le comblement du bras lagunaire avec 100 000 m³ de sédiments, ainsi que les épis 1 et 2 et le remplissage des casiers (35 000 m³). Depuis la fin des travaux, on observe une reconstitution naturelle de la plage sur une distance d'un kilomètre, avec une bande diurne estimée entre 80 et 100 mètres. « Je suis globalement satisfait. Aujourd'hui, tout le monde est tranquille. L'angoisse qui régnait à Hillacondji et Agoué, et dans une moindre mesure à Grand-Popo, a disparu », déclare-t-il. Ce sentiment se renforce d'une étape à une autre de la visite, après examen du rechargement massif effectué avec 6 400 000 m³ de sable. Cela a permis de reconstituer un espace de 5,3 km de long sur 200 m de large entre Louis-Condji et Agoué, où l'océan a reculé de 200 m vers l'intérieur par rapport à sa position initiale en novembre 2022. « Avant et après la mise en place du moteur de sable et des épis, les impacts ont commencé à être observés. La plage a commencé à se reconstituer naturellement, et je crois que progressivement, d'ouest en est, dans le sens du transport des sédiments, les populations constateront les effets bénéfiques attendus », ajoute José Tonato.

Étant donné que le dernier trimestre de l'année est connu pour être une période de submersion marine, de crue dans le bassin du Mono et donc d'inondations, l'équipe du projet assure que les populations n'ont rien à craindre. « L'endroit où nous avons effectué le comblement du bras lagunaire était très dangereux pendant la période de novembre et décembre en raison du phénomène de submersion marine. Ce bras se remplissait et inondait les maisons aux alentours. Ce problème est résolu. Sur la côte, de nombreuses maisons étaient menacées, mais aujourd'hui, avec la mise en place du moteur de sable et les effets naturels qui s'accumuleront progressivement, il n'y a pas de souci à se faire », affirme Eliassou Hamidou Seko. Une étude de faisabilité sera réalisée dans la perspective de stabiliser et de maintenir en permanence l'embouchure de la bouche du Roy afin de résoudre le problème des inondations.

Après la stabilisation de la côte, des aménagements récréotouristiques sont prévus. Une piste cyclable est déjà en cours d'aménagement sur 2 km entre Louis Condji et Agoué. Elle sera suivie de la plantation de cocotiers sélectionnés et traités pour le verdissement de la zone ■



Victor Gbonegun (Nigeria) ; Experts seek role for private sector in infrastructure projects ; The Guardian, 19 June 2023.

To access the article : <https://guardian.ng/property/experts-seek-role-for-private-sector-in-infrastructure-projects/>



Mrs. Isabel Njihia

Urban experts have advocated improved private sector participation in the provision of basic infrastructure.

The Programme Manager, United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNDRR), Regional office for Africa, Mrs. Isabel Njihia, led the call at a virtual forum entitled: "African Cities in the face of Climate Change: what challenges, What Resilience", organised international think-tank, Africa 21. Africa 21 is an organisation poised to achieve the UN 2030 Agenda for Sustainable Development and its implementation in Africa.

Njihia said the role of the private sector is crucial to making the cities to function better, as there are implications on their businesses if the private sector fails to assist in the city's growth.

According to her, Nigeria's biggest cities like Lagos and Abuja are exposed to urban shocks with rising sea levels threatening infrastructure, traffic congestion, waste menace and chaotic metropolis as well as pollution.





She said: “Private sector is the solution to problems that we didn’t know existed. For example, in the context of cities, we talk about informal settlements and more often than not we forget that in informal settlements itself, the rate of unemployment is the same or higher than what is experienced in the entire country.

“We have seen micro-finance institutions come up with financing mechanisms that include the financially excluded population; people who do not have consistent pay are able to get some loans and start businesses. When it comes to disaster loss, the private sector takes the greater heat because they lose the supply chain and market they sell to.”

To her, there was a need to also strengthen institutional capacity, ensuring coordination mechanisms, roles and responsibilities among critical agencies, departments and ministries.

“Resilience cuts across many issues and leaders must consciously pursue issues across ministries, departments and agencies. There is an appearance of a more democratic approach in cities, where citizens have a stronger voice culminating in having people strongly engaged in driving the affairs of their cities. More localisation should take place when it comes to project implementation. Through engagement with the private sector, there will be innovative ideas on improved infrastructure development,” Njihia added.

On financial challenges facing cities’ development, she observed that all financial mechanisms that exist for local councils and regional governments in Nigeria and other African cities require finance systems that are accountable.

“Cities must be able to prove accountability in financial management systems. Unfortunately, due to limited financial systems that are accountable, it brings ripple effects in terms of what the nations are able to access. Governance is indeed a key issue,” she said.

Another speaker, Mrs. Gertrude Gamwera, said local councils are evolving from rural to urban settings, which means there are a lot of huge investment opportunities to modernise, provide services and infrastructure necessary to cater for urban needs.

This, she said, includes housing and industrialisation, adding that the implication for climate is a sizable amount of environmental degradation. She stated that it is important to put in place strategies and frameworks to make the city resilient to handle challenges.

“Infrastructure is what we must look at if we are going to build a resilient city. We must be able to help the local council, plan ahead and achieve a scenario whereby cities will be more responsive in terms of providing services. It is better to have better urban policies, which will involve issues of climate mitigation, as well as adequate warning systems and have other emergency responses when it comes to the effects of rapid urbanisation,” Gamwera said.

According to her, as part of decentralisation policy, cities and local councils are encouraged to build public-private partnerships towards investing more and promoting local development, where all actors and stakeholders in the community are involved.

“Policies that encourage frameworks for private participation in the areas of health, water service provision, technology and climate mitigation issues are advanced through private participation.



Private sector participation is essential because it provides alternative funding schemes for project development and service delivery,” she said.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : les négociations pré-COP28, non prometteuses pour le continent ; Afrik 21, 20 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-les-negociations-pre-cop28-non-prometteuses-pour-le-continent/>



88

La Conférence Bonn sur le changement climatique (également connus sous le nom de SB58) s’est achevée le 15 juin 2023 au siège de la Convention cadre Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) en Allemagne. Il s’agissait de la dernière chance pour les négociateurs climats de se rencontrer avant la COP28 de décembre prochain à Dubaï. Mais les pourparlers de 10 jours ont pris fin sans aucun engagement concret et clair des pays développés, au sujet du récurrent problème de financement de l’action climatique des pays à faibles revenus, notamment les pays d’Afrique subsaharienne.





La 28e conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP28) se tiendra du 30 novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï aux Émirats arabes unis. Comme il est de coutume, les délégués du monde entier se sont réunis à Bonn, en Allemagne, pour préparer les grandes lignes directrices de la prochaine COP. Des orientations qui semblent une fois de plus avoir négligé les besoins de financement urgents des pays les plus menacés par le changement climatique, notamment les pays africains.

« Selon les tendances actuelles, l'écart climatique de l'Afrique est d'environ 1,3 billion de dollars pour la décennie 2020-2030. Malheureusement, la question cruciale de la finance climatique n'a notamment pas gagné beaucoup de terrain dans les négociations et les discussions à Bonn. L'incapacité à faire des progrès solides dans la recherche de solutions concrètes et durables au déficit de financement climatique sans cesse croissant est particulièrement préoccupante à la lumière de la crise de la dette à laquelle de nombreux pays africains sont confrontés aujourd'hui, qui est déjà exacerbée par les chocs climatiques. », s'indigne John Asafu-Adjaye, chercheur principal, au Centre africain pour la transformation économique (Acet).

La COP28 est annoncée comme la plus importante depuis celle qui a débouché sur l'Accord de Paris en 2015. Ce sommet verra le premier bilan mondial, une évaluation des progrès réalisés vers les objectifs de l'Accord de Paris. L'accord prévoit que les États les plus riches apportent chaque année 100 milliards de dollars de financement climatique ainsi que 40 milliards de dollars supplémentaires pour aider les pays en développement à s'adapter au changement climatique.

Mais cette disposition n'est pas respectée.

Tout n'est cependant pas perdu. Les 22 et 23 juin 2023, une centaine de dirigeants se réunissent à Paris en France pour le Sommet sur un nouveau pacte financier afin de répondre aux besoins d'environ 2 % du Produit intérieur brut (PIB) dans les économies émergentes (hors Chine). Pour ce faire, ils devraient s'entendre sur des changements transformationnels tels que le triplement des prêts de la Banque mondiale aux pays à faibles revenus et intermédiaires, qui pourraient rapporter 1 200 milliards de dollars d'ici à 2030, et conviennent de l'utilisation des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international (FMI) par l'intermédiaire de banques similaires.



Le Papyrus

Edem Dadzie (Togo) ; Les réfugiés africains ont moins d'options qui s'offrent à eux et moins d'accompagnement ! Le Papyrus, 20 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <http://lepapyrus.tg/les-refugies-africains-ont-moins-doptions-qui-soffrent-a-eux-et-moins-daccompagnement/>



90

A l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés le 20 juin 2023, Le Papyrus_Média a réussi à obtenir des informations sur la situation des réfugiés en Afrique, ainsi que les raisons qui poussent les populations à se déplacer. Les chiffres sont alarmants et la mobilisation doit être à la hauteur du défi.

Dans de nombreuses régions d'Afrique, la combinaison des conflits, de la violence politique, du changement climatique et de l'insécurité alimentaire provoquent le déplacement forcé d'un nombre d'Africains plus important que jamais. L'inflation, la hausse des coûts de l'énergie et les répercussions de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine viennent aggraver des situations déjà complexes.



Le nombre de personnes déplacées de force (qui comprend les Personnes déplacées internes (PDI), les demandeurs d'asile et les réfugiés) a dépassé les 100 millions dans le monde en mai 2022. Si la crise ukrainienne a attiré à elle seule la plupart des réponses l'année dernière, les réfugiés africains ont moins d'options qui s'offrent à eux et moins d'accompagnement que jamais. Selon les prévisions de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), il y aura 44 millions de personnes déplacées en Afrique subsaharienne en 2023, contre 38,3 millions à la fin de 2021. La plupart d'entre elles (60 %) sont des déplacés internes. L'Afrique accueille les trois quarts des nouveaux déplacements internes.

En Afrique de l'Est, dans la corne de l'Afrique et dans la région des Grands Lacs, 19,2 millions de personnes avaient fui leur domicile à la fin de 2021 en raison de la violence, des sécheresses et des inondations liées au changement climatique. La région connaît sa pire sécheresse depuis 40 ans après cinq saisons des pluies consécutives ratées, et probablement une sixième en 2023. En novembre 2022, la sécheresse avait déplacé 1,8 million de personnes.

Plus de neuf millions de têtes de bétail sont mortes en Éthiopie, au Kenya et en Somalie après quatre saisons des pluies insatisfaisantes et des rendements agricoles historiquement bas. De nombreuses personnes fuyant l'insécurité alimentaire se réfugient dans d'autres régions touchées par la sécheresse. Le Soudan du Sud, quant à lui, a subi de graves inondations pour la quatrième année consécutive. Au total, plus de deux millions de personnes sont déplacées en raison des inondations et du conflit en cours.

En Afrique australe, 10,1 millions de personnes sont déplacées en raison de catastrophes liées au climat, de la sécheresse, des pressions économiques et de l'insécurité. Le conflit de longue date en République démocratique du Congo (RDC) a fait cinq millions de déplacés internes et un million de réfugiés. Le Malawi connaît une grave pénurie alimentaire due à la pauvreté et aux conditions climatiques extrêmes. Au Mozambique, près d'un million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays en raison de l'insurrection et des catastrophes liées au changement climatique. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, l'extrémisme violent, l'instabilité politique, les affrontements intercommunautaires pour des ressources qui se raréfient et le changement climatique ont entraîné le déplacement de 12,7 millions de personnes. La crise des personnes déplacées au Burkina Faso fait partie de celles qui se développent le plus rapidement dans le monde.

Les pires inondations de l'histoire du pays ont déplacé 1,3 million de personnes qui ont pris d'assaut les camps de déplacés, tandis que les inondations ont également touché certaines parties du Tchad, du Niger, du Burkina Faso, du Mali et du Cameroun. Un Centrafricain sur quatre a été déplacé en 2022 en raison de l'insécurité prolongée.

Au-delà des partenaires étrangers dont les Nations unies, qui apportent de l'aide, les pays africains doivent s'organiser et prendre leurs responsabilités. Les pays du continent doivent aussi œuvrer pour mettre fin, ou du moins, atténuer les drames qui occasionnent des déplacements massifs de populations.



Le Papyrus

Edem Dadzie (Togo) ; Agriculture : Un marché semencier africain calqué sur le schéma occidental est-il viable ? Le Papyrus, 20 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <http://lepapyrus.tg/agriculture-un-marche-semencier-africain-calque-sur-le-schema-occidental-est-il-viable/>



92

L'agriculture familiale africaine est-elle en danger ? L'agriculture intensive calquée sur le modèle occidental avec toutes ses conséquences sur les facteurs de production et le vécu des paysans et leurs familles, va-t-elle prendre le dessus ? Il faut craindre pour les terres africaines, et il faut craindre pour la sécurité et la souveraineté alimentaire. L'Afrique doit préserver ses fondamentaux.

La révolution agricole de l'après-guerre a organisé et déployé la commercialisation en Europe de variétés sélectionnées et homogènes. Cette généralisation fut telle qu'aujourd'hui les paysans européens n'ont plus le droit de disposer comme ils l'entendent des semences de variétés anciennes très diversifiées qu'ils ont sélectionnées au cours du temps. L'Afrique subsaharienne est



restée à l'écart de cette intensification agricole que l'on a appelée « révolution verte » en Asie et en Amérique latine.

Mais alors que les subventions au secteur agricole ont été drastiquement limitées par les politiques d'ajustement structurel conduites en Afrique par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à partir des années 1970, une agriculture familiale y a perduré en utilisant notamment des variétés-populations végétales du même type que celles qui ont aujourd'hui presque disparu en Europe. Malgré les sécheresses et une forte pression sur le foncier agricole, la production par actif agricole a augmenté de 25 % en moyenne en Afrique sur la période 1961-2001 : les rendements ont crû à un taux annuel moyen de 1,6 %.

Aujourd'hui, ces mêmes institutions qui ont négligé l'agriculture, alliées à des multinationales semencières et à des fondations privées très puissantes financièrement, se mobilisent efficacement pour favoriser l'essor rapide d'un marché semencier en Afrique sur le schéma occidental. Dans le modèle agricole promu à partir des années 1950, le fer de lance de la modernisation a été la généralisation de variétés hybrides ou de lignées pures créées pour être performantes dans les conditions de culture artificialisées, c'est-à-dire non limitantes en termes d'eau et d'intrants agricoles.

Cette politique d'intensification a été accompagnée d'un dispositif réglementaire, celui de l'Union des professionnels pour la protection des obtentions végétales (UPOV), taillé sur mesure pour un seul type variétal, celui des lignées et des hybrides dont les génotypes sont fixés, contrairement aux variétés-populations d'antan. Le modèle d'agriculture intensive associé à ces variétés « pures » a fait ses preuves en termes d'augmentation de la productivité mais son coût en termes d'érosion de la biodiversité agricole, de surconsommation énergétique, de pollutions et d'émissions de CO2 devrait logiquement interdire ou limiter ses applications aux pays du Sud.

Le secteur agricole dans les pays africains, amplement dominé par les agricultures familiales, est très largement le premier bassin d'emploi et de revenu de ces pays. C'est pourquoi le dossier actuel du développement et de la réglementation d'un marché semencier est très sensible. Des lois semencières sont en voie de mise en œuvre dans différents pays du continent mais il apparaît que l'on n'ait pas pris la mesure des implications et des risques qu'une réforme aveugle ferait courir à la viabilité des agricultures familiales. Pour cela, la décision des États devrait être éclairée notamment par la recherche publique pour le développement agricole. Ce n'est guère le cas mais certaines alertes commencent à émerger dont cet article se fait l'écho.



Patrick Kahondwa (RDC) ; Subventionner le traitement de l'infertilité en Afrique ; Scivdev, 20 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/news/subventionner-le-traitement-de-linfertilite-en-afrique/>



94

[BUKAVU] « Il est important de s'assurer que l'infertilité est priorisée par les ministères de la santé et toutes les parties prenantes ; et que les pays et les gens ont accès à un traitement abordable de l'infertilité ».

Ce vœu est de Gitau Mburu du département de santé sexuelle, reproductive et recherche de l'organisation mondiale de la santé (OMS) à Genève, co-auteur d'un rapport sur la prévalence de l'infertilité de 1990 à 2021 à travers le monde.

Ce rapport, publié en avril 2023, montre qu'à l'échelle mondiale, environ une personne sur six est touchée par l'infertilité à un certain stade de la vie. Avec une prévalence plus élevée dans la région africaine de l'OMS et plus faible dans la région de la Méditerranée orientale.





“Dans nos conditions, nous faisons ce que nous pouvons. Mais, il y a certains niveaux de soins auxquels les gens ne pourront pas accéder s’il n’y a pas de subventions. L’état doit subventionner les soins de santé liés à l’infertilité”

Kenny Raha, Université évangélique en Afrique, Bukavu

« Le rapport montre que 13,1 % des gens dans les régions d’Afrique connaîtront le problème d’infertilité et cette proportion n’est pas significativement différente de ce qu’on a pour le reste du monde », explique Gitau Mburu.

Or, dans le même temps, les auteurs de la revue systématique de l’Oxford Academic sur les coûts financiers des technologies de procréation assistée pour les patients dans les pays à revenu faible et intermédiaires notent que cette technologie n’est pas toujours accessible.

Vu que les patients dépensent environ la moitié de leur revenu annuel moyen pour en bénéficier dans les pays disposant de mécanismes de financement public. Alors que dans les pays dépourvus de mécanismes de financement, le coût représente même plus du double de leur revenu annuel moyen.

« Notre examen s’est principalement concentré sur l’inaccessibilité en raison du coût élevé du traitement de l’infertilité, souvent non couvert par l’assurance maladie dans de nombreux pays à faible revenu », explique Purity Njagi co-auteur de cette revue.

« En outre, les services de santé sont souvent sous-financés dans de nombreux pays à faible revenu, et il y a un manque de volonté politique pour donner la priorité au traitement de l’infertilité au milieu des défis de santé concurrents », ajoute-t-il dans un entretien avec SciDev.Net.

Aussi les spécialistes du continent partagent-ils le vœu de Gitau Mburu de voir une attention particulière accordée à ce fléau. C’est le cas de Kenny Raha, gynécologue-obstétricien spécialisé dans la prise en charge des couples infertiles à l’hôpital de Panzi en République démocratique du Congo (RDC).

« Dans nos conditions, nous faisons ce que nous pouvons. Mais, il y a certains niveaux de soins auxquels les gens ne pourront pas accéder s’il n’y a pas de subventions. L’état doit subventionner les soins de santé liés à l’infertilité », dit-il.

Enfants

Pour ce dernier, « cette subvention va faciliter l’accès aux soins et dès qu’il y a accès aux soins de fertilité, il y aura reconstruction de couples, parce que les couples sans enfants dans notre communauté ont beaucoup de problèmes ».

Kenny Raha, par ailleurs enseignant à la faculté de médecine de l’Université évangélique en Afrique de Bukavu (RDC), insiste sur le fait que l’accès aux traitements de fertilité est un besoin dans les pays africains où l’enfant a une place de choix.





« Les soins de fertilité sont un problème non seulement de santé publique mais aussi un problème social et économique. Lorsque deux personnes se sont mariées et qu'elles n'arrivent pas à avoir des enfants, cela crée des discordances au niveau du couple et de leurs familles respectives », corrobore Léa Babone, président de la société civile santé en RDC.

Le rapport de l'OMS note que l'infertilité est provoquée principalement par des anomalies dans le système reproductif de l'homme ou de la femme, en plus de l'âge avancé et des infections, particulièrement les infections sexuellement transmissibles.

« Elle est l'incapacité d'avoir une grossesse pour un couple qui est sexuellement actif sans contraception. Mais actuellement, la notion de l'âge entre en compte. Pour des jeunes couples de moins de trente ans on va dire qu'il y a un problème de fertilité s'il y a l'intervalle de deux ans », explique Kenny Raha.

« Entre trente et trente-cinq ans, c'est après une année qu'on peut s'inquiéter. Entre trente-cinq et quarante ans, c'est après six mois. Au-delà de quarante ans, c'est immédiatement qu'il faut trouver une solution », ajoute l'universitaire.

Prévention

Et Gitau Mburu d'ajouter que « l'un des vides significatifs que nous avons est que la prévention, le diagnostic et le traitement de l'infertilité dans plusieurs pays et régions, y compris en Afrique, ne sont pas adéquats ».

« Le niveau de prévention, de diagnostic et de traitement que nous voyons est faible et dans plusieurs endroits, le traitement est disponible dans le secteur privé et pas vraiment disponible dans le secteur public », insiste-t-il.

Le rapport de l'OMS montre que dans de nombreux contextes aux ressources limitées, comme l'Afrique subsaharienne, l'infertilité est souvent négligée en raison de nombreux besoins de santé concurrents, ainsi que des taux de fécondité relativement élevés et des familles nombreuses. Des facteurs qui peuvent non seulement masquer l'infertilité dans les populations, mais qui peuvent aussi avoir eu pour effet de dissuader le financement public du traitement de l'infertilité

Pour Gitau Mburu, en plus d'accorder une priorité aux problèmes d'infertilité dans les ministères de la Santé, « il ne faut pas stigmatiser l'infertilité parce que dans plusieurs endroits, elle est stigmatisée. Notre rapport indique le besoin de politiques et stratégies pour aider à prévenir, diagnostiquer et traiter l'infertilité ».

En outre, Léa Babone plaide pour le renforcement des mesures au niveau des programmes nationaux de la santé de la reproduction.





Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 21 Juin 2023.

Pour voir la vidéo : <https://planeteterreterretv.bj/video/2042/>

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : les chefs traditionnels disent non à la viande de pangolin ; Afrik 21, 21 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/cameroun-les-chefs-traditionnels-disent-non-a-la-viande-de-pangolin/>





Les chefs traditionnels du Cameroun s'unissent pour aider à protéger les forêts du pays et la faune, considérées comme la pierre angulaire du patrimoine culturel du Cameroun. Mobilisés par l'organisation de protection de la nature, WildAid, ces gardiens de la tradition disent non à la viande de pangolin. Des chercheurs ont prouvé qu'au moins 500 000 à 2,7 millions de pangolins sont capturés chaque année en Afrique centrale, ceci au péril de la biodiversité et du rôle écosystémique de cet animal dans la forêt.

Malgré sa supposée responsabilité dans la transmission du virus du Covid-19 à l'être humain, le pangolin se situe sur la première marche du podium des animaux les plus braconnés sur la planète, largement devant le rhinocéros ou l'éléphant. Au Cameroun plus précisément, une enquête menée par l'organisation de protection de la nature, WildAid et le Central African Bushmeat Action Group en 2022 a révélé que le pangolin était la deuxième forme de viande de brousse la plus consommée après le porc-épic, 49 % des consommateurs de viande de brousse dans les villes de Douala et de Mbalmayo ayant déclaré avoir consommé du pangolin au cours des 12 derniers mois.

WildAid a également mené une deuxième enquête auprès du grand public dans cinq villes du Cameroun. Elle a révélé que la connaissance de la loi de 2017 protégeant les pangolins était très faible. Seules 29 % des personnes interrogées savaient qu'il était illégal de tuer et de commercialiser toutes les espèces de pangolins.

Pour inverser cette tendance, des chefs traditionnels camerounais joignent leurs forces à celle de WildAid pour appeler à la protection des forêts du pays et des espèces sauvages qui y vivent, comme le pangolin, une espèce en voie de disparition. « Notre histoire a commencé dans les vastes et sauvages forêts du Cameroun, où la vie animale s'épanouissait et où Mère Nature régnait. Elle nous nourrissait, nous chérissait, nous soignait. Maintenant, nous devons la défendre et protéger tous les animaux sauvages qui font partie d'elle », déclare Muanedi Dissake Mouangue, le chef coutumier de Bonamoukouri-Bonakouamouang, dans la région du Littoral. « Notre culture nous enseigne à respecter la nature et à honorer nos traditions. Les pangolins sont un symbole de notre incroyable et unique forêt, du patrimoine camerounais et un pilier de notre identité. Manger des pangolins conduira à leur extinction, et donc à l'extinction d'un symbole de notre culture. Protégeons nos forêts et la faune qui y vit. Et commençons par dire NON à la viande de pangolin », déclare Nkukuma Mvondo Bruno, le chef coutumier de Minkok-Bityili, dans la région du Sud.

Un animal capital pour les écosystèmes forestiers

L'appel des chefs traditionnels du Cameroun s'inscrit dans le cadre de la campagne « Dites non à la viande de pangolin », lancée en 2022 avec le soutien des légendes du football Rigobert Song, Roger Milla et Patrick Mboma, ainsi que des musiciens Stanley Enow et LOCKO, et de l'artiste visuel Bright Toh. La campagne vise à sensibiliser au rôle crucial que jouent les pangolins dans le maintien d'un environnement sain et souligne le potentiel du Cameroun à devenir un chef de file





de la conservation en Afrique en protégeant ces animaux uniques. La campagne se déroule à Douala, Yaoundé, Mbalmayo, Ebolowa et Bertoua.

Les pangolins sont essentiels à l'écosystème forestier et aident à lutter contre les parasites qui peuvent également causer des dommages importants aux cultures agricoles. Un seul pangolin peut consommer jusqu'à 70 millions de fourmis et de termites en un an, soit près de 200 000 insectes par jour. En consommant ces insectes nuisibles, les pangolins contribuent à réguler les populations d'insectes et à protéger le secteur agricole du Cameroun, qui emploie environ 43 % de la main-d'œuvre du pays et assure la subsistance d'environ 70 % de la population.

« Le pangolin, protecteur de nos forêts et de nos sols, doit être sauvegardé pour ne pas endommager l'environnement et éviter la perte de notre identité culturelle. Chaque créature vivante que l'on trouve au Cameroun fait partie intégrante de sa culture et de ses traditions. Nous devons prendre conscience de l'importance de la protection des pangolins, sous peine de perdre bien plus que ce que nous imaginons.», prévient Jennifer Biffot, la représentante francophone de WildAid en Afrique centrale.

Le Cameroun abrite trois espèces de pangolins : le pangolin géant, le pangolin à ventre blanc et le pangolin à ventre noir. Conscient du danger d'extinction que courent ces espèces, le gouvernement camerounais a pris une décision en 2017. Celle-ci interdit la chasse, la capture, l'abattage et le commerce de toutes les espèces de pangolins, sur le territoire camerounais.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : 15 acteurs mondiaux s'engagent à financer le capital naturel ; Afrik 21, 27 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-15-acteurs-mondiaux-sengagent-a-financer-le-capital-naturel/>



100

Le 22 juin 2023 au Palais de l'Élysée, à Paris en France, 15 acteurs mondiaux constitués de Chefs d'État africains, des gouvernements, du secteur privé et de la société civile, ont annoncé six engagements. Ceux-ci visent à financer et à protéger les plus grandes réserves vitales de carbone et de biodiversité au niveau mondial. Ces engagements pris en marge du Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial, s'inscrivent dans le prolongement du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, visant à protéger 30% des terres et des mers d'ici à 2030. C'est l'une des principales issues du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, tenu les 22 et 23 juin 2023 à Paris en France. Le président congolais Denis Sassou N'Guesso, le président gabonais Ali Bongo Ondimba, et le président colombien Gustavo Petro, trois chefs d'État engagés dans la protection des forêts, John Kerry, envoyé spécial du président des États-Unis pour le climat, le Sultan Al-Jaber, président désigné de la 28e Conférence des Nations unies sur le climat (COP28), la Banque mondiale, Razan Al-Mubarak, présidente de l'Union internationale pour la



conservation de la nature (UICN), Conservation International, la Fondation Rob Walton, le Bezos Earth Fund, la Fondation Moore, la Wildlife Conservation Society, la Fondation Minderoo et le Fonds public d'investissement d'Arabie saoudite, ont saisi la balle au bon.

En marge de ces assises de Paris, ces 15 acteurs mondiaux ont convenu de la nécessité de nouer de nouveaux partenariats pour permettre aux pays forestiers et à la communauté internationale de protéger et de financer les plus grandes réserves vitales de carbone et de biodiversité partout dans le monde. Réunis au Palais de l'Élysée à Paris le 22 juin 2023, ils ont annoncé six engagements, visant à protéger et à financer le capital naturel. Référence étant principalement faite aux trois grands massifs de forêts tropicales que sont l'Amazonie, le bassin du Congo en Afrique centrale et l'Asie du Sud-Est.

Une contribution additionnelle de 15 millions de dollars

Parmi les six engagements, celui de l'organisation américaine de protection d'animaux sauvages, Wildlife Conservation Society, consiste à verser une contribution de 15 millions de dollars américains. Ce montant s'ajoute aux 100 millions de dollars déjà annoncés au Sommet de Libreville par la France, Conservation International et la Fondation Rob Walton.

Lire aussi-Réduire l'intérêt de la dette, accroître le capital des banques...on innove à Paris Autre organisme américaine, Le Bezos Earth Fund et les bailleurs de fonds de l'initiative « Protecting Our Planet Challenge » se sont engagés à investir 5 milliards de dollars d'ici à 2030 pour soutenir la création, l'extension et la gestion d'aires protégées.

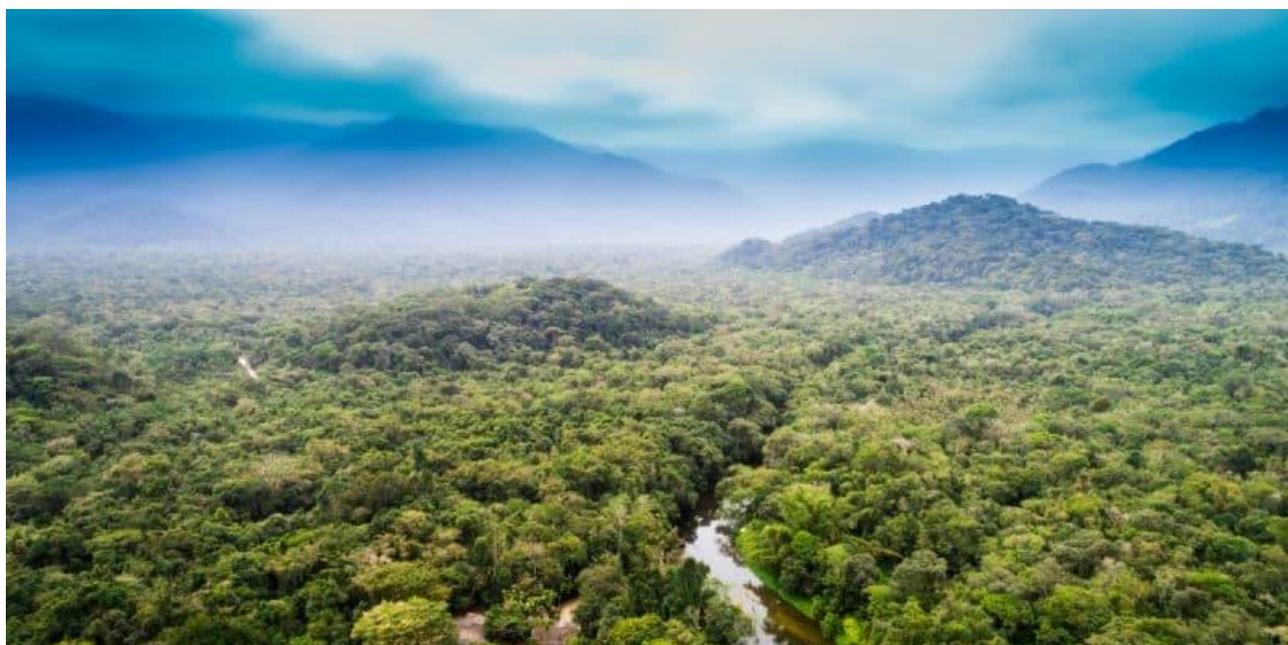
Ces engagements qui interviennent dans le prolongement du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, visent à protéger 30% des terres et des mers d'ici à 2030. Ils seront mis en œuvre en collaboration avec le Forest & Climate Leaders' Partnership, qui est le Partenariat des dirigeants sur les forêts et le climat (FCLP), lancé lors de la COP26 par 26 pays et de l'Union européenne (UE).

101



Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique centrale : quel financement pour les forêts du bassin du Congo ? Afrik 21, 22 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-centrale-quel-financement-pour-les-forets-du-bassin-du-congo/>



102

Le Sommet pour un « Nouveau pacte financier mondial » se tient les 22 et 23 juin 2023 à Paris la capitale de la France. Parmi les près de 100 chefs d'États et de gouvernements attendus à ce sommet, les dirigeants d'Afrique centrale devraient insister entre autres, sur le financement nécessaire à la protection des forêts du bassin du Congo. Le deuxième poumon vert de la planète est lésé dans les flux financiers internationaux destinés à la protection et à la gestion durable des forêts dans les zones tropicales.

S'étendant sur six pays (le Cameroun, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon), le bassin du Congo fournit des services vitaux, tant pour l'Homme que pour la planète. D'après le World Wild Fund (WWF), il nourrit et fournit un abri à 75 millions de personnes depuis plus de cinquante mille ans. Ces forêts, qui abritent différentes espèces animales, dont les éléphants de forêt, les gorilles des plaines, les chimpanzés et les bonobos, jouent également un rôle essentiel dans la régulation du climat de la planète.





Selon les estimations du Center for Global Development (CGD), la forêt du bassin du Congo qui s'étend sur une surface totale de 298 millions d'hectares, absorbe environ 600 mégatonnes de CO2 chaque année (1 mégatonne = 1 million de tonnes). En termes de crédit carbone, cela correspond à 30 milliards de dollars américain par an, suivant la valeur sociale du carbone, évaluée à 50 dollars par tonne en 2020 par le Groupe de travail interagences américain sur le coût social des gaz à effet de serre (GES).

Un financement discriminatoire et insignifiant

Dans son rapport 2021 sur l'état des Forêts du bassin du Congo, l'Observatoire des forêts d'Afrique centrale (OFAC) indique que « ... les forêts non perturbées en Afrique absorbent donc désormais plus de carbone que celles d'Amazonie. ».

Pourtant, les forêts tropicales d'Afrique centrale mobilisent beaucoup moins de financements que celles d'Amazonie et d'Asie du Sud-Est. Ainsi, des études menées par le Collectif de ministres de l'Environnement et de chercheurs pour la défense du bassin du Congo, révèlent qu'entre 2008 et 2017, le bassin du Congo n'a reçu que 11 % des flux financiers internationaux destinés à la protection et à la gestion durable des forêts dans les zones tropicales, contre 55 % pour l'Asie du Sud-Est et 34 % pour l'Amazonie.

Même au niveau du continent, le financement de la biodiversité demeure discriminatoire à l'égard du bassin du Congo. En 2015, le Future Climate for Africa (FCFA) a investi 27 millions de dollars américains dans la modélisation panafricaine et dans quatre projets axés sur l'Afrique orientale, occidentale et australe. Rien dans le bassin du Congo ou en Afrique centrale.

En dehors de leur caractère marginal, les financements de la biodiversité en Afrique centrale sont de loin inférieurs aux montants nécessaires. L'OFAC estime à environ 200 millions de dollars l'enveloppe nécessaire pour mettre en œuvre les actions prioritaires du Plan de Convergence de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), entre 2021 et 2025.

Lors de la 15e Conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP15), tenue en décembre 2022 en Égypte, les pays d'Afrique, le Brésil, l'Inde et l'Indonésie ont exprimé leurs besoins financiers pour inverser la perte mondiale de biodiversité : protéger 30% des terres et des mers, réduire de moitié les pesticides, restaurer 20 ou 30% des terres dégradées, etc. Ils réclament au pays riches, des subventions financières d'au moins 100 milliards de dollars par an, ou 1% du produit intérieur brut (PIB) mondial jusqu'en 2030, soit environ dix fois les montants d'aides actuelles, et autant que ceux promis pour la lutte contre le réchauffement climatique. Ces subventions, les pays en développement souhaitent les recevoir via un nouveau fonds mondial pour la biodiversité.

L'insuffisance des données d'aide à la prise de décision

Le faible financement de la biodiversité en Afrique centrale s'explique entre autre par la non maîtrise du terrain. Si de récentes données de la Comifac suggèrent que les forêts tropicales du bassin du Congo sont plus denses en carbone, plus efficaces pour ralentir le changement climatique et résister à ses effets que les forêts tropicales amazoniennes, celles-ci n'expliquent





toujours pas comment les sécheresses croissantes, les températures plus élevées, l'exploitation forestière sélective et la déforestation pourraient interagir dans la région.

Il en est de même des quantités de carbone stockées dans la végétation et les sols. À l'heure actuelle, la plupart des pays d'Afrique centrale s'appuient sur des valeurs par défaut, qui pourraient se révéler très fausses. Et pourtant ces quantités de carbone stocké et d'autres doivent être déclarées, conformément aux engagements pris par les pays dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat de 2015.

Pour combler cette insuffisance de données scientifiques sur les forêts du bassin du Congo, le Collectif de ministres de l'Environnement et de chercheurs pour la défense du bassin du Congo appelle à la mise sur pieds d'un programme de recherche de 100 millions de dollars. « Cela créerait une nouvelle génération de scientifiques, y compris de futurs dirigeants, en Afrique centrale. Le programme de formation assurerait le changement radical nécessaire à la capacité scientifique et offrirait des opportunités aux jeunes chercheurs africains qui ont actuellement du mal à concourir pour des bourses internationales, lesquelles sont souvent remportées par des étudiants d'Asie ou d'Amérique du Sud. », explique le collectif, dans une tribune publiée sur Jeune Afrique.

Les principaux financiers de la biodiversité en Afrique centrale

Bien que les fonds alloués à la biodiversité de l'Afrique centrale restent largement insuffisants, les flux disponibles relèvent essentiellement des financements mixtes, des partenariats public-privé (PPP) et des initiatives privées telles que la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale, l'Agence française de développement (AFD), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fond Eco.business, le Fonds pour le commerce et les investissements dans l'agriculture en Afrique (initié par l'Allemagne), le Fonds pour les moyens de subsistance, le Partenariat avec le Moringa et Le Fond pour le climat Althelia.

Des initiatives internationales telles que l'AFR100 (the African Forest Landscape Restoration Initiative, pour la restauration de 100 millions d'hectares de paysages déboisés et dégradés en Afrique d'ici à 2030) et surtout la REDD+ (réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation des forêts, associées à la gestion durable des forêts, la conservation et l'amélioration des stocks de carbone forestier), compte aussi dans la mobilisation des fonds vers les forêts d'Afrique centrale.

D'après l'OFAC, près de 200 millions de dollars ont été mobilisés entre 2016 et 2020 pour financer les activités REDD+ en République démocratique du Congo (RDC). Dans la déclaration commune de la 26e Conférence des Nations unies sur le climat (COP26) tenue en novembre 2021 à Glasgow, en Écosse, douze des pays les plus riches du monde et les Fonds le Bezos pour la Terre ont fixé à 1,5 milliards de dollar, le montant minimum à mobiliser pour la protection et la gestion durable des forêts du bassin du Congo.

Les modèles de financement





Le Gabon fait partie des pays d'Afrique centrale qui captent le plus de financement de la biodiversité, comparativement au reste des pays de la sous-région. Avec près de 88% de couverture forestière, le Gabon met en avant une diplomatie verte dont l'efficacité se traduit par les financements obtenus sur le marché du carbone. En 2019, la Norvège s'est engagée à verser 150 millions de dollars au Gabon pour qu'il protège ses forêts dans le cadre de l'initiative pour les forêts d'Afrique Centrale (Central African Forest Initiative, ou CAFI).

Bien avant ce financement, le pays a fait l'objet d'un audit indépendant de ses taux de déforestation en 2016 et en 2017. Les résultats concluants de cette étude, soit un taux de déforestation d'environ 0,1 % par an, ont permis au Gabon d'obtenir un premier versement de 17 millions de dollars, dans le cadre l'initiative REDD+, devenant ainsi le premier pays africain à être payé pour protéger ses forêts.

Pour capitaliser au mieux les services climatiques et écosystémiques fournis par ses forêts, le Gabon a proposé un nouveau modèle de financement de la Biodiversité. Des « crédits biodiversité », une unité certifiée, détenue par un pays ou par un projet pour son apport en matière de préservation des ressources naturelles. « On va commencer à travailler sur un système de crédit de biodiversité comme les crédits carbone. Le bassin du Congo est le cœur et le poumon de l'Afrique qui agit pour le maintien de la stabilité de notre continent. On peut sûrement calculer un prix pour ce service et donner une valeur à cette forêt équatoriale » explique Lee White, le ministre gabonais des Eaux et Forêts.

En attendant que les « crédits biodiversités soient examinés et si possible, validés par la Convention sur la diversité biologique (CDB, ou convention de Rio), plusieurs autres modèles de financement de la biodiversité sont disponibles, bien qu'il est souvent difficile de développer des modèles financièrement viables et susceptibles de convaincre les banques autour des enjeux de la biodiversité.

Dans la litanie des solutions appliquées, les obligations vertes ont constitué ces dernières années l'un des principaux mécanismes de financement innovants en matière de biodiversité. Le fonds African Wildlife Capital (AWC) a joué un rôle pionnier dans le domaine, en appliquant sur les intérêts obligataires une remise proportionnelle à l'atteinte d'objectifs de conservation quantifiables. Ce marché est cependant confronté à plusieurs limites, notamment la difficulté de traduire la valeur des services écosystémiques en termes financiers, ou la rareté des projets de conservation susceptibles d'être financés par de tels investissements, qui conduit à une inadéquation entre la taille limitée des projets et le montant minimum d'une émission obligataire. Selon Tine Fisker Henriksen, responsable des financements innovants à Bertha Centre for Social Innovation (université de Cape Town en Afrique du sud) et Wassa Cissé, analyste en investissements chez Bestseller Found, seuls 5 à 10 % du produit des « green bonds » a été affecté à la biodiversité, à ce jour.

Les pays du bassin du Congo peuvent aussi recourir au swap « dette contre nature », qui consiste à annuler la dette d'un pays en développement contre l'engagement de ce dernier d'investir la





même somme dans la conservation. Peu, ou presque pas utilisé en Afrique à l'exception des Seychelles, ce mécanisme est en cours d'implémentation en Équateur. Conseillé par la Banque Lazare, Quito a obtenu le 9 mai 2023 une réduction de sa dette en échange de son engagement à financer la conservation des Galapagos, un archipel inscrit au Patrimoine mondial du fait de sa biodiversité. La réduction de dette équivaut à un montant total de 450 millions de dollars sur 18 ans.

Des investisseurs ont en effet accepté de céder des obligations pour 656 millions de dollars, par crainte que la situation financière et politique du pays ne se détériore davantage. D'autres ont accepté de les acquérir en dépit des risques, à condition que l'opération serve à protéger les Galapagos, et grâce aux garanties financières de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de l'agence de développement américaine Development Finance Corporation (DFC).



106

Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 23 Juin 2023.

Pour voir la vidéo : <https://planeteterreterretv.bj/video/jt-du-23-juin-2023-2/>





Denise Kyalwahi (RDC) ; Lenteur dans les négociations de Bonn sur le climat et perte de l'optimisme ; Natural CD, 24 juin 2023.

Pour accéder à l'article : <http://naturelcd.net/2023/06/24/lenteur-dans-les-negociations-de-bonn-sur-le-climat-et-perte-de-loptimisme/>



107

Près de dix jours après le début de la Conférence de Bonn sur le changement climatique 2023 (SB58), aucun progrès n'a encore été enregistré dans la quasi-totalité des domaines de négociation prioritaires.

Les négociations climatiques de mi-année représentent une étape importante sur la voie de la 28e conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC – COP28), qui se tiendra à Dubaï en décembre prochain.

Officiellement appelée 58e session des organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la SB58 devrait aborder de nombreux sujets qui seront cruciaux pour les négociations de la COP28.





Ces sessions, qui tombent chaque année à un moment crucial de la préparation de la COP, réunissent les deux organes subsidiaires permanents de la CCNUCC, l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI).

Chaque année, la conférence sert de tremplin entre la COP précédente et la suivante, en maintenant l'élan acquis lors du dernier cycle de négociations sur le climat et en fournissant un espace pour jeter les bases de nouveaux progrès dans les négociations à venir.

Cependant, plus d'une semaine après le début des négociations, l'agenda SB58 n'a pas encore été formellement adopté et des incertitudes subsistent sur plusieurs pistes de négociation, notamment le bilan mondial (GST), l'objectif mondial en matière d'adaptation (GGA), la transition juste vers des sociétés durables, le programme de travail en matière d'atténuation et les pertes et dommages, parmi d'autres.

Il semble que les parties aux négociations n'aient pas encore accepté l'appel lancé par le secrétaire exécutif des Nations unies pour le changement climatique, Simon Stiell, au début des négociations de Bonn.

M. Stiell considère le bilan mondial comme « l'occasion d'une génération de corriger la voie dans laquelle nous sommes engagés, de concevoir un moyen d'aller de l'avant pour s'attaquer au changement climatique avec une vigueur et une perspective nouvelles ».

La phase technique du bilan mondial doit encore être finalisée, même si beaucoup de chemin a été parcouru, selon les observateurs présents à Bonn. Le début de la phase politique est tout aussi suspendu, car il s'agit d'œuvrer à l'obtention d'un résultat solide lors du premier bilan de la COP28.

Une autre tâche en suspens du SB58 est la préparation des décisions à prendre lors de la COP28 pour rendre opérationnel le nouveau fonds pour les pertes et dommages et les accords de financement, ainsi qu'une décision sur l'hôte du réseau de Santiago sur les pertes et dommages. Le SB58 doit également se mettre d'accord sur des questions qui touchent au financement du climat, notamment la fourniture d'un soutien financier adéquat et prévisible aux pays en développement pour l'action climatique, y compris le nouvel objectif collectif quantifié sur le financement du climat. D'autres questions importantes attendent une action décisive, notamment l'amélioration de la transparence et de la responsabilité de l'action climatique et la réduction des impacts du changement climatique sur les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Ephraïm Mwepya Shitima, président du groupe des négociateurs africains, a révélé que des progrès avaient été réalisés sur les questions liées au GST, mais que des inquiétudes subsistaient quant à l'AGG et à l'accord sur la sécurité alimentaire.

« En ce qui concerne les aspects techniques de la conférence, 60%-70% de progrès ont été réalisés, mais la principale préoccupation est la non-adoption de l'ordre du jour de la conférence depuis le 5 juin 2023 que nous avons commencé, et cela signifie que même les progrès que nous avons enregistrés risquent d'être perdus au cas où l'ordre du jour ne serait pas adopté », a déclaré Shitima.





Le groupe africain avait précédemment demandé que l'objectif mondial sur l'adaptation soit conclu à Dubaï par une décision forte qui tienne la promesse des articles 2.1 (b) et 7 de l'Accord de Paris et fasse progresser la résilience des pays en développement.

Ils ont également exprimé leur soutien à un programme de travail sur l'atténuation plus efficace lié à des contributions déterminées au niveau national (CDN) ambitieuses et à la mise en œuvre. En ce qui concerne les finances, le président de l'AGN a réitéré son appel aux pays développés pour qu'ils tiennent leurs promesses et rétablissent la confiance dans le processus de la CCNUCC. Selon lui, la reconstitution du Fonds vert pour le climat (FVC) en octobre 2023 est une occasion pour les pays développés de montrer au monde qu'ils sont prêts à faire leur part pour lutter contre le changement climatique et soutenir l'action climatique dans les pays en développement. En ce qui concerne le programme de travail pour la mise en œuvre de l'action climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, la pression des négociateurs africains pour l'établissement d'un groupe d'experts pour l'agriculture et la sécurité alimentaire lors de la COP28 gagne du terrain, mais doit encore être finalisée à Bonn. Les négociateurs estiment qu'une mise en œuvre efficace des actions et activités nécessaires pour l'agriculture et la sécurité alimentaire dans un contexte climatique changeant reste une priorité essentielle pour l'Afrique.

Entre-temps, 41 groupes de la société civile africaine représentant 200 millions d'Africains, dont des petits agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs, des peuples indigènes, des femmes et des groupes de jeunes, sous l'égide de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA), ont appelé les parties à la charte climatique des Nations unies à écouter les voix des producteurs de denrées alimentaires et des communautés les plus touchées par les impacts du changement climatique et à adopter l'agroécologie comme mesure d'adaptation et d'atténuation du climat afin de promouvoir des systèmes alimentaires durables et résilients et d'encourager l'équité sociale et économique.

L'Alliance a lancé cet appel en réponse à l'absence palpable de progrès dans les négociations en cours à Bonn.

Selon Sameh Shoukry, président de la COP27 qui s'est tenue l'année dernière en Égypte, on ne saurait trop insister sur les impératifs d'une issue positive des négociations de Bonn, étant donné que la crise climatique est en train de devenir la nouvelle réalité et que nous sommes contraints de faire face à ses conséquences au quotidien. « Nous devons saisir toutes les occasions de renouveler notre résolution collective fondée sur la science d'adhérer aux principes de la Convention-cadre des Nations unies et de l'Accord de Paris afin de renforcer notre réponse pour garantir le respect de l'objectif de température de Paris, maintenir le 1,5 degré à portée de main, s'adapter efficacement à un climat changeant et répondre suffisamment aux différentes formes de pertes et de dommages », a-t-il déclaré.

Alors que les négociations à Bonn vont crescendo cette semaine, l'optimisme quant à une issue équitable et fructueuse devient de plus en plus un luxe, partagé seulement par quelques-uns.



**Haika Kimaro (Tanzanie) ; 'How sea cucumber farming is changing our lives' ;
The Citizen, June 24, 2023.**

To access the article : <https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/business/-how-sea-cucumber-farming-is-changing-our-lives--4282318>



110

A tutor at the Fisheries, Education and Training Agency (Feta) located in Mikindani Campus, Mtwara Region, Ms Salma Chatto showing to this journalist cages used for sea cucumber farming.

PHOTO | Haika Kimaro

Mtwara. Many Tanzanians are not aware of a sea creature known as sea cucumber, a marine animal which affects lives of many people.

It is also one of endangered species in the world. Its existence is threatened by the climate change among other things.

But, despite their low profile among many Tanzanians, sea cucumber has potential of transforming lives of many people economically. Those who have ventured into the sea cucumber farming have good tales to share.





Apart from earning a farmer some money, sea cucumber are also important in keeping marine environment safe. This is so important at this time when the world is fighting to mitigate unfavourable weather changes caused by climate change.

Sea cucumber is particularly one of important products in the blue economy. In addition to providing employment to many people, sea cucumber can also be used a food and a major source of nutrition. Because of their high demand globally, sea cucumber can be one of major export products if its farming is taken serious.

Low production cost

Those who do not have the right information might think that farming sea cucumber is expensive. That is a mistake belief. In fact, you can venture into this business just by construction of a cage and purchase of its seeds.

Current market information show a kilo of sea cucumber is sold at between Sh150,000 and Sh350,000, depending on quality. Name any one crop which fetches this price in the country! If you count in production value chain of the sea cucumber you will realize that the product has high economic potential.

Chairman of Kaole Group, which engages in sea cucumber farming in Bagamoyo, Ibrahim Yusuph, says they started farming sea cucumber in 2020 and they have managed to raise 200,000 sea cucumbers so far.

“We are expecting to harvest them in November this year and it is our hope that we will have good harvest,” he says.

He said he developed the idea of engaging in sea cucumber farming when serving as seaman in fishing trawlers.

“Sea cucumber farming is very lucrative activity if you follow the requirements. So, when I left my earlier job I came back and asked some of my colleague why we should not team up for sea cucumber farming and they agreed after I showed them how profitable the undertaking is.

“In 2020 we started but in the first season production was low given our inexperience. In the following two years we harvested 660 kilograms. It is our hope that our harvests will keep on increasing as we continue to improve the farming,” he says.

He says the government has set Sh180,000 as an indicative price for a kilo of sea cucumber. He says this price is not too bad as it covers their production costs.

“We have also started selling sea cucumber seeds to new people who have decided to engage in thus activity. One chick goes at Sh400,” he elaborates.

A sea cucumber farmer from Somanga, Kilwa District in Lindi Region, Ally Machalila, says he started sea cucumber farming after receiving training at Fisheries Education and Training Agency (FETA) earlier this year.

“After the training I saw the opportunity in sea cucumber farming, I decided to encourage some of my colleagues including Somanga Woman Group, who agreed with me. We are now in the final





stages starting the business after obtaining area for our first farm. We have planned to start with 20,000 sea cucumbers,” he says.

According to Machalila, sea cucumbers look for food for themselves therefore there is no cost of feeding them. He says apart from the cost of buying the seeds there is no other cost involved in keeping the animals until you harvest.

Machalila notes that apart from receiving training from FETA, he is also collaborating with WWF to execute a number of projects aimed at ensuring marine resources and environment are protected and sea cucumber farming is one of activities which supports that goal.

Another sea cucumber farmer, Amani Rusake from Mtwara District, says he started sea cucumber farming last year and now he has 1,500 sea cucumber. He said he got motivation to venture into the business the government which has been insisting on blue economy in recent months.

“Until now in Mtwara there are 20 sea cucumber farmers and every one has his own cage. Many cages are located at Mikindani, Mtwara Rural, Msangamkuu and Msimbati,” he narrates.

Rusake says availability of chicks is a major challenge they are facing now. He may they get seeds from Bagamoyo but many would die before reaching Mtwara because of challenges of transporting the chicks.

Another farmer, Osmund Joseph, asked the government to quicken its plans to build a hatchery in the southern regions. She says the move will ensure that they have enough seeds and this might encourage many people to engage in sea cucumber farming.

112

Training agency

A tutor from FETA, Mikindani Campus, Salma Chatto, says they have been offering theory and practical training to many people who later become farmers. She notes that part of their training include how to make the cages, taking care of the sea cucumbers so as to get quality produce which can compete in the international market.

“Sea cucumber farming is emerging as a new lucrative activity which attracts many people in coastal areas,” she says adding:

“Because most of the sea cucumber are exported there is potential of increasing forex earnings of the production increases.”

She says FETA has already training about 68 who were sponsored by the government. In Mafia some 41 have also benefited from the training with the support from WWF. They have since increased number of Beach Management Units (BMUs) in Mafia. There are also other people from Mtwara who received the training sponsored by NGOs and two who supported themselves.

“We started offering training in May 2022 and so far the response is encouraging. We have already conducted a research along the coastline from Tanga to Mtwara and established that many areas are fit for sea cucumber farming. There is a lot of potential from this activity and Tanzanians should grab it before it is too late,” she says.





Ms Salma says sea cucumber eat organic waste, dust, mercury, fertilizer residue and other harmful chemicals thus helping to keep the ocean clean. This helps other marine animals like fish to flourish.

“Sea cucumber basic food is waste which enter the sea from the land. You can regard them as cleaners and they keep the marine environment safe for other animals. That is why a farmer does not have to feed them. Once you buy chicks for the first time, you are done as they reproduce themselves after that,” elaborates Ms Salma.

Assistant Director of aquatic animals’ development, Dr Hamisi Nikuli, says the ministry was aware of the challenge of availability of chicks.

“That is why the government has started constructing hatcheries for production of sea cucumbers and other fish varieties including crab chicks,” he says.

He says that the government has already started construction of Ruvula hatchery whose construction is expected to be completed in the near future with plan to construction another centre in Kunduchi, Dar es Salaam in advanced stage. There are also plans to rehabilitate Machui hatchery in Tanga with parent stock already secured.

“In the meantime, we asked farmers to look for chicks in shallow waters but it seems only those in Kaole Group in Bagamoyo are doing so,” says Dr Nikuli.

Production

Dr Nikuli says because sea cucumber farming was still a new business undertaking, this year farmers in the country have collectively produced only 860kg of dry sea cucumber which have been exported.

“Currently we have 39 groups with average of 10 people each. There era also 24 individuals who have already starts sea cucumber farming in the country. There are also 68 people who have been trained in Lindi and we expect number of sea cucumber farmers to increase,” he says.

WWF Tanzania

WWF conservation manager, Dr Lawrence Mbwambo, says sea cucumbers are one of important creatures in conservation. Besides, they are one of expensive marine products.

He said given that they have been collaborating with other stakeholders to make sure that they create environments which allows sea cucumbers to flourish.

“Animals and environment depend on one another. They all have a right to life and we would not like to see some creatures disappear due to our failure to take care of the environment,” he says.



Albert Opong-Ansah (Ghana) ; Stopping coastal erosion : a widow's contribution ; Ghana News Agency, June 26, 2023.

To access the article : https://gna.org.gh/2023/06/stopping-coastal-erosion-a-widows-contribution/#google_vignette





Accra, June 26, GNA – Under a shady airy neem tree at the Anloga District Forestry Commission Office in the Volta Region sits Madam Mawunyo Nyangbe.

The widow enjoys the company of her two children and a forestry official as she picks a black plastic bag, and scoops loamy soil with a mini shovel to fill them.

She carts the bags to a central point well-arranged and ready for the nursing of seeds for mangroves. Mawunyo's target is to fill 5,000 sandbags a month for the seedlings. She does this singing melodious local songs and occasionally cracking jokes with her children and officials of the Forestry Commission to kill boredom.

As an indigene of Bomingo, an island at the centre of nowhere, Mawunyo, 57, knows the importance of mangroves to fighting coastal erosion and voluntarily dedicates more than 12 hours every week towards that activity.

Her motivation for committing to such an activity is not because of the monthly GHC 500 (about USD50) stipend by the Management of Mangroves Forest from Senegal to Benin project (PAPBio C1-Mangroves').

But the cry of her people of how tidal waves are washing away their communities and destroying livelihoods and social life.

It is exactly a year Mawunyo committed to supporting regeneration of degraded mangroves in her community.

She is just one of nearly 80 women drawn from Galotse, Bomingo, Galo, Galosota, Anyanui, and Agbledomi to fill sandbags for nurseries.

They have so far planted 27 hectares of degraded land made up of mangroves and woodlots in the Keta Lagoon Complex Ramsar Site.

Some 84,000 seedlings of different tree species such as Rhizophora (white) and Avicennia (red) mangroves, acacia, cacia, and mahogany have been transplanted and nurtured in the areas.

The exercise is part of the PAPBio C1-Mangroves' project being implemented through Small Grants by A Rocha Ghana, Kasa Initiative and the Development Institute.

It is seeking to strengthen the management of protected areas and unprotected mangrove sites through enhanced linkages between governance and production systems.

Apart from Ghana, the European Union funded project is being implemented in nine countries – Senegal, Gambia, Guinea Bissau, Guinea, Sierra Leone, Liberia, Togo, and Benin.

Why the restoration is crucial

Experts say the dense roots of mangroves help to bind and build soils and that the increasing thickness of the mangrove soil is critical as sea level rise accelerates.

Also, more than one per cent of the global population of two species of waterbird (Whiskered tern and the Caspian tern) live within the Keta Lagoon Complex.





It provides services, including feeding, roosting and nesting sites.

Mr Lawrence Tetteh Ocloo, the Manager of the Wildlife Division of the Forestry Commission at Keta Lagoon, tells the Ghana News Agency (GNA) that the Lagoon is the home of the world's only amphibious buck, the sitatunga.

The Lagoon complex also provides habitats for many wetlands dependent wildlife, including three globally threatened turtle species (leatherback, green and olive ridley turtle).

Mr Ocloo says the Lagoon waters provide important habitats and nurseries for migratory and juvenile fish populations, which are critical in fish stock replenishment.

"Over fifteen families of fin fishes comprising 18 genera and 20 species have been recorded. The wetland is also home to African/Royal pythons, several species of rodents, the Nile monitor, manatees and macro-invertebrates such as crabs, molluscs and shrimps," he says.

For Mr Ocloo, nurturing of mangroves is one of the key nature-based solutions that helps to address the three planetary issues – climate change, biological diversity, and pollution through the absorption of greenhouse gases.

"Studies and practice have shown that mangroves' biggest strengths lie in their ability to capture and store carbon," he says.

The Challenge

Despite the immense resources and benefits derived from the Keta Lagoon, studies reveal that the mangroves and dense forests have declined significantly by 24 per cent since 1991.

About 17 of the 24 per cent of mangrove surface area has decreased in recent years, according to GMES & Africa (2020).

The GNA learns that there are no laws protecting mangroves and that in the case of Keta, they are owned by families.

Fishes are being overexploited while contamination of fresh water supplies and indiscriminate waste disposal occur more frequently, according to Lamptey and Ofori-Danson, 2014; Brinks, 2017.

Nationally, as much as 24.3 per cent of mangrove cover has been lost to herbaceous shrubs/grasslands and built-up areas (EPA, 2018).

Mr Anthony Adeea Mba, Project Assistant at the International Union for Conservation of Nature (IUCN) Ghana Project Office, says the site is of international importance with key biodiversity resources.





Local initiative contributing to global goal

The initiative is one of the critical activities towards sustainability of the source of fuel and the protection of the ecology.

“What compelled members of these communities, especially those whose livelihood depend on the resources, to willingly engage in the regenerative activity is that they realised they were getting low harvest of many of the fisheries resources. So, a sensitisation on the happenings motivated them,” he says.

On governance, the project has supported the Wildlife Division to review the management plan of the complex developed in 1999, taking into account current issues and modern approach towards addressing them.

Mr Mba says through the project, a grant scheme is set up for local organisations to undertake research, advocacy and build capacity of community members in alternative livelihood.

A Rocha Ghana for instance has built the capacity of community members in alternative livelihood schemes, including tailoring and mat weaving.

Farmers, especially those engaged in vegetable, fruits and roots production from some communities have been exposed to climate smart agriculture practices and supported with agro inputs, Mr Prosper Kwame Antwi, the Programmes Manager for A Rocha Ghana tells GNA.

School children in the communities, he says, have received education on the importance of restoring mangroves, the threats and sustainable use, he adds.

So, it is not surprising to see Mawunyo’s children around her and asking questions about how to protect nature.

They and many others are of the strong view that the government must enact a law to protect mangroves and enforce them.

That way, the country can achieve critical sustainable development goals like zero hunger, climate action, life below water and poverty reduction.

GNA

117



Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 26 Juin 2023.

Pour voir la vidéo : <https://planeteterreterretv.bj/video/jt-19h45-du-26-juin-2023-2/>

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue des Savoises 15, 1205 Genève- Suisse
<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l’ECOSOC, accréditée à l’OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l’université de Genève et de la European Business School in Geneva





Inès Kuassi (Bénin) ; Planète Terre à Terre Tv, la grande édition du Journal Télévisé 100% Environnement, 30 Juin 2023.

Pour voir la vidéo : <https://planeteterreaterretv.bj/video/jt-19h45-du-30-juin-2023/>

118

